

L'EXPRESS

PSEUDOSCIENCES

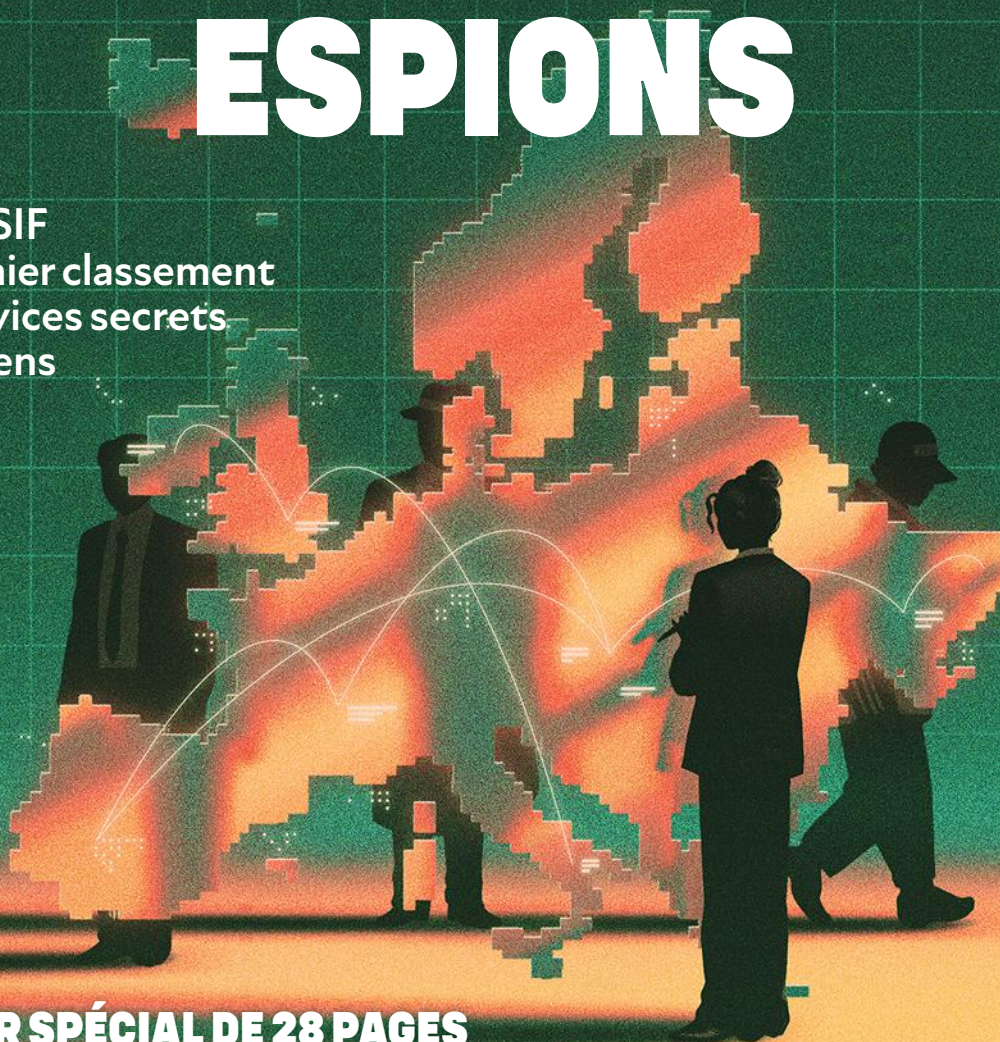
Les médecines alternatives
noyautent l'université

MI6, DGSE, services ukrainiens ...

LE PALMARÈS DES MEILLEURS ESPIONS

EXCLUSIF

Le premier classement
des services secrets
européens



DOSSIER SPÉCIAL DE 28 PAGES
NUMÉRO DOUBLE

DOM : 7,00 € ALLEMAGNE : 8,50 € BELGIQUE : 8,50 € ESPAGNE : 8,50 € ITALIE :
PAYS-BAS : 8,50 € PORTUGAL : 8,50 € SUISSE : 8,50 €
AFRIQUE CFA : 4,800 CFA-POLYN. : 1,200 XPF-AN-CAL. : 1,300 XPF
CANADA : 12,95 CAD-MAROC : 6,50 MAD-TUNISIE : 10 TND-SUISSE : 9,90 CHF

M 01722 - 3917S - F : 7,90 € - RD





RENAULT 4 E-TECH ELECTRIQUE

TOIT OUVRANT ELECTRIQUE EN TOILE

ouverture du toit sur 92 cm par commande électrique ou vocale⁽¹⁾
openR link avec ChatGPT⁽²⁾, Google intégré⁽³⁾ et plus de 100 apps
28 systèmes avancés d'aide à la conduite
volume de coffre de 420 L à 1405 L⁽⁴⁾
jusqu'à 409 km d'autonomie⁽⁵⁾

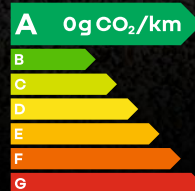
320€ à partir de
/mois⁽⁶⁾

LLD 37 mois. 1^{er} loyer 3100€

prime coup de pouce 6180€ déduite⁽⁷⁾

3 ans de garantie et assistance 24/24 offerts⁽⁸⁾

profiter
de l'offre





modèle présenté : R4e-tech électrique iconic plein sud* 150 ch avec option peinture bi-ton rouge carmin/toit noir étoilé à **341€**/mois⁽⁹⁾ 1^{er} loyer 3100€, prime coup de pouce bonifiée 6180€ déduite⁽⁷⁾. (1) disponible selon version. (2) selon version, associé à Reno, l'avatar officiel Renault. (3) selon version, toutes les marques Google sont la propriété de Google LLC. (4) avec banquette arrière rabattue, mesure en litres liquides/1149 dm³ en norme VDA. (5) autonomie réelle suivant conditions roulage, selon données wltpl, autonomie max avec toit ouvrant jusqu'à 392 km. (6) ex. R4e-tech plein sud* 150 ch hors options. (7) (9) locations longue durée, 37 mois/30 000 km max, si accord diac, sa au capital de 415 100 500€ - 80-90 av. du maréchal de Lattre de Tassigny 94127 Fontenay-sous-Bois cedex - siren 702 002 221 - rcs créteil. (7) montant max indicatif prime CertiNergy (siren 798 641 999) pour valorisation achat ou loc (≥ 24 mois) véhicule neuf électrique MI au titre dispositif CEE, non soumis TVA, du 1^{er} au 31/07/26, pour particuliers, selon revenus. pour loc, prime déduite prix véhicule réf pris en compte dans calcul loyer. déduction contribuant à ajustement loyers, montant évolutif, impact prime selon paramètres financiers appliqués, conditions éligibilité et modalités auprès revendeur. (8) détails du contrat garantie sur renault.fr. la lld peut être souscrite sans ce contrat. offres à particuliers non cumulables, valables dans réseau Renault participant. **consommations min/max (kwh/100 km)*: 14,7/15,8. émissions co₂ (g/km)*: 0 à l'usage, hors pièces d'usure. *selon données wltpl.** contenu partiellement généré par IA. Renault s.a.s. rcs nanterre 780 129 987.



assemblée en France

renault.fr

au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer



Lane Assist Volkswagen

Aide au maintien dans la voie

On n'a rien inventé.

Les technologies d'aide à la conduite ne dispensent pas le conducteur d'être vigilant. En option selon les modèles et les finitions. Plus d'informations sur [volkswagen.fr](https://www.volkswagen.fr)
SAS Volkswagen Group France, RCS Soissons 832 277 370.

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer

● **L'ŒIL DE L'EXPRESS**

- 8 **L'édito d'Eric Chol**
Des espions européens toujours plus efficaces
- 10 **L'édito Erasme de Luc de Barochez**
Contre la Chine, l'Europe doit oser la guerre commerciale
- 12 **Chronique : Gérald Bronner**
Lutte contre les infox : cette absurde théorie du complot

● **EUROPE**

- 14 **Israël et l'Europe en instance de divorce**
- 16 **L'index de L'Express**
L'Europe de la robe
- 17 **Pour un nouveau réalisme franco-allemand, par Jérémie Gallon**
- 18 **Le comparateur**
Interdiction des réseaux sociaux : la France en chef de file
- 20 **Chronique : Catherine Fieschi**
L'art du bronzage idéologique en politique

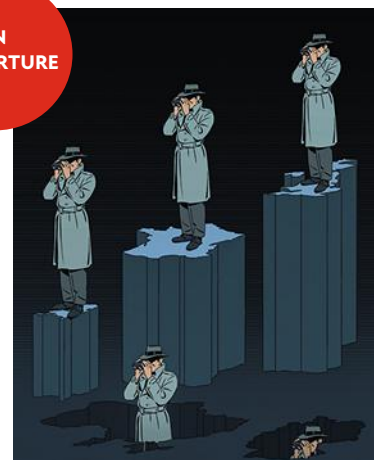
● **MONDE**

- 22 **Bouchehr, la centrale qui traverse les crises de l'Iran**
- 24 **La guerre des détroits (4/6)**
Bab el-Mandeb, le détroit de tous les dangers

SÉRIE D'ÉTÉ

● **EN COUVERTURE**

- 28 **MI6, DGSE, BND...**
Le classement inédit des espions d'Europe
- 34 **Le MI6 britannique domine**
grâce à la « Maison Russie »
- 36 **Ce que les espions étrangers**
pensent de la DGSE
- 38 **Les espions allemands sont-ils**
vraiment mauvais ?
- 39 **« Ils ont été affaiblis » :**
népotisme et menace russe
- 40 **A la poursuite de John le Carré**
- 42 **Le sulfureux « Doppio Mike »**
proche de la CIA et des politiques
- 43 **Pavol Gaspar, l'inénarrable**
espion qui consterne l'Europe
- 44 **« Pufi », le faux général créé**
par un ex-député
- 44 **Grâce au loto, il chasse**
les espions
- 45 **Bienvenue dans l'Erasme**
des espions
- 46 **Les agents de Poutine**
contre l'Europe
- 48 **« Dottore » Egisto Ott,**
la taupe de Poutine à Vienne
- 50 **CIA, MI6, DGSE... Qui savait**
quoi des plans de Poutine en Ukraine ?
- 51 **Derrière les manœuvres**
clandestines de Kiev
- 52 **Ces agents dormants russes**
qui s'infiltrent en Europe
- 54 **Erik Akerboom : « Moscou**
et Pékin détestent nous voir coopérer »

EN
COUVERTURE

Secret-Défense P. 28 MI6, DGSE, BDN... Le classement inédit des espions d'Europe

Vous aimez les comparateurs ? Plus de contenus datas à retrouver sur notre compte Instagram en scannant le QR code ci-dessous.



Testez dès maintenant L'Express
à partir de 1 € seulement
et faites, avec nous, le pari de l'Europe.



● **FRANCE**

56 **A Alès, la DZ Mafia installe son emprise**

59 **Les cachoteries des présidentielles (3/4)**

Le drapeau de Nicolas Sarkozy

SÉRIE D'ÉTÉ

● **IDÉES**

60 **Richard Wike : « L'image des Etats-Unis n'a jamais été aussi dégradée dans le monde »**

62 **Comment le Royaume-Uni est devenu aussi pauvre que le Mississippi**

66 **Les grands stratégies (5/6)**

Jérôme France : « Jules César est une figure disruptive pour les gourous de la Silicon Valley »

SÉRIE D'ÉTÉ

● **ÉCONOMIE**

68 **Johannes Volkmann : un pedigree et des ambitions**

70 **L'intelligence artificielle va-t-elle tuer Wikipédia ?**

74 **L'or de la Seconde Guerre mondiale (4/5)**

L'incroyable périple des lingots polonais sur trois continents

SÉRIE D'ÉTÉ

76 **Ils font bouger l'Europe...**

Du ski au trail, la mue de Rossignol

● **MANAGEMENT**

78 **Ces formules de politesse qu'on nous incite à bannir**

● **CAMPUS**

80 **En Ecosse, la Chippendale façonne les ébénistes**

● **SCIENCES ET SANTÉ****DOSSIER MÉDECINES ALTERNATIVES**

82 **Ces diplômes universitaires adossés à la pseudoscience**

86 **A Béziers, le projet d'un énorme campus de médecine chinoise**

88 **Chronique : Franck Ramus**
Vers une possible redéfinition de l'autisme ?

● **CULTURE**

90 **Que faut-il attendre de la prochaine rentrée littéraire ?**

92 **Palmarès livres**

92 **Le fil de Marianne**
Voyages en littérature

93 **Les séries qui ont fait l'Europe (4/5)**

Sous le soleil, le rêve français qui a fâché le patronat russe

SÉRIE D'ÉTÉ

94 **Un week-end à... Varsovie**

96 **Ces jeux de société qui racontent l'époque (2/4)**

Ce que le Monopoly dit de Donald Trump

SÉRIE D'ÉTÉ

97 **Jeux**
Mots croisés, sudoku, Tectonic

98 **In extremis de Christophe Donner**
Du flop au must, le Général arrive toujours à s'en sortir

**Sciences**
P. 82**Ces diplômes universitaires adossés à la pseudoscience****À NE PAS MANQUER****Le maillon clé de notre souveraineté**

Le 24 septembre, L'Express réunit à Paris, au théâtre Marigny, les dirigeants des plus grandes entreprises familiales françaises et européennes pour la deuxième édition de son colloque exceptionnel. Lavazza, Sisley, OP Mobility, Taittinger, Carmignac, ODDO BHF... Ils partageront leur vision, leur stratégie et les clés d'un modèle qui conjugue performance, transmission et indépendance. Réservez votre place.

**L'EXPRESS**

Société éditrice :
Groupe L'Express
112, avenue Kléber
75116 Paris

ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication :
Alain Weill
Directeur de la rédaction :
Eric Chol
Directrice générale :
Diane Lemoine

Imprimé en France :
Maury imprimeur SA
(45330 Malesherbes)
CPPAP n° 0328 C 82839

Dépôt légal : juillet 2026
courrierlecteurs@lexpress.fr

SERVICE ABONNEMENTS

Vous pouvez nous joindre
au 0969 325 723
de 9 à 19 heures
ou lundi au samedi
ou par email
à abonnements@lexpress.fr
Adresse postale :
CS 90006 - 59718 Lille Cedex 9
Tarifs abonnement France
1 an, 52 numéros : 130 €
(TVA 2,10 %).
Services diffuseurs n° vert :
0 805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions
confondues, a été tiré
à 114 500 exemplaires.

L'Express : cahier n°1
(édition générale : 100 pages).

Encart jeté : encart abonnement
jeté sur diffusion kiosque France
métropole.

Magazine imprimé sur
du papier PEFC (sauf encarts).
Origine du papier : Italie
et Allemagne : taux de fibre
recyclées : minimum 50 % ;
eutrophisation,
PTOT : 0,004 kg/tonne.

Photos des journalistes :
Charlotte Krebs
et Matthieu Landry/L'Express



CHAQUE PEUGEOT

PORTE FIÈREMENT UN 8 :

PREUVE DE 8 ANS DE TRANQUILLITÉ,

DE CONFIANCE ET D'EXIGENCE.

JUSQU'À

208

ANS

**PEUGEOT
CARE
GARANTIE**

*

PEUGEOT



*2 ans de garantie constructeur et jusqu'à 6 ans de garantie additionnelle à chaque entretien effectué dans le réseau Peugeot participant, valable jusqu'à l'entretien suivant dans la double limite de 8 ans et 160 000 km. Voir conditions sur peugeot.fr. Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

L'ÉDITO

PAR ERIC CHOL, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION



Des espions européens toujours plus efficaces

Si la mutualisation en matière de renseignement peut s'avérer délicate, la guerre en Ukraine a rebattu les cartes : la coopération entre services secrets s'est accélérée pour combattre l'activisme des agents russes.

Ursula von der Leyen sait se faire détester. Comme ce jour où, en 2024, la présidente de la Commission européenne rêvait d'une CIA version européenne à son service. Un rapport, commandé à l'ancien président finlandais Sauli Niinistö, n'aboutissait-il pas à cette recommandation ? La patronne de l'exécutif européen en était convaincue : l'Europe devait se doter de sa propre agence pour combattre les menaces, les saboteurs ou les agents étrangers. Sauf que les espions, l'Europe en compte déjà beaucoup. Mais chacun au service de son pays. Et la mutualisation en matière de renseignement peut s'avérer délicate.

Pour comprendre la levée de boucliers suscitée par la proposition bruxelloise, il faut revenir à la définition du renseignement. « Il s'agit d'extraction d'informations par des sources généralement clandestines, qui nécessitent un haut niveau de protection et de cloisonnement. Une agence européenne entraînerait trop de risques de dispersion et de fuites : on ne peut pas traiter une source à 27 ! », confie un ancien de la DGSE. Exit donc la CIA version européenne. Les agences de renseignement, très chatouilleuses en termes de susceptibilité nationale, seraient-elles condamnées au conservatisme ? L'histoire récente dit l'inverse, comme en témoignent l'incroyable vitalité et le sens de l'adaptation de ces nids d'espions (voir notre classement page 31). En 2022, lorsque la Russie déclenche

la guerre en Ukraine, beaucoup de services de renseignements ont pourtant été pris au dépourvu.

Depuis, l'Ukraine est à feu et à sang et l'Europe assiste au grand retour des espions. A commencer celui des agents russes, prêts à conduire « toutes les actions qui peuvent conduire à un affaiblissement, soit de nos autorités politiques, soit de la cohésion nationale, suivant la tradition soviétique des "mesures actives" mises en œuvre pendant la guerre froide », alerte la chercheuse Céline Marangé, auteure de *La guerre d'Europe a commencé* (Les Arènes), prix du livre géopolitique 2026. Conscientes de l'activisme démultiplié des services russes, aux formes de plus en plus hybrides, les agences se sont transformées en un temps record pour répondre à la nouvelle donne.

La France n'a pas à rougir des contre-mesures mises en place pour lutter dans la guerre informationnelle ou face aux opérations de sabotage. Surtout, les capitales européennes n'ont pas attendu qu'Ursula von der Leyen brandisse son projet de CIA européenne pour coopérer : un travail qui vise non pas la collecte mais plutôt le partage des renseignements. Une nouvelle étape pourrait être franchie avec la promulgation d'une « stratégie européenne de sécurité ». Ce texte devrait inclure un renforcement des moyens de l'Intcen, unité européenne dédiée à l'analyse de renseignements. Un travail de l'ombre aussi fastidieux qu'indispensable : « L'espionnage n'est pas une partie de plaisir », écrivait John le Carré... ✱

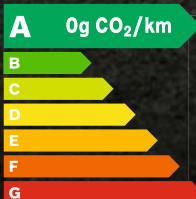
VOLVO

Volvo EX60

Rechargez jusqu'à 340 km en 10 min⁽¹⁾ avec le nouveau Volvo EX60 100% électrique, équipé de la nouvelle ceinture de sécurité avant multi-adaptative et d'espaces de rangement pensés pour toute la famille.

Repoussez vos limites. En électrique.

RCS Nanterre n° 479 807 141.



⁽¹⁾ Sur une borne en courant continu d'une puissance de 370 kW.

Modèle présenté : Volvo EX60 P10 AWD Ultra avec options.

*Cycle mixte WLTP : Consommation (kWh/100km) : 14.7 - 16.

CO₂ en phase de roulage (g/km) : 0.

Autonomie électrique (km) : 620 - 810.

VOLVOCARS.FR

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

L'ÉDITO
ÉRASMEpar Luc
de Barochez
éditorialiste
Europe

Contre la Chine, l'Europe doit oser la guerre commerciale

L'UE n'a plus le choix car elle n'a pas su préparer son industrie à résister aux assauts de Pékin.

Comment stopper le rouleau compresseur chinois, sans se faire écraser par lui ? C'est le dilemme de l'année pour l'Union européenne. L'enjeu est la survie de ce qu'il lui resté d'industrie. En expansion constante, le déficit commercial avec Pékin a atteint au mois de juin le record historique de 1,1 milliard d'euros par jour. Les experts de la Commission anticipent avec angoisse un trou quotidien de 1,5 milliard d'euros d'ici la fin de l'année. C'est insoutenable.

Les Cassandre avaient raison : les exportateurs chinois, dont l'accès au marché américain est entravé, déversent massivement leurs produits en Europe, dernier grand marché à haut pouvoir d'achat qui leur est encore ouvert. L'UE est un titan économique qui souffre d'un déclin relatif. La Chine, elle, poursuit son essor, même si le rythme se ralentit. Selon les lois de l'historien grec de l'Antiquité Thucydide, la puissance montante et la déclinante sont condamnées à s'affronter.

En l'occurrence, la guerre qui couve est commerciale et risque d'être dévastatrice. Les produits industriels et technologiques chinois, de plus en plus haut de gamme mais toujours compétitifs, mettent en péril le cœur industriel de l'UE. On le voit dans les voitures électriques et les robots aujourd'hui, demain dans la pharmacie, la chimie, l'aéronautique ou le luxe. Au mois de mai, pour la première fois, 1 voiture

neuve sur 10 vendues en Europe, toutes catégories confondues, était de marque chinoise. Élément plus anecdotique mais significatif, les exportations d'appareils d'air conditionnés vers l'UE ont bondi de 43 % cet été.

L'Union, comme souvent, temporise. Fin juin, Bruxelles et Pékin sont convenus de mener des pourparlers techniques jusqu'en octobre. Il est douteux qu'ils débouchent sur une solution miracle, vu le refus du Parti communiste chinois d'admettre ne serait-ce que l'existence d'un problème. Et ensuite ? La frustration grandit côté européen. Même l'Allemagne, attachée à la liberté de commerce, n'exclut plus des mesures protectionnistes. Le chancelier Friedrich Merz l'a laissé entendre lors des entretiens franco-allemands de la mi-juillet.

Si l'Europe est vulnérable, elle doit d'abord s'en prendre à elle-même. Elle n'a pas su donner les moyens à son industrie de résister à l'assaut chinois. Dès 2024, le rapport Draghi avait souligné les défauts de sa cuirasse : dépendance technologique, productivité insuffisante, énergie hors de prix, fragmentation du marché intérieur et des ressources en capital. Trop peu a été fait depuis lors. En recourant à des mesures de sauvegarde commerciales, l'UE risque de se donner l'illusion de l'action tout en évitant, une fois de plus, de remédier à ses propres fragilités.

Il reste qu'il existe deux raisons impérieuses d'accuser la Chine de concurrence déloyale : les subventions massives qu'elle distribue à ses entreprises industrielles et la sous-évaluation de sa monnaie. L'UE doit cesser de se voiler la face. Elle a le poids économique suffisant et les armes nécessaires pour riposter de manière graduelle, en respectant les règles de l'Organisation internationale du commerce. D'autant qu'elle dispose, avec son instrument anticoercition, d'un « bazooka » redoutable si la Chine, comme il est probable, en venait à riposter.

La Chine a elle aussi une vulnérabilité, qu'il faut exploiter : sa dépendance aux exportations. Mais ce qu'il manque à l'Union, c'est une volonté politique.

Entre la France qui ne jure que par le protectionnisme et l'Espagne attachée à une coopération maximale avec Pékin, la majorité des Etats membres oscillent. D'autant que la Chine est rompue depuis longtemps à l'art de diviser les Européens pour mieux les subjuguier, un jeu auquel les dirigeants nationaux prêtent souvent le flanc. Seule une confrontation résolue peut contraindre le président Xi Jinping à négocier. L'escalade est un risque à courir. Seul le statu quo n'est pas une option, si l'Europe veut éviter de voir ses derniers fleurons industriels balayés par le tsunami chinois. ✱



La Chine est
rompue à l'art
de diviser.

RALF TECH

DES ABYSSES À L'ESPACE



SUPERNOVA MILLENIUM

Testée en apesanteur zero G | Boîtier en Titane Extrudé Grade 1 T35 Aéronautique
Mouvement « electric » 12 ans de réserve de marche | Lunette professionnelle avec
insert en céramique mate | Cadran type nid d'abeilles avec indexes SuperLuminova®
Bracelets souples interchangeables CNES | Édition limitée à 100 pièces
Fabriquée en France



WWW.RALFTECH.COM

Lutte contre les infox : cette absurde théorie du complot



UNE CHRONIQUE DE GÉRALD BRONNER

Criant à la dictature, des médias comme CNews ou *Le Journal du dimanche* se sont déchaînés contre le rapport sénatorial sur les « zones grises de l'information ».

Le 8 juillet, à la suite d'une commission d'enquête, le Sénat a adopté à l'unanimité un rapport intitulé « Les zones grises de l'information. Mieux réguler pour protéger la démocratie ». Lors de sa présentation à la presse le lendemain, Laurent Lafon, l'un des rapporteurs, a appelé à « lutter contre les ingérences intérieures ». Je suppose qu'il s'agissait de faire un parallèle avec les « ingérences étrangères » mais reconnaissons que la formule était malheureuse dans la mesure où elle a donné le sentiment qu'un contrôle autoritaire pourrait s'exercer sur les oppositions politiques. Je suis d'autant plus à l'aise pour la trouver gênante que j'ai, à plusieurs reprises, exprimé mes réticences à toute loi sur les infox. Je l'ai fait, y compris dans le

document écrit par les 14 experts de la commission que j'ai présidée à la demande du président de la République, à propos des perturbations de la vie démocratique par les mondes numériques.

Ceci étant, la présentation du rapport sénatorial a donné lieu à un déferlement dans des médias comme CNews ou *Le JDD* – qui en fit sa Une – qui mérite réflexion. Leur rhétorique face à tout projet de régulation des réseaux sociaux fait penser à celle dont use Donald Trump. Sans surprise car, lors de son élection, ces mêmes médias l'applaudirent, tout en reprenant en chœur les mantras sur la « liberté d'expression ». Depuis, nous avons appris que cette défense était très relative dans la mesure où elle ne valait que pour Trump et ses soutiens.

Pas besoin de beaucoup d'imagination pour concevoir ces frotte-manches de la liberté comme les oppresseurs de demain. Ce rapport leur donne l'occasion de crier une fois de plus au danger d'un « ministère de la Vérité » (le point Orwell est en train de concurrencer peu à peu le point Godwin). Ils oublient que le danger de la fausse information est désormais une préoccupation mondiale, et non pas seulement française. Ils ignorent aussi l'histoire de la philosophie à ce sujet qui passe par des esprits aussi admirables que John Milton, John Locke ou John Stuart Mill. Pour faire simple, ces auteurs parient sur le fait que la libre circulation des idées aboutit à la domination du vrai et du rationnel. J'approuve le principe général de cette libre circulation.

LA VÉRITÉ NE SE DÉFEND PAS SEULE

En revanche, je ne parierais pas sur les effets « magiques » du marché pour que la vérité puisse se défendre toute seule. On ne saurait reprocher à ces grands esprits de n'avoir pas anticipé ce que les réseaux sociaux ou même l'IA allait faire au marché public des idées, mais ce serait une façon curieuse de d m riter de notre temps que de ne pas se poser d'une façon renouvelée ces questions.

Certains commentateurs du rapport sénatorial, feignant de vivre en dictature, vont, comme souvent, imaginer... un complot. Car, croient-ils savoir, l'observatoire indépendant de la désinformation, qui est une des recommandations du rapport, serait pris en charge par la Fondation Descartes. La chose a évidemment attiré mon attention car je suis membre bénévole du conseil d'administration de cette fondation et directeur de son conseil scientifique.

MAGNIFIQUE IMBROGLIO

Nombre de sites complotistes d'extrême droite ont alors repris l'idée que cette commission n'était qu'un prétexte : tout était déjà dans les tiroirs de ladite fondation. Il se trouve qu'il s'agit d'une modeste – mais estimable – institution qui cherche à penser la qualité de l'information. Elle travaille, entre autres – la chose a déjà été présentée publiquement –   un outil permettant d'identifier les récits circulant sur les réseaux sociaux dont la visibilité est amplifiée artificiellement (par des bots par exemple) mais qui n'a pas du tout vocation à se prononcer sur la véracité ou l'orientation politique de ces récits. Il va sans dire que jamais les sénateurs n'ont pris contact avec la fondation pour mener à bien leur projet.

Bref, un magnifique imbroglio qui ne mériterait même pas d'être mentionné si le feu n'avait pris des pages d'un vénérable journal, *Le Figaro*, sous la plume empressée de Paul Sugy, également chroniqueur sur CNews. C'est là que les choses deviennent franchement inquiétantes, car si même la presse conventionnelle fait ce type de raccourci burlesque, elle établit, par son corps même et son prestige, un pont avec la fausse information. Tout ceci participe, par une mise en abîme bien involontaire de la part de ce journaliste, à la vigilance que l'on doit justement avoir pour les « zones grises » de l'information. ✱

Gérald Bronner est sociologue et professeur à la Sorbonne Université.

DONNEZ DU SENS À VOTRE ESPRIT D'ENTREPRENDRE

VOUS SOUHAITEZ CRÉER OU REPRENDRE UN MAGASIN ?



NOUS Y SERONS

Salon « Forum Franchise »
Nantes - Stand C07
17 SEPTEMBRE 2026

Salon « Forum Franchise »
Lyon - Stand D12
8 OCTOBRE 2026

VENEZ NOUS VOIR

AVEC BIOCOOP :



1. DEVEENEZ

sociétaire de Biocoop
et prenez part à la vie
de la coopérative, à ses
décisions et orientations.



2. LANCEZ

votre magasin, développez
et pérennisez votre activité
en vous appuyant sur
l'accompagnement Biocoop.



3. GÉREZ

en totale autonomie
l'ensemble des activités
de votre point de vente.

Biocoop, leader de la distribution alimentaire biologique en France. Avec 744 magasins - CA 1,93 Mrd € TTC (+7,5%)

**NOTRE IMPACT
SUR LA CONSOMMATION**
Données 2025



45,2 %
DU MARCHÉ
DU BIO SPÉCIALISÉ



26 %
DU MARCHÉ
DU VRAC



14 %
DU MARCHÉ
DU COMMERCE ÉQUITABLE



Contactez-nous pour en savoir plus sur les étapes pour devenir sociétaire
de notre coopérative creation@biocoop.fr - Plus d'informations sur le site [biocoop.fr](https://www.biocoop.fr)



Israël et l'Europe en instance de divorce

Même parmi ses alliés traditionnels, l'image de l'Etat hébreu s'effrite depuis l'offensive à Gaza. Autopsie d'un déclassement ●

A peine le temps de poser ses cartons à l'ambassade d'Israël à Paris que Joshua Zarkase retrouve déjà en pleine tempête diplomatique. Défendre la position de l'Etat hébreu, lorsqu'il débarque en 2024 dans la capitale française, n'est pas à la portée de n'importe quel diplomate. Le Proche-Orient est en train de connaître un bouleversement majeur, un an seulement après le pogrom du 7 Octobre et le début de l'opération militaire à Gaza qui a causé des dizaines de milliers de morts, provoquant de gigantesques pénuries alimentaires du fait du blocus imposé par Tsahal. Deux ans après sa prise de fonction, cet ambassadeur, né en France, dresse un constat alarmant sur la coopération entre Paris et Tel-Aviv : « Il y a une crise de confiance entre nous. Nos relations bilatérales sont au plus bas. La défiance est telle qu'Israël a de grandes difficultés à concevoir la France comme un partenaire envisageable sur ses questions de sécurité ou de relations internationales. » Les deux guerres en Iran – auxquelles aucun pays européen n'a souhaité prendre part – et les bombardements meurtriers en territoire libanais

n'ont rien arrangé. Au contraire, la France a durci ses positions à l'égard de l'Etat hébreu et Emmanuel Macron a reconnu, quelques mois plus tôt, l'Etat de Palestine. A tel point que 2026 fait déjà figure d'*annus horribilis* diplomatique.

Dernier accroc en date : le 9 juin, Bezalel Smotrich, ministre d'extrême droite des Finances du gouvernement Netanyahu, se voit interdire l'entrée du territoire français pour son rôle actif dans l'expansion de la colonisation et des violences en Cisjordanie. Sur ce territoire occupé depuis 1967 où vivent aujourd'hui 500 000 Israéliens, les attaques contre des Palestiniens atteignent un niveau « record » selon l'ONU, soit près de six par jour. Un motif supplémentaire de crispations dans les relations déjà glaciales entre la France et Israël. Toujours au mois de juin, Itamar Ben Gvir, ministre également très à droite sur l'échiquier politique israélien, est déclaré *persona non grata* dans l'Hexagone. Sa vidéo montrant des militants de la flottille pour Gaza, en état d'arrestation, à genoux et mains liées dans le dos, a choqué toutes les chancelleries européennes.



Par Charles Carrasco
Grand reporter monde

En réalité, tous les sujets finissent par devenir source de litige avec Paris. Depuis deux ans, Eurosatory, le plus grand salon de défense et de sécurité en France, fait l'objet d'un sévère contentieux. Lors de la dernière édition en juin, le gouvernement français a interdit la présentation d'armes israéliennes dites « offensives », limitant la participation des exposants à la défense antiaérienne et aux armes antimissiles balistiques. Colère de l'Etat hébreu qui, depuis le 7 Octobre, justifie toutes ses opérations militaires par le droit à se défendre face à ses ennemis existentiels dans la région. « Ni les Européens, ni les Américains n'ont le Hezbollah ou le Hamas à leurs frontières. Nous, nous vivons à côté de régimes tyranniques, violents et fondamentalistes », s'est justifié Amichai Chikli, ministre des Affaires de la diaspora d'Israël, lors d'un séminaire de l'association de presse Europe-Israël.

Mais depuis plusieurs mois, Paris est loin d'être la seule capitale du Vieux Continent à se désolidariser de la politique israélienne dans la région. Un petit groupe de pays menés par l'Espagne, l'Irlande, la Slovaquie – qui vient de prendre une mesure similaire à la France contre Smotrich et Ben Gvir –, ainsi que la Belgique ont musclé leurs discours en la matière. Les Vingt-Sept ont adopté, le 11 mai, des sanctions contre quatre organisations de colons extrémistes israéliens ainsi que trois de leurs responsables. Un « pas en avant important », selon Antonio Tajani, le ministre italien des Affaires étrangères.

DROITS DE DOUANE DISSUASIFS

Rome vient d'ailleurs de suspendre son accord de défense avec Israël et d'autres pays veulent aller plus loin. La Suède et la France militent pour des droits de douane dissuasifs sur les produits issus des colonies israéliennes (vin, produits agricoles et cosmétiques). Alliés historiques d'Israël, les Pays-Bas affichent désormais une position bien plus critique envers Tel-Aviv depuis l'arrivée cette

année du centriste Rob Jetten au pouvoir. Dès le 22 septembre, les produits issus des colonies israéliennes seront bien interdits en territoire néerlandais. Dans ce groupe, l'Espagne de Pedro Sanchez est clairement le pays de l'UE le plus offensif. A l'instar des Pays-Bas – ou de l'Islande –, Madrid a rejoint la procédure engagée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice qui accuse l'Etat hébreu de violer la convention sur la prévention et la répression du génocide. « Le gouvernement agit en fonction de considérations domestiques, estimant que ces positions sont politiquement rentables sur le plan de l'opinion », critique Nicolas Pascual de la Parte, député européen du Parti populaire (droite) et ex-ambassadeur d'Espagne auprès de l'Otan.

Ces inflexions notables se confirment aussi dans les sondages, où l'image d'Israël continue de se dégrader sur le Vieux Continent et

LES JEUNES SE RANGENT DU CÔTÉ PALESTINIEN, LES PLUS DE 50 ANS VONT DU CÔTÉ ISRAÉLIEN

où l'antisémitisme flambe. Celui de juin mené par le Pew Research Center de Washington est édifiant. En Suède – premier pays de l'UE à reconnaître la Palestine en 2014 –, en Espagne, aux Pays-Bas, en Italie, en Pologne mais aussi en Allemagne, plus de 70 % des personnes sondées disent avoir une image « très défavorable » de l'Etat hébreu. « En Europe, il y a un fossé générationnel. Les jeunes, qui raisonnent dans un cadre postcolonial et s'informent sur les réseaux sociaux, se rangent du côté des Palestiniens, tandis que les plus de 50 ans vont du côté israélien », décrypte Meron Mandel, sociologue israélo-allemand et directeur du Centre éducatif Anne-Frank.

Même dans les bastions traditionnels de l'amitié avec Israël – l'Allemagne et les pays d'Europe centrale –, le soutien indéfectible s'érode légèrement. A commencer par Berlin qui a une relation presque « existentielle » avec Israël, fondée sur la mémoire de la Shoah et la doctrine du *Staatsräson* (la sécurité d'Israël comme raison d'Etat allemande), proclamée en 2008 par l'ex-chancelière Angela Merkel. Alors que le gouvernement Merz a formulé récemment des critiques sur la création de 3 400 nouveaux logements israéliens qui couperaient en deux la Cisjordanie, le ministre Bezalel Smotrich, petit-fils de survivants de l'Holocauste, s'en est pris au chancelier allemand au mois d'avril : « L'époque où les Allemands dictaient aux juifs où ils avaient le droit de vivre et où ils ne le pouvaient pas est révolue et ne reviendra pas. » Si des tensions sont apparues, elles ne remettent ➤

↓ Des activistes de la Flotte pour Gaza mènent une action à Bruxelles, le 17 juin.



toutefois pas, à l'heure actuelle, la profondeur de l'alliance entre l'Allemagne et Israël. En Europe, la Grèce poursuit son rapprochement avec l'Etat hébreu après l'acquisition, le 23 juillet, du « bouclier d'Achille », un système de défense antiaérienne et antimissile d'une valeur de 3 milliards d'euros. Enfin, une autre relation européenne reste solide dans ce contexte géopolitique très tourmenté : celle avec la Tchéquie, gouvernée par le fantasque milliardaire trumpiste Andrej Babis, revenu au pouvoir à la fin de l'année 2025.

CONSENSUS TRANSPARTISAN

Depuis 1948 et la création de l'Etat d'Israël, ce pays d'Europe de l'Est est même perçu comme l'allié européen le plus constant. Après la Révolution de velours de 1989, ce soutien est devenu une façon d'affirmer son appartenance politique et morale au camp occidental postcommuniste. Trois jours après le 7 Octobre, Jan Lipavský, ministre des Affaires étrangères tchèque, était le premier européen à faire le déplacement en Israël. « Il n'y a que très peu de sujets en Tchéquie qui font l'objet d'un consensus transpartisan. Israël en fait partie. A tel point que la diplomatie tchèque est l'un des messagers d'Israël au sein de l'Europe », analyse Irena Kalhousova, directrice du Centre Herzl d'études israéliennes, à Prague.

Ce sont d'ailleurs actuellement ces mêmes pays d'Europe orientale – et l'Allemagne – qui font barrage à la suspension de l'accord d'association commerciale UE-Israël. Une relation à ménager puisque Bruxelles reste le premier partenaire commercial de l'Etat hébreu (30 % de ses exportations en 2025). Face à ce blocage, l'idée d'un embargo commercial global sur les colonies israéliennes en Cisjordanie progresse à Bruxelles. Mais celui-ci

exige l'unanimité des Vingt-Sept. Or seule une dizaine d'Etats y seraient aujourd'hui favorables – et la Commission mise désormais sur la rentrée pour débloquer ce dossier très sensible. Les pressions exercées sont fortes entre la cheffe de la diplomatie Kaja Kallas, adepte d'une ligne plus dure envers Israël, et Ursula von der Leyen, à la recherche d'un consensus. Lors d'un déplacement au Mexique au mois de mai, la diplomate en chef de l'UE aurait comparé, au cours de réunions à huis clos, le traitement réservé par Israël aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie aux politiques racistes d'apartheid de l'Afrique du Sud des années 1990. « Au sein de la Commission européenne, une véritable lutte d'influence est en cours », constate Benedetta Buttiglione, directrice de l'American jewish committee.

A Bruxelles, comme dans toutes les capitales européennes, on attend avec impatience les élections législatives en Israël de l'automne, qui se résumeront à un vote « pour » ou « contre » Netanyahu. Ce scrutin pourrait réorienter certaines politiques stratégiques, voire écarter les deux ministres d'extrême droite de l'exécutif israélien qui ont constamment joué les pyromanes. « Dans aucun scénario Smotrich et Ben Gvir ne resteront en place », prédit un diplomate. Mais Tel-Aviv va aussi scruter les élections en Europe, au premier rang desquelles celles de la France, en 2027. En avril, Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France, s'est discrètement entretenu, avec tous les partis politiques, dont Marine Le Pen pour le RN. Une réunion surprenante quand on se souvient des propos ouvertement antisémites tenus par son père Jean-Marie. Mais depuis quinze ans, de l'eau a coulé sous les ponts. LFI est désormais l'épouvantail et le RN, selon Jordan Bardella, « le meilleur bouclier des juifs de France ». Autant de paradoxes qui résument, à eux seuls, le vertige politique d'Israël face à ses alliés européens.

AVEC MIA LORANG-RICHARDS



L'INDEX DE L'EXPRESS

L'Europe de la robe

Combien coûte, en moyenne, une robe d'été dans un magasin de prêt-à-porter ? Face aux vagues de chaleur, mieux vaut s'habiller en Espagne.



Stockholm :
50 €



Milan :
47 €



Paris :
46 €



Bruxelles :
42 €



Lisbonne :
40 €



Varsovie :
38 €



Barcelone :
34 €

SOURCE : NUMBEO, AGRÉGATEUR DE DONNÉES

LE PROCHAIN SCRUTIN ISRAËLIEN POURRAIT RÉORIENTER CERTAINES POLITIQUES STRATÉGIQUES

Pour un nouveau réalisme franco-allemand

Il faut protéger le tandem des humeurs du président ou du chancelier, par Jérémie Gallon*.

Chaque soubresaut des grands projets industriels franco-allemands, à l'instar de l'échec du Système de combat aérien du futur, suscite à Paris et à Berlin le même réflexe : le blâme est jeté sur la mésentente, réelle ou supposée, entre le président de la République et le chancelier allemand. Cette grille de lecture est aussi erronée que réductrice. Elle repose sur l'illusion romantique que la relation la plus structurante du continent européen dépendrait des affinités électives de deux individus. C'est faire fi des leçons de l'Histoire et condamner l'axe franco-allemand à une dangereuse intermittence stratégique.

Certes, l'alchimie personnelle qui a pu exister entre Helmut Kohl et François Mitterrand ou entre Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt a gravé la dimension symbolique du tandem. Mais, depuis les années 1990, le tissu qui unissait nos deux nations s'est dramatiquement distendu. Le délitement est d'abord culturel et linguistique. En France, l'apprentissage de l'allemand s'est effondré pour ne plus concerner que moins de 15 % des élèves de l'enseignement secondaire ; le français subit un sort analogue outre-Rhin. Au sein de nos parlements, la relève de figures biculturelles et respectées telles que Wolfgang Schäuble n'a pas été assurée.

Des initiatives comme les Rencontres d'Evian, forum informel qui réunit les dirigeants économiques des deux rives du Rhin, forment une heureuse exception. Mais ce « mini-Davos » bilatéral confirme la règle : si le dialogue persiste au sommet des multinationales, les liens profonds se distendent, les jumelages s'essoufflent et l'histoire industrielle récente, qu'il s'agisse des déboires chroniques de l'A400M ou des blocages de l'Eurodrone, rappelle que la seule volonté politique ne suffit pas lorsque les cultures techniques et les intérêts commerciaux divergent.

Le dépérissement des réseaux d'influence intervient au moment précis où l'équilibre des puissances en Europe subit une modification tectonique. Le pacte implicite de l'après-guerre froide, à l'Allemagne le leadership économique ; à la France le primat militaire et diplomatique, a vécu. La France paie le prix fort de sa désindustrialisation et d'un laisser-aller budgétaire qui entament gravement sa crédibilité. Simultanément, sous l'effet de la guerre en Ukraine et des tensions transatlantiques, l'Allemagne opère sa *Zeitenwende*, qui tend à remettre en question la primauté militaire conventionnelle de la France au sein de l'Union européenne.

Face à ce double décrochage, des réflexes que l'on pensait appartenir à un passé révolu réapparaissent. De part et d'autre du Rhin, des discours démagogiques imputent nos insuffisances nationales au comportement du voisin. A Paris, on réveille une rhétorique malsaine fustigeant une Europe prétendument germanisée et soumise aux diktats de Berlin ; à Berlin, on instrumentalise nos dérives budgétaires pour disqualifier d'un ton professoral et condescendant toute vision stratégique française, ravalée au rang d'illusion d'une puissance en déclin.

Il est urgent de purger la relation franco-allemande de son immaturité émotionnelle. Nous ne pouvons plus nous offrir le luxe d'attendre tous les cinq ans la naissance hypothétique d'un « nouveau couple » à l'Elysée et à la Chancellerie. Il faut sanctuariser le tandem en renforçant les liens directs entre les entreprises, les élus locaux, les administrations et les sociétés civiles, afin de bâtir une infrastructure relationnelle imperméable aux vicissitudes électorales. En clair, il faut structurer un axe franco-allemand capable de résister à des chocs politiques majeurs, que ce soit l'accession de Marine Le Pen ou de Jean-Luc Mélenchon à l'Elysée ou celle de l'AfD d'Alice Weidel à la Chancellerie.

A l'heure où les recompositions géopolitiques imposent à la France de nouer des alliances fortes avec la Pologne, l'Italie et le Royaume-Uni, l'entente avec l'Allemagne n'est plus une condition suffisante pour diriger l'Europe mais elle demeure indispensable. A ce titre, elle est trop importante pour être abandonnée aux humeurs et aux contingences de deux individus. *

*Jérémie Gallon est essayiste et spécialiste des relations internationales. Il est notamment l'auteur de *Henry Kissinger. L'Européen* (Gallimard, 2021) et de *Georges Pompidou. L'Intemporel* (Gallimard, 2025).

« Purgeons la relation de son immaturité émotionnelle »



Interdiction des réseaux sociaux : la France en chef de file

Alors que la France vient d'interdire les réseaux sociaux aux moins de quinze ans, les clivages persistent dans le reste de l'Europe. Revue de détail.

C'est fait ! La France est devenue le premier pays d'Europe à interdire l'accès aux réseaux sociaux pour les enfants de moins de 15 ans. Adoptée par le Sénat et l'Assemblée nationale le 21 juillet, cette mesure prendra effet le 1^{er} septembre 2026. Les plateformes devront vérifier l'âge des utilisateurs avec leur pièce d'identité ou la reconnaissance faciale. Inspirée du modèle australien qui, depuis le mois de décembre, interdit l'accès aux plateformes aux moins de 16 ans, la « majorité numérique » devient obligatoire en

France alors que les effets des réseaux sociaux sur la santé et la sécurité des mineurs suscitent des inquiétudes dans le monde entier. En France, une étude de l'Observatoire de la parentalité numérique montre que 74 % des parents d'enfants de 6 à 16 ans soutiennent cette interdiction avant 15 ans. La mise en œuvre s'annonce toutefois complexe, qu'il s'agisse de la fiabilité du contrôle de l'âge, de la responsabilité des plateformes et des risques de contournement. *** MATTHIEU SALEMI**

1

FINLANDE

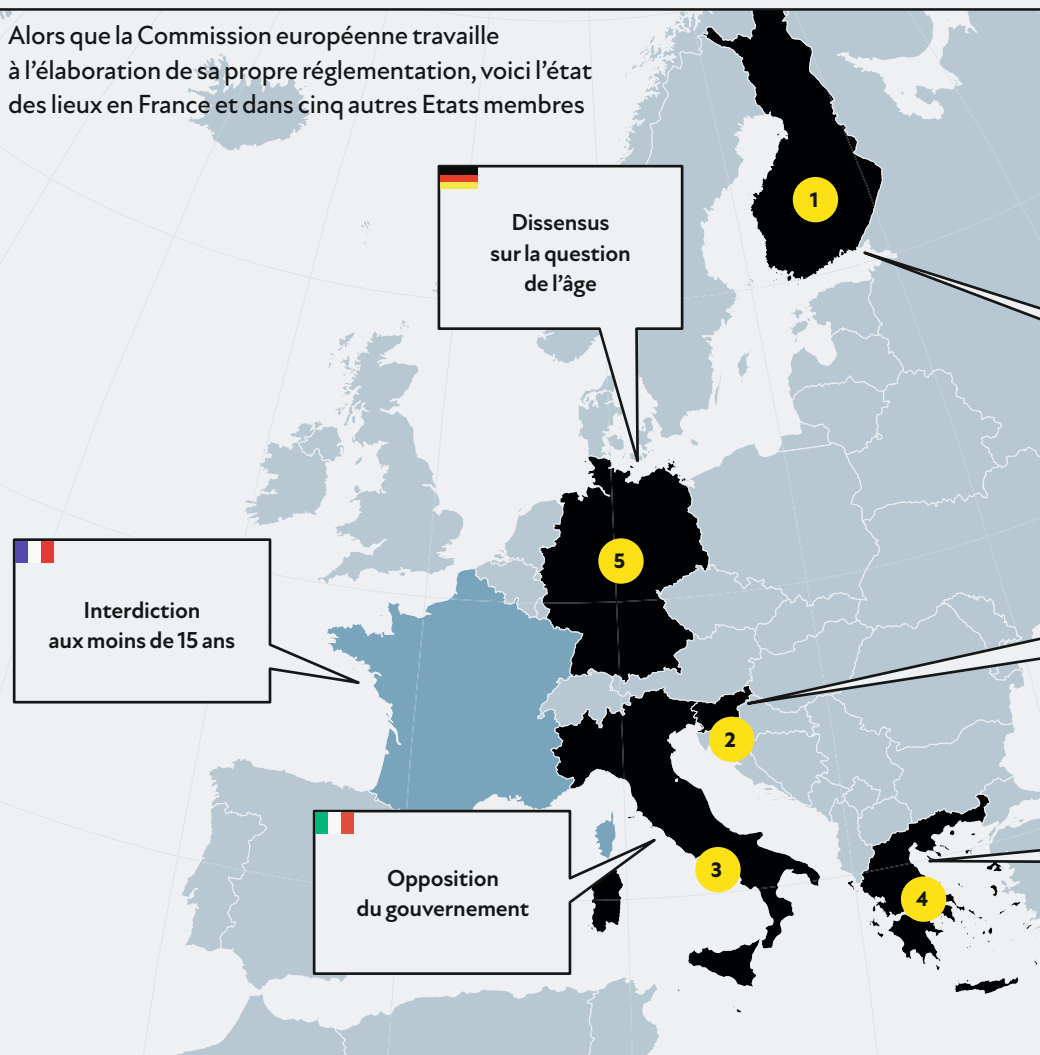
Le grand écart entre le gouvernement et les experts

Le Premier ministre Petteri Orpo soutient une interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 15 ans, se disant « préoccupé par le manque d'activité physique » chez les jeunes. La proscription n'en est toutefois qu'au stade d'étude. De leur côté, 83 experts ont signé des recommandations politiques pour une sensibilisation au numérique et la mise en place d'une régulation des plateformes. Selon eux, l'interdiction stricte est difficile à faire respecter.



L'Europe en ordre dispersé

Alors que la Commission européenne travaille à l'élaboration de sa propre réglementation, voici l'état des lieux en France et dans cinq autres Etats membres



2

SLOVÉNIE

Trop d'interdiction tue l'interdiction

Le 5 février, le vice-Premier ministre slovène Matej Arčon a annoncé son intention d'interdire les réseaux sociaux aux jeunes de moins de 15 ans. A Ljubljana, les rênes du projet ont été confiées aux ministères de l'Éducation et de la Transformation numérique. Leur cible : Instagram, SnapChat et TikTok. Aucune mesure n'a encore été prise, mais les psychologues affichent déjà leur scepticisme : bannir les réseaux risquerait d'augmenter leur attractivité et d'encourager leur détournement.



Les scientifiques opposés à une loi

Interdiction en cours d'examen

Interdiction aux moins de 15 ans envisagée pour le 1^{er} janvier 2027

SOURCE : OBSERVATOIRE DE LA PARENTALITÉ ET DE L'ÉDUCATION NUMÉRIQUE

3

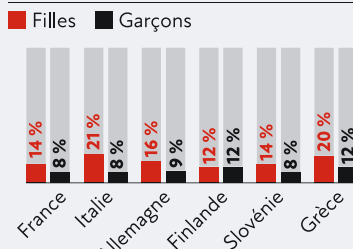
ITALIE

Le pari de la responsabilité des familles et des plateformes

La Botte italienne ne suivra pas l'exemple français. La présidente du Conseil Giorgia Meloni ne souhaite pas être à l'initiative d'une telle mesure. Selon elle, une interdiction générale s'avère « facilement contournable » par de faux comptes ou des VPN. Rome mise plutôt sur la responsabilisation des familles et des plateformes. Cette annonce intervient après que le gouvernement a rejeté de façon catégorique des projets de loi émis par le parti de Meloni, Fratelli d'Italia, et l'opposition démocrate.

Un usage problématique

Pourcentage de jeunes de 13 ans ayant un « usage problématique des réseaux sociaux » en 2022



SOURCE : HEALTH BEHAVIOUR IN SCHOOL-AGED CHILDREN (HBSC)



4

GRÈCE

Athènes mise sur le contrôle de l'âge

La Grèce souhaite interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans à partir du 1^{er} janvier 2027. L'annonce a été faite le 8 avril par le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis... sur TikTok, symbole du paradoxe de cette mesure. Le gouvernement prévoit un contrôle de l'âge pour empêcher les mineurs d'accéder à Instagram et à Facebook. Athènes justifie cette réforme par la volonté de lutter contre les mécanismes d'addiction et de pousser l'Union européenne à adopter un cadre commun.

5

ALLEMAGNE

La question du seuil divise : 13 ou 16 ans ?

Selon l'OCDE, les adolescents allemands passent quarante-huit heures par semaine sur les réseaux sociaux. La Caisse allemande d'assurance maladie alerte sur un usage « pathologique » chez 21,5 % d'entre eux. Pour cette raison, les chrétiens-démocrates (CDU) réclament un seuil à 16 ans. Le 24 juin, une commission d'experts a, parmi d'autres recommandations, proposé de fixer un âge minimal de 13 ans pour pouvoir s'inscrire à un réseau social. Le sujet est donc loin de faire consensus.

L'art du bronzage idéologique en politique



UNE CHRONIQUE DE CATHERINE FIESCHI

Vacances sacrifiées ou campagnes déguisées, pour les responsables politiques européens, le choix du lieu de villégiature estival s'avère bien plus que symbolique.

La lumière de l'été est un puissant révélateur du paysage politique européen. Les personnalités politiques n'y choisissent passeulement une destination, mais une symbolique sociale, une mise en scène de leur rapport au pays. Tout en jugeant quelle quantité de plaisir il est politiquement avouable de s'octroyer pendant les vacances.

Les dirigeants installés préfèrent d'abord la résidence officielle. Macron gagne Brégançon, forteresse républicaine au bord de l'eau : on s'y repose derrière des murs, entouré de dossiers et de conseillers. C'est la « pause studieuse » : chemise blanche, manches retroussées, devant une pile de chemises cartonnées. La mer – à laquelle on résiste – visible par les fenêtres.

Keir Starmer avait perfectionné l'art britannique des vacances sacrifiées : annulées avant même le départ en 2024, interrompues par l'Ukraine en 2025, elles semblaient toujours témoigner moins de son repos que de son sens du devoir. Pourra-t-il maintenant enfin partir ? Au tour d'Andy Burnham de prendre ses quartiers de villégiature à Chequers non loin de Londres, et son Manchester chéri. Qu'ils sont loin les jours où Tony Blair partait avec insouciance dans les endroits les plus chics de Toscane.

Quant à la France, à l'approche de 2027, une espèce prolifère : le vacancier-candidat. Gabriel Attal sillonne déjà la France ; chaque café se mue en bain de foule, chaque polo en profession de foi. Edouard Philippe a trouvé mieux : rester au Havre. Rien ne ressemble davantage au travail qu'un été municipal au bord de la Manche ; on inaugure une œuvre, on serre des mains, on regarde l'horizon.

François Hollande pratique une méthode plus ancienne et plus subtile : rentrer en Corrèze. Il ne fait pas campagne, il passe au marché ; il prend des nouvelles. Il ne prépare pas son retour – mais, il se trouve que tout le monde l'attendait. Attal, Philippe et Hollande donnent à la campagne l'apparence des vacances ; Le Pen et Mélenchon, eux, donnent aux vacances l'apparence du combat.

MÉMOIRE DYNASTIQUE

Pour Le Pen, revenir à La Trinité-sur-Mer, dans la maison familiale, c'est prolonger le récit de l'enracinement : même en vacances, elle demeure du côté de la terre, de la famille et de la continuité. Mais pour la gauche radicale de Mélenchon les vacances sont politiquement suspectes : trop chères, trop carbonées, et bien trop bourgeoises. Le repos doit se faire oublier sous l'activité militante : université d'été, déplacement politique, rencontre avec « les mouvements », lectures stratégiques. La première transforme la villégiature en preuve d'appartenance, le second la dissimule sous le devoir révolutionnaire.

C'est qu'à l'extrême droite, la géographie se veut plus enracinée. La Trinité-sur-Mer offre à Marine Le Pen le vent breton et la mémoire dynastique. Orbán préfère l'Adriatique. Abascal gagne les Asturies : montagne, famille et, à portée d'excursion, Covadonga – berceau mythique de la Reconquête et parc d'attractions idéologique de Vox. Meloni les Pouilles. Chacun rejoint une patrie réputée plus authentique que la capitale : montagne, côte, village, famille. Le nationalisme se doit de partir en vacances chez lui – ou juste à côté, paysage identitaire à l'appui.

URGENCE HISTORIQUE

La mer doit être nationale, la montagne ancestrale. Nigel Farage, lui, a choisi Clacton-on-Sea : une élection partielle dans la station balnéaire des années 1950 (sinistrée depuis que les Britanniques fréquentent la Costa del Sol) qui lui sert de circonscription. Un face-à-face loufoque avec l'unique candidat qui daigne se présenter : le célèbre Count Binface (Face de Poubelle). Quant à Eric Zemmour, partir serait déjà capituler. Comment se détendre quand Rome brûle, que la France disparaît, et que les prénoms menacent ? On ne part pas en vacances lorsque l'on s' imagine vivre dans l'urgence historique.

Et puis il y a Jordan Bardella, qui bouleverse la grammaire. Pourtant censé incarner la France oubliée, le jeune homme a pris goût aux bateaux, à Saint-Tropez, à Monaco et désormais à une princesse de Bourbon des Deux-Siciles. C'est le beach-club qui, lui, n'attend pas. Il va donc falloir faire semblant de partir moins chic – sera-t-il tenté de retourner en Corse retrouver l'enivrement des premières révélations ? Bardella est sur le point de découvrir une loi cruelle du populisme : si l'on peut fréquenter les riches et les puissants, il est mal vu de préférer leurs piscines. ★

Catherine Fieschi est chercheuse au Centre Robert-Schuman de l'Institut universitaire européen de Florence et auprès de Carnegie Europe.

L'EXPRESS

PRÉSENTE

— COLLOQUE — ENTREPRISES FAMILIALES

2^E ÉDITION

LE MAILLON CLÉ DE NOTRE SOUVERAINETÉ

Les entreprises familiales sont un levier majeur de la souveraineté française.
Pour cette deuxième édition, venez écouter des dirigeants d'entreprises familiales françaises et européennes raconter leur expérience sur les enjeux de transmission, d'investissement et d'innovation.

24 SEPT.
2026

THÉÂTRE MARIGNY
75008 PARIS



Programme et
billetterie

AVEC LE SOUTIEN DE



GIDE



Bouchehr, la centrale qui traverse les crises de l'Iran

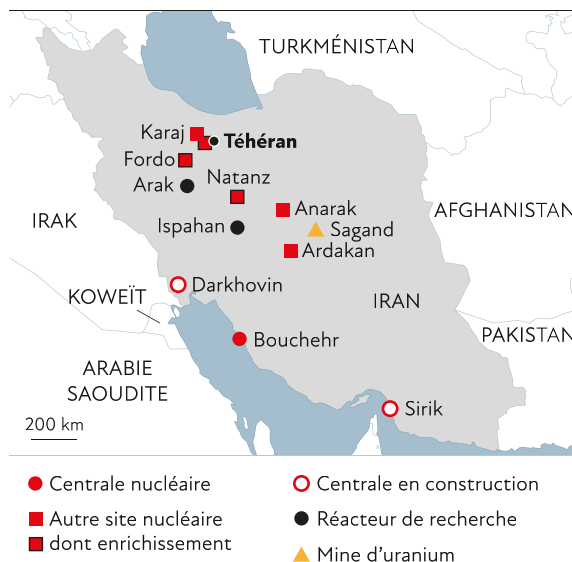
Depuis plus d'un demi-siècle, ce site sensible sur les rives du golfe arabo-persique est devenu aussi un précieux alibi pour les ambitions de Téhéran concernant l'atome ●

Le 28 février, alors que les premières bombes américaines et israéliennes frappent le sol iranien, les enfants russes des employés de la centrale nucléaire de Bouchehr sont les premiers de la liste à être évacués. Donald Trump et Benjamin Netanyahu viennent d'annoncer le lancement d'opérations militaires de grande envergure contre la République islamique d'Iran. Une partie du personnel « non essentiel » de ce site – dont le chantier a été achevé par Rosatom en 1995 – est rapatriée d'urgence en Russie. Parmi les 200 scientifiques russes sur place, certains ignorent encore qu'ils ne reverront pas leurs familles avant plusieurs mois... Le cessez-le-feu, signé le 17 juin entre Américains et Iraniens, leur avait pourtant laissé un espoir. Mais trois semaines plus tard, les frappes menées par le Pentagone ont repris avec autant de vigueur qu'en février – des infrastructures civiles ont été visées – et Téhéran rend coup pour coup en visant les alliés américains dans le Golfe.

Bouchehr, ancienne cité portuaire située sur les rives du golfe arabo-persique, n'est pas épargnée.

Le 17 mars, un engin tombe à seulement 75 mètres de la centrale nucléaire, sans faire de dommage sur le réacteur de 1 000 mégawatts. Le 4 avril, un agent de sécurité est tué par un nouveau projectile. « Des rapports font état de tourelles antiaériennes dans la zone. Il est possible que les Etats-Unis frappent cette zone pour neutraliser la

Les installations nucléaires en Iran



SOURCES : AIEA, USIP, WISCONSIN PROJECT ON NUCLEAR ARMS CONTROL, CRITICAL THREATS

défense iranienne. Il y a donc des risques d'accidents », affirme Richard Nephew, ex-directeur chargé de l'Iran au sein du Conseil de sécurité nationale sous la présidence Obama. Dernier épisode en date : le 23 juillet, le gouverneur de Bouchehr annonce qu'un missile a frappé une installation électrique à proximité de la centrale nucléaire. De quoi alarmer l'AIEA, dont les inspecteurs ont visité le site en juin dans le cadre d'un contrôle de routine. Et surtout irriter Moscou, alors que l'un de ses fleurons énergétiques s'est retrouvé pris dans le rayon d'action des frappes américaines. Une séquence qui prouve une fois de plus que, depuis un demi-siècle, l'histoire agitée de la centrale épouse presque tous les soubresauts de l'Iran.

MÉFIANCE AMÉRICAINE

Avant que les Iraniens ne prennent les commandes de la centrale en 2013 – Rosatom continue d'en assurer le soutien technique, de fournir le combustible et de construire les deux réacteurs supplémentaires –, il faut remonter le fil de son histoire. Direction les années 1970, sous le règne du shah Mohammad Reza Pahlavi. A l'époque, deux convictions guident son ambition nucléaire. La première tient à une crainte économique. Celle d'un Iran qui, malgré son immense richesse pétrolière, cherche déjà à préparer l'après-pétrole en diversifiant son mix énergétique. « La seconde raison, plus importante, est qu'il pense que la technologie nucléaire est un symbole de modernisation », rappelle Ali Vaez, directeur du projet Iran à l'International Crisis Group.

Avec Bouchehr, le shah veut donc écrire une page importante de l'histoire énergétique de la région, en devenant le premier pays du Moyen-Orient à se doter d'une centrale nucléaire civile. Téhéran ne sera suivi que bien plus tard par les Emirats arabes unis (la centrale de Barakah a été mise en service en 2020) et l'Arabie saoudite, qui veut maintenant rejoindre ce cercle très



↑ Le shah avait lancé la construction de la centrale nucléaire civile dès 1975.



Charles Carrasco
Grand reporter monde

fermé. Mais même sous le règne de Mohammad Reza Pahlavi, fidèle allié de l'Occident, la méfiance américaine est de mise. Washington, qui pourrait accepter l'idée de vendre des réacteurs à l'Iran, reste inflexible sur un point : hors de question de partager la technologie du cycle du combustible, en particulier l'enrichissement de l'uranium et le retraitement du combustible usé. Le débat du « droit à l'enrichissement », qui sera l'objet d'années de négociation lors du JCPoA en 2015, est déjà posé à cette époque...

Sous les administrations Nixon (1969-1974) puis Ford (1974-1977), les négociations s'enlisent. Bien décidé à ne rien lâcher, le shah lance le projet de construction en 1975. Mais les travaux, confiés initialement à une filiale de l'allemand Siemens, sont brutalement interrompus par la révolution islamique de 1979. Le Guide suprême Khomeyni va faire machine arrière. A ses yeux, cette technologie n'est rien d'autre qu'une manœuvre occidentale pour lui vendre un outil dont il n'a nul besoin. A tel point qu'au sein des hautes sphères régime, il est envisagé de

transformer le chantier de la centrale... en silo à blé !

« SOFT POWER »

L'ambitieux projet reste lettre morte jusqu'à la guerre Iran-Irak, qui remet le dossier sur la table du jeune régime des mollahs. « Le fait d'avoir été bombardé par des armes chimiques irakiennes a changé la perception iranienne », analyse Mark Fitzpatrick, ex-secrétaire adjoint à la non-prolifération au sein du Département d'Etat américain. L'Allemagne d'Helmut Schmidt, inquiète des risques de prolifération nucléaire, convainc Siemens de se retirer. Ce partenariat n'effraie pas les Russes de Minatom (l'ex-ministère de l'Energie atomique, devenu l'Agence fédérale de l'énergie atomique, qui sera remplacé par Rosatom), qui vont proposer à Téhéran de bâtir le fameux réacteur à eau pressurisée. « Le nucléaire, c'est du *soft power*. Construire une centrale, c'est nouer une relation qui s'inscrit dans le temps long », pointe Pavel Podvig, directeur du Russian Nuclear Forces Project.

A l'époque, Moscou fait donc fi des craintes de Washington, inquiet d'une éventuelle accession iranienne à l'arme atomique. Les Etats-Unis ont tout tenté pour retarder le projet, allant jusqu'à perturber la chaîne d'approvisionnement des fournisseurs européens. Mais au milieu des années 2000, l'administration Bush effectue un virage stratégique : la priorité n'est plus de bloquer Bouchehr, mais de s'assurer l'appui de Moscou contre... le programme d'enrichissement iranien. Washington lâche alors du lest, laissant la Russie fournir puis récupérer le combustible, sous l'œil de l'AIEA. « A cette époque, la Russie a beaucoup travaillé pour que les sanctions occidentales ne s'appliquent pas à Bouchehr », se souvient David Albright, président de l'Institute for Science and International Security. En parallèle, les Iraniens adoptent une attitude de « latence nucléaire », encadrée depuis 2005 par la fatwa d'Ali Khamenei, qui interdit la production de ce type d'arme.

Mais il est trop tard. Après les découvertes des sites de Natanz et d'Arak, les services de renseignement occidentaux soupçonnent déjà une dimension militaire de l'atome... S'il n'y a jamais eu de preuve que le réacteur de Bouchehr a une vocation militaire dissimulée ou que l'Iran cherchait à utiliser son plutonium issu du combustible usé pour fabriquer une arme, « exploiter cette centrale fournissait une justification pour que l'Iran ait un programme d'enrichissement », décrypte Pavel Podvig. Sans compter tout le savoir-faire accumulé depuis des décennies. « En l'absence d'un réacteur nucléaire opérationnel, l'Iran aurait eu moins de raisons de tenter de maîtriser l'ensemble du cycle du combustible nucléaire et sa communauté scientifique se serait sans doute moins investie dans la recherche nucléaire », complète Ali Vaez.

Depuis 2011, Bouchehr n'a donc pas seulement produit de l'électricité pour l'Iran. Elle a aussi lié son destin à l'atome. ✱



La guerre des détroits aura bien lieu (4/6)

Bab El-Mandeb, le détroit de tous les dangers

S'ils mettent leur menace à exécution, les houthistes, alliés de l'Iran, pourraient provoquer une crise commerciale majeure.

La crise d'Ormuz l'a bien montré, les détroits jouent un rôle vital dans le commerce mondial. De Malacca à Béring, en passant par le Bosphore, L'Express vous invite à un voyage dans ces lieux emblématiques, où se joue l'avenir du monde.

**SÉRIE
D'ÉTÉ**

A quelques mètres du rivage, la proue du cargo se dresse vers le ciel, comme pétrifiée. Sur le flanc, son nom en lettres blanches. *Galaxy Leader*. En novembre 2023, ce roulier de 190 mètres naviguait en mer Rouge lorsqu'il est pris en chasse par un hélicoptère. Sur la carlingue, deux drapeaux floqués : l'un yéménite, l'autre palestinien. Kalachnikov en bandoulière, une dizaine d'hommes cagoulés sautent sur le pont et capturent l'équipage, qui ne sera libéré que

quatorze mois plus tard. Le bateau, lui, sera coulé au large de cette plage déserte.

Ces combattants, des houthistes, une secte chiite qui fait partie de « l'axe de la résistance » mené par l'Iran contre Israël, ne s'arrêtent pas là. Dans l'année qui suit, ils bombardent 124 navires qui remontent vers le canal de Suez ou cinglent, dans l'autre sens, vers le détroit de Bab el-Mandeb, prélude à l'océan Indien. Le trafic maritime chute drastiquement. Seules les frappes américaines, massives, parviendront à les stopper. Affaiblis, les rebelles houthistes signent un cessez-le-feu avec Washington en mai 2025. Depuis cette date, les rugueux montagnards du Yémen se sont tenus tranquilles – même durant la guerre des Douze jours entre Israël et l'Iran.

↑ Le navire marchand *Galaxy Leader*, ancré au large d'Al-Salif après sa capture par les houthistes. Il sera finalement coulé.

Jusqu'à ce 13 juillet. Ce jour-là, un avion iranien s'apprête à se poser à Sanaa, ville occupée par les houthistes (qui se partagent le pays avec le gouvernement central, soutenu par l'Arabie saoudite). A son bord, une délégation houthiste rentrant de Téhéran, où elle avait assisté aux funérailles du Guide suprême, Ali Khamenei. Pour l'empêcher de se poser, les autorités yéménites officielles bombardent l'aéroport de Sanaa. Soupçonnant les Saoudiens d'avoir ordonné l'opération, les rebelles lancent drones et missiles sur l'Arabie saoudite. Une semaine plus tard, le mouvement houthiste décrète un blocus maritime contre « l'ennemi saoudien criminel ». Et bombarde dans la foulée deux pétroliers provenant de Riyad. Depuis, la tension est à comble. Les représailles mettent en péril la trêve, en vigueur depuis mars 2022, entre Riyad et les houthistes. Et surtout, elles risquent d'étendre la crise à l'autre grand détroit de la région, Bab el-Mandeb, tout aussi vital qu'Ormuz pour le commerce mondial.

UNE POSITION MAJEURE

Car plus de 16 % du trafic planétaire transite par cette route, l'une des plus fréquentées du monde. « Au tournant de l'an Mil, le géographe arabe Al-Muqaddasi évoquait déjà son importance stratégique, raconte Frédéric Lasserre, géographe et coauteur de *Géopolitique des détroits* (Le cavalier bleu). Mais le commerce était alors surtout régional, car il n'y avait pas de connexion avec la Méditerranée. » Tout change après l'ouverture du canal de Suez en 1869. La mer Rouge devient un passage majeur entre l'Asie et l'Europe.

Cette position clé n'a pas échappé aux Iraniens qui savent, comme Napoléon, que « tout Etat fait la politique de sa géographie ». Mieux que personne, les mollahs réalisent à quel point ces goulets d'étranglement sont des leviers formidables pour faire pression sur leurs ennemis. Les Gardiens de la

révolution islamique l'ont d'ailleurs signifié récemment aux Américains : s'ils intensifient leurs attaques, Téhéran pourrait faire subir à Babel-Mandeb le même sort que le détroit d'Ormuz...

L'option est d'autant plus tentante que les Iraniens sont persuadés que le « Grand Satan » est à court de solutions. Et que le moment est peut-être venu de jouer la carte maîtresse, à savoir... bloquer les deux détroits à la fois. Un scénario cauchemardesque pour l'économie mondiale. La fermeture de Babel-Mandeb provoquerait un choc majeur sur les marchés de l'énergie. Les Saoudiens qui, en raison du blocage d'Ormuz, cherchent à « sortir » leur pétrole par le port de Yanbu, sur la mer Rouge, se retrouveraient bloqués sur leur flanc ouest. Leur seul recours consisterait à faire remonter leurs tankers par le canal de Suez et, de là, contourner l'Afrique pour rejoindre l'Asie.

En réalité, ce mouvement a déjà commencé. Le transit de pétrole par le canal de Suez a atteint au mois de

700 000 DOLLARS

c'est ce que coûte, pour un navire, un détour par le cap de Bonne-Espérance. C'est aussi le prix du péage du canal de Suez, selon Paul Turret, directeur de l'Isemar (hypothèse d'un baril de pétrole à 80 dollars)

juillet son plus haut niveau depuis deux ans et demi, selon la société de suivi maritime Vortexa. Avec quels effets ? « C'est davantage la panique des marchés, plutôt que l'interruption temporaire du trafic ou l'augmentation des tarifs de transport, douloureuse mais absorbable, qui risque d'avoir un impact majeur à court terme », prédit Frédéric Lasserre.

Déjà, le cours du Brent a clôturé le 23 juillet au-dessus de 100 dollars le baril pour la première fois depuis deux mois. Et la hausse pourrait continuer, si Téhéran met sa menace à exécution.

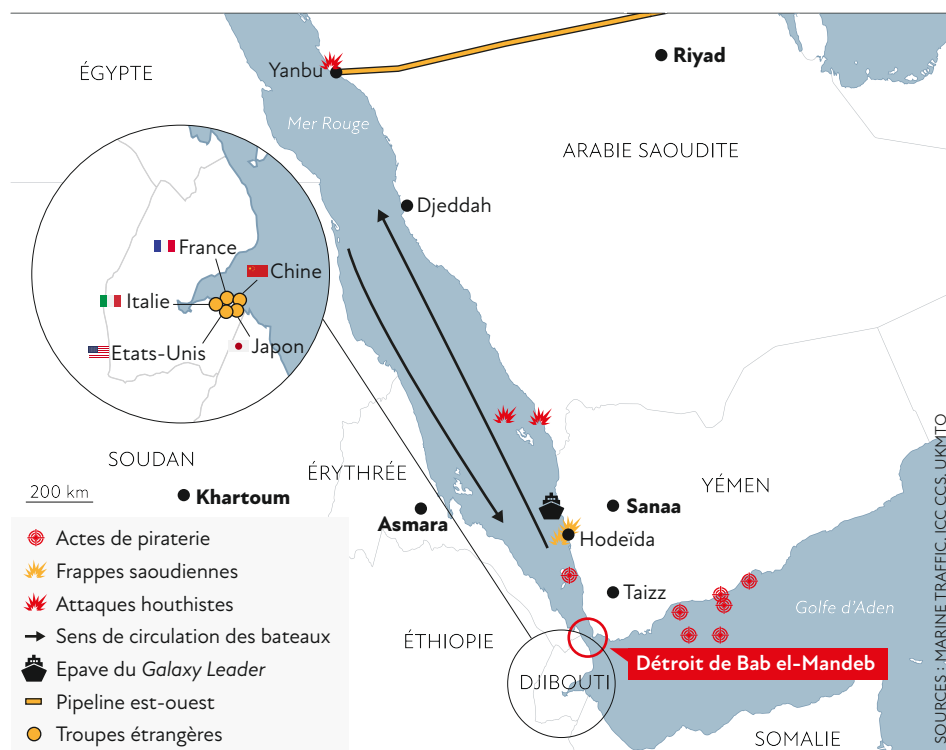
LE RÔLE CLÉ DES HOUSTISTES

Plutôt que d'intervenir directement, les Iraniens vont certainement solliciter leurs alliés houthistes, avec qui ils forment une alliance de plus en plus forte, remarque Maged Al-Madhaji, directeur du Sanaa Center for Strategic Studies, un centre de réflexion basé à Aden. « Nous aurions tort de réduire les

houthistes à un rôle d'exécutants zélés, dit-il. En réalité, leur relation est beaucoup plus profonde et complexe. Issus d'une autre tradition religieuse [NDLR : le zaydisme], les houthistes ne reconnaissent pas le Guide suprême comme leur autorité théologique, ce qui ne les empêche pas d'avoir une grande admiration pour les Iraniens, qui ont formé toute une génération de dirigeants houthistes. Aujourd'hui, leur vision stratégique, leurs intérêts et leurs méthodes s'alignent de plus en plus sur ceux des Gardiens de la révolution islamique et de l'Etat iranien. »

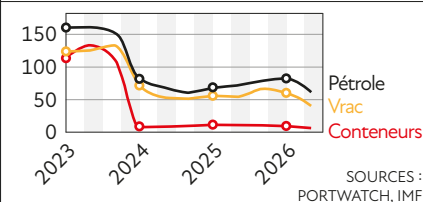
Les rebelles yéménites sont d'autant plus motivés à intervenir au côté de Téhéran que cette guerre sert leurs intérêts. Depuis plusieurs années, les houthistes cherchent en effet à négocier avec les Saoudiens pour être reconnus comme un acteur de premier plan au Yémen. Quel meilleur moyen, pour obtenir des concessions du royaume, que de couper ses exportations d'or noir... ➤➤

Bab el-Mandeb, la prochaine cible des Iraniens ?



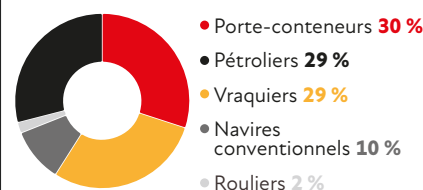
Depuis les frappes houthistes, le trafic peine à reprendre

Volume du commerce de transit, en millions de tonnes



Les différentes cibles des houthistes dans le détroit

Répartition des attaques houthistes par type de navire marchand



Dans les états-majors des assurances et compagnies maritimes, la question est sur toutes les lèvres : les houthistes ont-ils les moyens de fermer le détroit ? La réponse est oui. Déjà, parce qu'il est difficile de se protéger d'attaques dans cette passe étroite. Doubler la péninsule d'At-Turbah, qui se prolonge au large par l'île de Périm, est, par exemple, un exercice délicat pour les capitaines. « Les navires doivent ralentir au « virage » de Bab el-Mandeb. Ceux qui montent vers le nord frôlent le phare de Périm, qui émet quatre éclats blancs toutes les quinze secondes », raconte Louis Baumard, journaliste maritime, dans *Autour du monde en cargo* (Ouest France). Un autre voyageur, bien connu, a failli y perdre la vie : « On m'a bien dit que cette passe est dangereuse, à cause des forts courants qui s'y engouffrent », raconte Henry de Monfreid dans *Les Secrets de la mer Rouge* (Points aventure). « A droite, les hautes montagnes de Cheik-Saïd dressent leurs aiguilles volcaniques qui surgissent de la mer sans aucun littoral où le pied puisse se poser. Les vagues roulées depuis l'Inde par la mousson viennent se briser contre ces roches noires qu'on voit par intervalles sortir des torrents d'écume, comme d'éternels suppliciés. »

En arabe, Bab el-Mandeb signifie « la Porte des lamentations », certainement en référence aux difficiles conditions de navigation. A cet endroit, le détroit mesure 27 kilomètres de largeur. C'est peu, surtout lorsque l'on progresse sous la menace d'ennemis postés sur les montagnes environnantes. « Ce resserrement accroît la vulnérabilité des navires, raconte Jérémie Bachelier, ancien officier de marine qui a souvent été en mission dans la zone. Les routes sont relativement prévisibles, les possibilités de manœuvre plus limitées qu'en haute mer et la proximité du littoral réduit les délais de détection et de réaction. Un navire peut être surveillé et pris pour cible depuis la côte par des missiles antinavires, des drones aériens

ou des embarcations explosives. Dans cette configuration, les délais de réaction sont courts. »

Bien qu'affaiblis par leur guerre contre les Etats-Unis, les houthistes restent dangereux, confirme Maged Al-Madhaji. « L'Iran leur a fourni un arsenal conçu pour perturber les routes maritimes. Leurs forces sont positionnées le long de la côte occidentale du Yémen et ils contrôlent aussi les chaînes de montagnes qui offrent des positions avantageuses pour lancer des missiles. Enfin, ils peuvent déployer des vedettes d'attaque et des drones navals à partir de ports et de certaines îles, comme Kamaran. »

PIRATES, LE RETOUR

Visiblement déterminés à jouer un rôle de premier plan, les houthistes cherchent aussi à se rapprocher des groupes armés qui pullulent dans la région. « De nombreux indices montrent qu'ils cherchent à construire des réseaux plus larges et à se rapprocher de bandes en Somalie, dont les Chabab et des groupuscules liés au groupe Etat islamique », poursuit notre expert yéménite. Sans oublier les pirates, qui ont déjà sévi sept fois cette année, contre zéro en 2025, selon les Services de lutte contre la criminalité commerciale, une branche de



DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

Le détroit de Kertch
Episode 5/6
13 août

↓ Au large des côtes de Bab el-Mandeb (Yémen) en avril 2026.



la chambre de commerce internationale. « Leur modèle économique – détournement, rançon, libération – s'était effondré après la mise en place d'une force internationale et le recours à des gardes armés sur les navires », rappelle Michael Howlett, directeur du Bureau maritime international. Mais ils sont de retour, après avoir sévi dans l'océan Indien durant quinze ans.

Bref, le paisible détroit de Bab el-Mandeb est en train de devenir une pétaudière. Et dans les *war room* des compagnies maritimes, on travaille déjà au scénario ultime : renoncer à passer par la mer Rouge. « On peut vivre sans le canal de Suez et sans Bab el-Mandeb, dit sans ambages Paul Turret, directeur de l'Institut supérieur d'économie maritime, à Saint-Nazaire. Aujourd'hui, la conteneurisation ne peut pas se permettre de prendre un risque géopolitique, car les navires et les cargaisons coûtent très cher. » Autrement dit, mieux vaut prendre une route plus longue, en passant au large de l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, ce qui rallonge le trajet d'environ dix jours et coûte beaucoup plus cher. Quoique. « Si le carburant est à 80 dollars, contourner l'Afrique revient au même coût que d'emprunter le détroit de Bab el-Mandeb, calcule Paul Turret. En fait, le détour entraîne un surcoût de carburant de 700 000 dollars, soit exactement le prix du passage par le canal de Suez. La seule différence, c'est que vous devrez prévoir plus de navires si vous passez par l'Afrique. » Soit 10 à 20 % de bateaux supplémentaires pour assurer les mêmes fréquences de passage. A priori, les grands transporteurs maritimes ont déjà tranché. Depuis le début de la guerre en Iran, le trafic passant par le cap de Bonne-Espérance a bondi de 112 %, selon le gestionnaire d'infrastructures Transnet. Hanté par les houthistes et les pirates, Bab el-Mandeb, la Porte des lamentations, n'a jamais aussi bien porté son nom. ✱

CHARLES HAQUET ET ASIA DAYAN

TOUT EST COM'

par

L'EXPRESS | STUDIO

Émission n° 5

Créativité et économie : la France a-t-elle trouvé son avantage concurrentiel ?



**LAURENT
ALLIAS**

**GAËTAN DU
PELOUX**

Co-président et directeur
de la création de Marcel
et président du Club des
Directeurs Artistiques.

**ANNE
GUIVARC'H**

Directrice de la marque
et de la communication
chez Intermarché et
administratrice du Club des
Annonceurs.

**TIPHAINE
RUAULT DU
PLESSIS**

Présidente de BETC
FULLSIX et co-présidente
de l'AACC.

**MARIE-VIRGINIE
KLEIN**

**PASCAL
CÜBB**

Président de l'IAA France
et créateur de La French
Connexion.

**Émission à retrouver sur Lexpress.fr
et sur tous les réseaux
ou en scannant le QR code**

en partenariat avec **SupdePub**



et le soutien de **ARPP**

MI6, DGSE, BND... Le classement inédit des espions d'Europe

Qui est moqué comme un « rassemblement de chercheurs » ? Ou loué pour sa « remontada » ? L'Express publie le premier palmarès des agences d'espionnage en Europe, grâce à un jury de 60 professionnels du renseignement, issus de 25 pays ●

● PARTIE 1

Palmarès des espions

L'Express publie le premier classement des espions d'Europe et révèle l'envers du décor. Le MI6 britannique s'est spécialisé dans les « taupes » russes. Les « dynamiteurs » de la DGSE française impressionnent. Davantage que les espions allemands et polonais, en crise.

● PARTIE 2

L'Europe des espions

Quelques nuances d'espionnage en Europe. John le Carré l'idole des officiers, l'Italie aux prises avec ses vieux démons, l'affligeant directeur slovaque, une embrouille à la roumaine et même un gagnant du loto finlandais mécène du renseignement.

● PARTIE 3

La menace russe

Vladimir Poutine a lancé ses agents secrets contre le Vieux Continent. Ingérences, espionnage, sabotage, assassinats ciblés... Au cœur des manœuvres, un programme d'agents dormants chéri par le président russe. La CIA, elle, aurait recruté un « Cardinal » au sein même du Kremlin.

EN PARTENARIAT AVEC 



Etienne Girard
Directeur
adjoint
de la rédaction



Alexandra Saviana
Rédactrice
en chef adjointe
société



Elsa Trujillo
Journaliste
défense et
renseignement

Font-ils bien le même métier ? Mi-juin, un militaire lituanien musculeux nous raconte la guerre en Ukraine en buvant des *ginger beer* sur un tabouret dans la rue, près de la gare du Nord. Un tempérament aux antipodes du Français ventru rencontré dans un lieu cossu quelques jours auparavant, un adepte des sigles compliqués et des cocktails d'ambassade. A en croire leurs fonctions récentes, ils ont pourtant très probablement mené des opérations de concert.

Pendant trois mois, L'Express s'est immergé dans l'Europe des espions, démarchant une centaine d'hommes de l'art. L'objectif ? Raconter la guerre invisible du Vieux Continent, en questionnant le constat du diplomate britannique Alexander Cadogan. Cet ancien conseiller de Churchill décrivait le renseignement comme le « chaînon manquant » des analyses géopolitiques. Secret oblige, le grand public n'aurait accès qu'à une version incomplète, parfois trompeuse, des bouleversements de l'histoire.

Les espions ne se laissent pas facilement aller aux confidences. Mais beaucoup revendiquent, sans trop en dire, cette théorie, avec souvent en tête une opération qui a tout changé, en Iran, en Ukraine, en Syrie. Y compris dans le regard porté

sur le pays détenteur d'un renseignement décisif. « Venant des Affaires étrangères, je ne m'imaginais pas l'intensité des relations de renseignement entre les pays. C'est beaucoup plus nourri que la diplomatie », confie un ancien directeur du renseignement suisse.

Pour arracher des détails sur la bataille souterraine des espions, il fallait poser la question autrement. Plus en biais. Partout en Europe, tous les jours, on s'échange des secrets, comme les enfants des billes dans la cour de récréation. Disposer de services de renseignement efficaces est devenu un attribut de la puissance, comme détenir l'arme nucléaire ou un siège au conseil de sécurité de l'ONU. Une hiérarchie naturelle s'établit. Dans ce « grand troc », les plus respectés sont ceux qui possèdent une « taupe » dans les palais du pouvoir en Russie, en Chine, en Iran. Viennent ensuite les agences capables de saboter, voire de tuer, même si le plus grand tabou pèse sur ces assassinats d'Etat. Interceptor des données sensibles, par satellite, stations d'écoutes, piratage ou exploitation des câbles sous-marins, est une compétence appréciée.

Qui vaut quoi sur le marché de l'espionnage européen ? Pour jauger ce qu'il en est réellement, L'Express a décidé de sonder la communauté des agents secrets elle-même. Avec l'idée d'obtenir, en ➤➤



creux, certaines révélations sur les conflits en cours.

Nous avons invité des dirigeants actuels ou récemment retraités à juger leurs homologues européens, en communiquant leur top 5 fondé sur leur expérience personnelle, sur le modèle du Ballon d'or de football ou de l'Eurovision. Bien sûr, certains ont regimbé. Quelques-uns ont opposé le secret. La plupart y ont vu, au contraire, l'opportunité de raconter leur étrange métier sans trahir leur serment, en jouant subtilement avec la limite. Résultat, 60 professionnels du renseignement issus de 25 pays ont accepté de jouer les jurés. Parmi eux, 18 patrons ou ex-patrons d'un service secret, des représentants de la CIA et du Mossad. Grâce à leur expertise, L'Express peut aujourd'hui publier le premier classement des meilleurs espions d'Europe. Il consacre la suprématie des Britanniques du MI6 (1^{er}, 251 points). Le détail des votes est à retrouver sur Lexpress.fr.

PARTIE 1

LE MI6 RÉGNE SUR LE TOP 5

Les espions anglais fascinent l'Europe, et plus encore. « Le Royaume-Uni a de loin les services secrets les plus forts d'Europe. Le MI6 est extraordinaire », s'emballe Robert Gorelick, ancien chef de poste de la CIA. Leur savoir-faire légendaire ? Le recrutement de taupes haut placées, que même les Américains envient. En Russie, mais aussi, dit-on, en Chine, en Turquie ou en Iran, où ils ont manipulé jusqu'en 2019 un vice-ministre de la Défense, Alireza Akbari. « Les Anglais ont cette capacité à jouer sur le temps long, à miser sur des sources à dix ans, un peu à la russe. Et ils ont le goût des coups tordus », décrit un ex-dirigeant de la DGSE. En juin 2024, Pékin a accusé le MI6 d'avoir recruté un couple de fonctionnaires chinois. L'homme aurait été approché pendant ses études à Londres, neuf ans auparavant.

Ses méthodes héritées de la période du « grand jeu », au XIX^e siècle, quand la rivalité avec la

Russie tsariste l'a incité à faire la guerre par d'autres moyens, ont servi de modèle à la majorité des services secrets européens. De cette antériorité découle un grand prestige à l'international... mais aussi à Londres. « Les meilleurs de Cambridge et d'Oxford entrent au MI6, c'est significatif », juge Olivier Mas, cadre à la DGSE jusqu'en 2017.

En 2018, une alerte du renseignement britannique permet l'arrestation de Martin Möller, un colonel autrichien, espion russe depuis vingt-six ans. L'aura du MI6 se renforce encore quand l'agence alerte ses partenaires, en tandem avec la CIA, sur l'invasion de l'Ukraine, dès l'automne 2021. Depuis, l'agence s'investit pleinement auprès de Kiev, comme le révèle Ralph Goff, ex-chef des opérations pour l'Europe et l'Eurasie à la CIA : « Les Britanniques sont en tête sur le dossier ukrainien. Nous sommes juste derrière. »

La DGSE (2^e, 169 points) suit, grâce à son approche globale. « C'est le seul service d'Europe continentale avec une portée quasi mondiale. Ils conjuguent collecte technique, renseignement humain et capacités d'action », détaille un ex-cadre du renseignement polonais. Parmi ses points forts, le service Action, une des rares entités du monde capables de « neutraliser » en toute discrétion une cible à l'étranger. Seulement cinq votants ont placé la DGSE devant le MI6, ce qui dit beaucoup de l'écart perçu entre les deux agences. Parmi eux, Gina Bennett, analyste antiterroriste à la CIA pendant trente-quatre ans. « En renseignement humain, la DGSE m'a semblé être le partenaire le plus compétent. Ils tirent avantage d'avoir été une puissance coloniale », estime l'ex-chasseuse de djihadistes. Le contre-terrorisme fait partie de ces spécialités où la DGSE rivalise avec

les meilleures agences du monde, il faut également citer le Liban, la contre-prolifération ou l'Afrique.

« Les Français sont tellement les meilleurs sur l'Afrique que même les Britanniques nous renvoyaient vers eux quand on avait des questions », se souvient un ancien dirigeant du renseignement canadien, retraité en 2024. Cette expertise leur a permis de faire un peu oublier le fiasco de février 2022, quand la France a refusé d'admettre l'imminence de l'invasion russe de l'Ukraine. En juin 2023, grâce à ses réseaux africains, la DGSE apprend que Evgueni Prigojine, le fondateur de Wagner, s'apprête à tenter un putsch contre Vladimir Poutine. L'alerte lui vaudra les remerciements de la CIA.

Pas besoin d'être une grande puissance pour disposer d'un grand service secret. Quelque 70 % des votants ont placé le renseignement des Pays-Bas (3^e, 97 points) parmi les cinq meilleurs d'Europe. « C'est le meilleur retour sur investissement ! Ils ont le bilan le plus irréprochable et inspirent confiance », salue Jorge Silva Carvalho, ancien directeur du renseignement portugais. Des officiers formés « à l'école anglaise », note un récent retraité de la DGSE : pendant la Seconde Guerre mondiale, le renseignement militaire néerlandais s'exile à Londres, et ce rapprochement influence la fondation du BVD, ancêtre de l'AIVD.

Dans l'ombre, les espions de La Haye ont participé à la plupart des grandes opérations de ces vingt dernières années. En 2007, le virus Stuxnet, développé par le Mossad et la CIA, qui mettra à l'arrêt 20 % des centrales nucléaires d'Iran, est installé par un agent de l'AIVD. A l'été 2015, des hackers du service secret néerlandais infiltrent l'organisation Cozy Bear, liée au renseignement russe, et préviennent les Américains. En 2016 et 2017, l'AIVD accueille à Amsterdam puis à Rotterdam des espions ukrainiens, en partenariat avec la CIA. Des formations sur le recrutement de Russes ou les sabotages sont dispensées dans un appartement loué sur Airbnb.

QUELQUES CHIFFRES

60 professionnels du renseignement issus de...

... 25 pays ont constitué le jury de L'Express.

18 d'entre eux sont patrons ou ex-patrons de services secrets. Le détail est à retrouver sur Lexpress.fr

« LE ROYAUME-UNI A LES SERVICES SECRETS LES PLUS FORTS D'EUROPE. LE MI6 EST EXTRAORDINAIRE »

L'Express peut révéler que l'AIVD abrite aussi dans ses locaux, depuis le début des années 2020, un centre européen de renseignement antiterroriste. Chaque pays de l'UE ainsi que le Royaume-Uni, la Norvège et la Suisse, y détachent un expert, avec un accès aux données classifiées de son pays. « C'est du criblage, de l'appui sur les enquêtes complexes, parfois post-attentats », témoigne le directeur d'un service secret européen. Fortes de cette place centrale dans la « diplomatie du renseignement », l'AIVD et son homologue militaire du MIVD ont été les premières agences européennes à s'opposer à la CIA de Trump, en octobre 2025. « Nous ne divulguons plus certaines choses », ont annoncé les maîtres espions, devant le risque d'instrumentalisation de leurs informations.

Au pied du podium, l'Ukraine (4^e, 77 points) impressionne par ses progrès spectaculaires. « Innovation, ingéniosité, prise de risques... Ce sont les meilleurs aujourd'hui », loue un ancien dirigeant du renseignement polonais. Les grandes opérations de Kiev sont désormais connues du public, à défaut d'être toutes revendiquées : sabotage du gazoduc Nord Stream, frappes de drones neutralisant une quarantaine d'avions russes, assassinats ciblés contre des hauts gradés de Moscou. « Ils ont démontré leur capacité à se *mossadiser* », commente le directeur actuel d'un service secret européen, en référence à l'expertise du Mossad israélien dans les actions violentes.

Deux autres influences guident aujourd'hui les espions ukrainiens : la CIA, leur premier soutien, dès 2014... et le KGB. Le renseignement

de Kiev a notamment hérité de son ancêtre soviétique une appétence pour les logiques de clans, détaille le journaliste Bojan Pancevski dans son enquête *The Nord Stream Conspiracy*. Parmi les 19 votants toujours actifs en 2023, 11 ont d'ailleurs exclu l'Ukraine de leur top 5. « Les services ukrainiens devraient être beaucoup plus efficaces », griffe un récent retraité du renseignement estonien. Un ex-dirigeant d'un service secret français laisse même entendre que la Russie pourrait y conserver des taupes : « On dit beaucoup aux Ukrainiens, mais pas tout, parce qu'on ne sait pas où ça peut partir ! Y compris à Moscou. »

Le Bundesnachrichtendienst (5^e, 62 points), lui, a ses partisans comme ses détracteurs. « Les analyses du BND sont toujours très méthodiques, bien faites et étayées », se souvient Gina Bennett. La dimension « analyse » du renseignement est citée comme leur premier savoir-faire : les Allemands possèdent une capacité à percevoir finement les bouleversements politiques ou économiques. Ce pourquoi l'agence est consultée sur tous les sujets majeurs.

En ce qui concerne l'espionnage pur, ironiser sur le BND est un sport continental. Un ex-directeur du renseignement suisse compare ses espions à « des chercheurs d'un think tank ». « Quand j'étais encore en service, les Allemands refusaient toute opération à l'étranger », témoigne Glenn Carle, ex-directeur adjoint du renseignement national américain. Une réforme est en cours. Afin de préparer les esprits, le service secret a produit un rapport d'analyse – on ne se refait pas. Ses chiffres, révélés par *Bild* en janvier 2026, sidèrent : seulement 2 % des alertes terroristes en Allemagne proviennent du BND lui-même... contre 72 % pour la CIA.

PARTIE 2

« NB8 » ET HÉRITIERS DU KGB

Derrière le top 5 apparaît un groupe homogène que les espions aiment à considérer d'un bloc. Ils les appellent les « Nordiques » ou ➡➡

Le palmarès des services secrets européens

Rang	Pays	Points	Agence
1	 Royaume-Uni	251	MI6
2	 France	169	DGSE
3	 Pays-Bas	97	AIVD
4	 Ukraine	77	SBU et HUR
5	 Allemagne	62	BND
6	 Suède	40	L'Express a constitué un jury de 60 professionnels internationaux du renseignement. Chaque juré vote pour cinq services secrets extérieurs européens, à la lumière de son expérience. Cinq points sont attribués au premier, quatre au deuxième, trois au troisième, deux au quatrième, un au cinquième. Les critères sont l'efficacité et la fiabilité.
7	 Norvège	34	
8	 Estonie	27	
9	 Pologne	22	
10	 Danemark	16	
11	 Roumanie	15	
12	 Espagne	13	
13	 Finlande	11	
	 Suisse	11	
	 Italie	9	
15	 Belgique	9	
	 République tchèque	9	
18	 Lituanie	8	
19	Portugal	6	
20	Autriche	3	
21	Lettonie	1	

SOURCE : L'EXPRESS

le « NB8 » pour les plus fêrus d'acronymes, celui-ci désignant l'alliance diplomatique des cinq pays nordiques (N) et des trois pays Baltes (B). Ces services secrets partagent une spécialité, le renseignement technologique, une bonne réputation et un adversaire commun, la Russie. « Ils sont efficaces parce qu'ils se concentrent sur ce qui est pour eux une question de survie », juge un ex-dirigeant du renseignement britannique.

La Suède (6^e, 40 points) se détache légèrement grâce à sa palette plus large. « Sa spécialité, héritée de la guerre froide, est le renseignement humain, souvent en coopération poussée avec le MI6 et la CIA », révèle Peter B. Lund, cadre des services secrets suédois jusqu'en 2019. Plus récemment, la précision de ses écoutes vis-à-vis des déplacements militaires russes a été grandement appréciée.

La Norvège (7^e, 34 points), elle, revendique une tradition de renseignement dirigée vers « la mer et l'Arctique », relève Jorgen Holmlund, ex-officier traitant suédois, retraité en 2022. En 2017, Frode Berg, un garde de la frontière russo-norvégienne, est arrêté à Moscou. Il est accusé d'avoir servi de « boîte aux lettres » aux services secrets d'Oslo en transmettant 15 000 euros à la cousine d'un ingénieur en sous-marin nucléaire.

Du haut de ses 1,4 million d'habitants, l'Estonie (8^e, 27 points) épate la communauté des espions. « Les Estoniens sont excellents dans le domaine cyber », affirme Ralph Goff. Avec leurs moyens modestes, ils ont développé une expertise enviée sur l'Open Source Intelligence (Osint), les renseignements accessibles publiquement, pour qui sait bien chercher. « Ses rapports annuels sont les plus précis sur la stratégie russe et les menaces hybrides. Toutes les agences l'attendent », assure un ex-cadre des services polonais.

Le Danemark (10^e, 16 points), lui, apparaît un peu décroché. Les espions de Copenhague ont connu leur heure de gloire dans les années

2010, lorsque Morten Storm, leur agent double, a infiltré Al-Qaïda. « Toutes les agences les courti-saient. C'est le genre de source qui vous fait changer de division », se rappelle Olivier Mas. Depuis, pourtant, leurs services secrets sont moins sollicités, en raison d'un moindre investissement sur le dossier russe. « Ils ont été un peu naïfs », critique un ex-dirigeant du contre-espionnage norvégien.

L'inverse de la Finlande (13^e, 11 points), aux moyens plus modestes, mais à la détermination sans faille face à Moscou. « Ce qui est très fort en Finlande, c'est l'hyper-vigilance de la population : ce sont de simples citoyens qui, souvent, repèrent les espions russes », commente un ex-cadre de la DGSE. La Lituanie (18^e, 8 points) décroche quelques votes, notamment grâce à son travail sur « les liens entre la Russie et la criminalité organisée », dicit un ancien directeur d'un service secret belge ; la Lettonie (21^e, 1 point), « davantage pénétrée par l'influence russe », selon Christopher Steele, ex-chef de secteur Russie du MI6, compte moins de défenseurs.

Intercalé au milieu des pays du « NB8 », le renseignement polonais (9^e, 22 points) pâtit d'un climat politique tendu. « La Pologne fait partie de ces pays où les services secrets sont instrumentalisés politiquement. Cela incite les partenaires à la retenue », regrette un dirigeant européen du renseignement. Fin 2025, le chef de l'Etat Karol Nawrocki (droite populiste) a bloqué les décorations de 130 agents de renseignement soutenus par le gouvernement centriste de Donald Tusk. Un gâchis, eu égard aux réseaux d'espionnage polonais sur la Russie, « très performants » selon un ex-cadre du MI6.

Situation similaire en République tchèque (15^e, 9 points), où, malgré un savoir-faire reconnu dans la pénétration des officines russes, la réputation des agents secrets est régulièrement ternie par des scandales. « Le renseignement est dans un état déplorable », se désolait Karel Randak, ex-directeur

Estimation
du budget 2026
des services de
renseignement,
en milliards
d'euros



*POUR LES DONNÉES
NON PUBLIQUES,
COMME CELLE DU MI6,
L'EXPRESS A RÉALISÉ
UN CALCUL À PARTIR
DU CHIFFRE GLOBAL
ALLOUÉ AU
RENSEIGNEMENT
PAR PAYS.

SOURCES : L'EXPRESS,
DONNÉES PUBLIQUES
NATIONALES, PRESSE
LOCALE

→ **Blaise Metreweli**
(ici, à Londres en décembre 2025),
la nouvelle
directrice
du MI6 dont
le savoir-faire
légendaire
repose sur
le recrutement
de taupes haut
placées.

de l'agence d'espionnage, en septembre 2022, après la démission de Pet Mlejnek, proche de Michal Redl, un lobbyiste jugé pour corruption.

Le renseignement roumain (11^e, 15 points), lui, suscite l'admiration par sa faculté à implanter des taupes à Moscou. « Ils font facilement partie des cinq meilleurs services en renseignement humain », juge l'actuel directeur d'un service secret européen. Leur agence souffre néanmoins d'un « retard sur le plan cyber », déplore un ex-dirigeant de l'AIVD néerlandais.

PARTIE 3 LES MAL CLASSÉS

La deuxième partie du classement regroupe de grandes nations déclassées et de plus petits Etats se concentrant sur une « niche ». L'Espagne (12^e, 13 points) représente la première catégorie. Si les capacités des espions de Madrid sur l'Amérique latine, le Maroc et le terrorisme sont reconnues, leur utilisation ne convainc pas. « Les renseignements sont répartis entre différentes agences qui ont tendance à les considérer comme un trésor, sans les faire remonter », pointe un ancien dirigeant du MI6. Leur approche du dossier russe laisse particulièrement perplexe : en février 2024, le pilote russe Maxime Kouzminov, rallié à l'Ukraine, a été retrouvé criblé de balles à Alicante, permettant au renseignement russe de célébrer la mort d'un « traître ».

La place de l'Italie (15^e, 9 points) ressemble à un désaveu. Rome a mauvaise réputation chez les espions. « Ils n'ont aucune culture de renseignement », lâche un ex-officier de la CIA. Dans les années 2000, les cadres de la DGSE avaient, selon nos informations, l'interdiction de parler à leurs confrères transalpins, après que leur agence a laissé circuler de faux documents sur la volonté de l'Irak de se procurer de l'uranium au Niger. « C'est un pays où il y a beaucoup de népotisme, de corruption », regrette une autre experte de la CIA, même si certains retours plus récents suggèrent une amélioration.

LE RENSEIGNEMENT ROUMAIN SUSCITE L'ADMIRATION PAR SA FACULTÉ À IMPLANTER DES TAUPES À MOSCOU

Seule leur expertise en Afrique du Nord est réellement reconnue. « Si vous voulez savoir ce qui se passe en Libye, il faut aller voir les Italiens », révèle un ex-directeur d'un service secret du Benelux.

Handicapée par un budget riquiqui, la Suisse (13^e, 11 points), elle, multiplie les coopérations pour exister. Un paradoxe pour un pays réputé isolationniste. La DGSE paraît particulièrement friande de ses tuyaux : sur les 11 points obtenus par les espions suisses, neuf ont été décernés par leurs homologues français. « Ils ont des réseaux précieux et sont fiables », résume un ex-cadre de la « Piscine ». Les accès des hommes de Berne dans les banques et les hôtels de luxe sont très courtisés.

La Belgique (15^e, 9 points) mise également sur la « diplomatie du renseignement », faisant fructifier son statut de capitale européenne. « Nous nous voyons comme des faiseurs de ponts. De par notre position géographique, nous pouvons plus facilement mettre certains pays autour de la table », détaille Pascal

Pétrý, n° 2 du contre-espionnage belge entre 2014 et 2024. Spécificité des « africanistes » du renseignement européen : ils consultent régulièrement leurs homologues belges et portugais (19^e, 6 points), réputés les meilleurs respectivement sur la République démocratique du Congo et l'Afrique australe.

Mal considérée, l'Autriche (20^e, 3 points) pose question. « Ils ont été pénétrés par les Russes et longtemps marginalisés », résume un dirigeant actuel d'un service secret nordique. En 2018, le Kremlin a été à deux doigts de mettre la main sur le renseignement autrichien, via son allié, le FPÖ, conseillé par plusieurs taupes de Moscou. Vienne a été exclue plusieurs mois durant du club de Berne, la réunion semestrielle des maîtres espions européens. Depuis, l'appareil de sécurité demeure exclu des coopérations les plus sensibles. « Les Autrichiens aspirent à jouer un rôle plus important, plus central dans l'Europe du renseignement. Je pense qu'ils peuvent y parvenir, d'ici dix ans », estime l'ex-agent secret ukrainien Ivan Stupak, le seul à leur délivrer des points.

Parmi les pays à zéro point, l'Irlande et le Luxembourg, restent sollicités pour des enquêtes financières, ainsi que la Grèce lorsqu'il

est question de la Turquie. Les collusions entre Chypre et la Russie inquiètent, mais l'île demeure incontournable puisque s'y croisent espions moscovites, agents du Mossad et envoyés de Pékin. Davantage en tout cas que Malte, où les liens endémiques entre une partie de l'appareil d'Etat et le crime organisé imposent une distance.

La Slovénie et la Croatie présentent aussi quelques points forts. Le renseignement de Ljubljana a été récemment chargé par le MI6 d'une enquête sur des espions russes au Monténégro, preuve que ce petit pays sait inspirer confiance. A Zagreb, le contrôle des services secrets est l'objet de luttes intestines récurrentes, mais l'émergence de Daniel Markic, patron de l'agence extérieure entre 2016 et 2024, a accru sa crédibilité à l'international. L'actuel patron du renseignement de l'UE, né en France et binational, s'est imposé comme un relais indispensable entre l'Europe de l'Ouest et les pays post-soviétiques.

Trois pays concentrent les jugements négatifs. La Hongrie, où Viktor Orban a instrumentalisé l'appareil d'espionnage pendant seize ans, est perçue comme un passager clandestin du partage de renseignements. En octobre 2025, trois médias ont révélé le plan de Budapest pour espionner les institutions européennes. La Bulgarie a longtemps consterné ses partenaires européens, en particulier quand l'oligarque et magnat des médias Delyan Peevski a été brièvement nommé à la tête du contre-espionnage, en 2013. Les élites y restent « poreuses à l'influence russe », selon Christopher Steele.

De l'avis général, la palme du « pire renseignement d'Europe », revient toutefois à la Slovaquie, où le népotisme se conjuguerait à l'incompétence et aux accointances russes. En août 2025, le patron de l'agence extérieure, Pavol Gaspar, tatouage du *Parrain* sur le biceps, conduisait en tongs quand il a provoqué un accident avec sa voiture de sport jaune. *



Retrouvez
Étienne Girard
le 1^{er} août,
sur LCI
à 16h45 dans

LE
GRAND
DOSSIER



Numéro 1

Le MI6 britannique domine grâce à la « Maison Russie »

Le service secret britannique est le meilleur d'Europe. Notamment grâce à sa compréhension fine du monde russe et sa priorité au renseignement humain.

L'homme à la broche en forme de hibou entre dans une salle à Vauxhall Cross, le siège du MI6 à Londres. En mars 2022, Josko Kadvnik, directeur de l'agence de renseignement slovène – surnommée la « Sova », ou « hibou » – s'attend probablement à des éléments sur l'invasion russe en Ukraine. Il n'en est rien. Le MI6 et la CIA suivent depuis plusieurs mois la piste d'illégaux russes, ces espions clandestins venus de Moscou. Deux d'entre eux se cachent quelque part en Slovaquie. Le service secret londonien charge donc son homologue de l'enquête. Le même mois, les Britanniques indiquent à la Pologne un autre illégal sur son territoire. Tous sont arrêtés dans l'année.

Relatée par les journalistes Drew Hinshaw et Joe Parkinson dans *Swap : The secret history of the new Cold war* (Harper, 2025), l'anecdote illustre le leadership britannique auprès des services secrets européens sur le dossier russe. En 2021, Londres (toujours avec la CIA) avait déjà alerté sur l'imminence d'une invasion russe en Ukraine (voir page 50). Rien de nouveau : le MI6 concentre une grande partie de ses efforts sur la Russie depuis la révolution de 1917. Son réseau d'informateurs a permis plusieurs fois d'éviter la catastrophe pendant la guerre froide. Son expertise tient à un savoir-faire inscrit dans l'ADN du service : compréhension fine du monde russe et priorité au renseignement humain. « Ce domaine a toujours attiré les officiers les plus ambitieux et les plus talentueux », sourit Christopher Steele, chef entre 2006 et 2009 du bureau chargé de la Russie du MI6. La « Maison



↑ L'agent double Gordievsky, colonel du KGB déjà critique du régime, fut recruté par le MI6 vers 1970, alors qu'il était en fonction à l'ambassade soviétique de Copenhague.

Russie » s'est construite sur un désastre. L'affaire des Cinq de Cambridge, étudiants recrutés dans les années 1930 par les Soviétiques, a traumatisé le service secret. Ils fournirent pendant plusieurs décennies des informations à l'URSS, alors qu'ils occupaient des postes cruciaux au sein du ministère des Affaires étrangères, du MI5 – le renseignement intérieur – et... du MI6. Eventée en 1963, cette humiliation est le moteur d'une montée en puissance du service.

À l'époque, les espions chargent Greville Wynne, ingénieur habitué des voyages à l'Est, d'entrer en contact avec un officier du renseignement russe, Oleg Penkovsky. Il transmet pendant deux ans des informations sur les capacités nucléaires de l'URSS, notamment lors de la crise des missiles de Cuba.

« L'affaire marque le moment où le service commence à développer une vraie expertise dans le recrutement et la gestion des sources », estime Dan Lomas, chercheur à l'université de Nottingham.

Le MI6 débute une minutieuse infiltration du bloc de l'Est. « Des individus de rang modeste au sein des services tchèques et polonais commencent à fournir des informations dans les années 1960, avant de grimper les échelons. A la fin de la guerre froide, le MI6 opérait à un niveau élevé du système soviétique », poursuit le chercheur. Les agents britanniques font systématiquement l'objet d'une évaluation pour déterminer s'ils sont taillés pour le recrutement ou le pilotage des sources – les « chasseurs » ne sont pas toujours des « cultivateurs », relève Gordon Corera dans son ouvrage *The Art of Betrayal. The secret history of MI6* (Pegasus Books).

RECRECITER DES AGENTS DOUBLES

Les agents apprennent à identifier les meilleures cibles : les discrets contempteurs du régime, à qui ils promettent une rémunération, voire une opportunité de passer à l'Ouest. Au début des années 1970, Standa Kaplan, espion tchécoslovaque passé au Canada, signale au MI6 un vieil ami de l'académie du KGB, déjà critique : Oleg Gordievsky. Ils attendent sa prise de fonction à Copenhague. Un « diplomate » l'approche lors d'une partie de badminton. Un an plus tard, l'officier est recruté. Sa carrière d'agent double culmine en 1983 : chef de poste adjoint à Londres pour le KGB, il rassure le Kremlin sur le fait qu'un exercice de l'Otan n'annonce pas de frappe nucléaire préventive.

En décembre 1984, il œuvre même en coulisses d'une rencontre entre Margaret Thatcher et Mikhaïl Gorbatchev. Il conseille les Britanniques... tout en désinformant les Soviétiques. L'épisode a marqué une génération d'espions. « Qui veut se convaincre que les espions peuvent peser sur l'histoire doit relire l'histoire de Gordievsky

et de Thatcher », nous a déclaré un ancien directeur du renseignement suisse. Son officier traitant, John Scarlett, deviendra chef du MI6.

Démasqué en 1985, Gordievsky est ramené à Moscou. Il ne réussit à s'échapper qu'avec l'aide du MI6, passant la frontière finlandaise dans le coffre d'une Ford Cortina. Le service ne recrute pas sans se donner les moyens d'évacuer ses plus précieux agents. « A mon arrivée en 1987, 40 % de nos efforts opérationnels étaient consacrés à l'URSS. Ce chiffre est tombé à environ 10 % après la chute du mur », se désole Christopher Steele.

Les années 1990 et 2000 sont pourtant l'occasion de quelques succès. En 1992, l'archiviste du KGB Vassili Mitrokhine lui livre des milliers de notes ultrasecrètes, avec l'identité de centaines d'espions à l'Ouest. En 1996, un certain Sergueï Skripal est approché par un faux entrepreneur de Gibraltar, il accepte de travailler pour le MI6. A Moscou, il identifie des centaines d'officiers du GRU. Arrêté en 2004, il est échangé en 2010 contre des espions russes et s'installe au Royaume-Uni. Mais la protection de Londres a des failles. Le 4 mars 2018, Skripal et sa fille sont empoisonnés au Novitchok. « Nous avons baissé notre garde », déplore un ancien haut responsable de la stratégie au ministère de la Défense britannique, parti en 2025. « Cela a été un électrochoc », confirme Chris Ordway, ex-haut cadre du même ministère.

Les années suivantes, le MI6 rebondit encore, en approfondissant ses opérations conjointes avec la CIA sur la Russie. En Ukraine, les Britanniques assument de mener des actions clandestines. En décembre 2025, Blaise Metreweli, sa nouvelle directrice, confirme la ligne, pointant « la menace d'une Russie agressive, expansionniste, et révisionniste ». Trois mois plus tôt, le MI6 a lancé la plateforme sécurisée Silent Courier. Accessible sur le dark Web, elle doit permettre à des informateurs russes de contacter le service. ★ **ALEXANDRA SAVIANA**

Double vie

Le ministre iranien qui espionnait pour le Royaume-Uni

Alireza Akbari, ancien vice-ministre de la Défense de l'Iran, a renseigné les services secrets britanniques pendant plusieurs années. Il a fini pendu.

100

Le nombre minimal d'officiels du régime dont Akbari aurait dévoilé l'identité au MI6, d'après l'Iran

Deux frères discutent dans un jardin de Téhéran, un après-midi d'août 2006. L'aîné, Mehdi, rêve tout haut d'un cabinet de conseil en famille sur le pétrole et le gaz. Alireza décline. Il est « extrêmement occupé », explique-t-il, lui tendant la carte d'une entreprise du secteur de l'énergie basée en Autriche. Cette occupation va bien plus loin que ce qu'il imagine son aîné. Son employeur n'est probablement pas autrichien, mais britannique : le MI6.

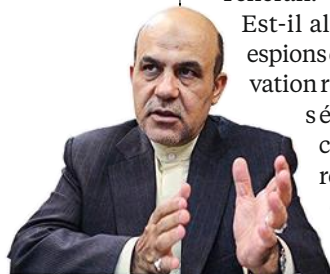
La scène, racontée par son frère au *New York Times*, tranche avec l'image que renvoie alors Alireza Akbari. De l'extérieur, il est l'un des cadres les plus dévoués du régime iranien. Pieux, décrit comme fanatique des mollahs par sa propre famille, il est décoré commandant de la Garde révolutionnaire après la guerre d'Irak. Il devient même vice-ministre de la Défense, et conseille plusieurs responsables, dont Ali Shamkani, futur secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale. Proche aussi de Mohsen Fakhrizadeh, le physicien du nucléaire iranien, Akbari a tellement la confiance du régime qu'il a été chargé, en 2004, de faire le tour des ambassades occidentales, chinoises et russes, pour rassurer sur les intentions nucléaires de Téhéran.

Est-il alors approché par les espions de sa Majesté ? Sa motivation reste inconnue (argent, sécurité familiale, conviction ?), mais son recrutement témoigne de la profondeur des réseaux du MI6 en Iran. « Les Anglais

bénéficient de leur relation historique avec l'Iran, comme la France l'a avec la Syrie : une histoire commune, des liens académiques et familiaux, des possibilités de s'établir au Royaume-Uni. Cela donne des avantages relatifs pour approcher quelqu'un comme lui », explique un ex-agent chargé de la contre-prolifération à la DGSE.

Pendant quinze ans, Akbari mène une double vie : côté pile, il offre un visage de zélote fidèle au pouvoir, partisan du nucléaire militaire ; côté face, il est l'un des informateurs les plus précieux des Occidentaux sur le sujet. En 2008, il souffle à Londres l'existence de Fordo, l'usine d'enrichissement nucléaire, pilier stratégique du programme. Mais le jeu est dangereux : la même année, Akbari est arrêté pour soupçons d'espionnage pour le Royaume-Uni et détenu pendant quatre mois.

Ses appuis et son passé lui valent d'être libéré, puis consulté plusieurs années par le régime. Installé à Londres en 2010, naturalisé britannique deux ans plus tard, Akbari poursuit ses allers-retours à Téhéran... jusqu'à son arrestation en 2019. Les Gardiens de la révolution ont fini par identifier la source de l'information sur Fordo, aidés par le renseignement russe. Cette fois, les puissantes connexions d'Akbari sont inutiles. Il est placé à l'isolement et torturé dans la prison souterraine d'Evin. Son seul contact avec l'extérieur est un ordinateur utilisé pour communiquer de fausses informations au MI6. Sa captivité durera trois ans, jusqu'à son exécution, le 14 janvier 2023. ★ **A.S.**





France

Ce que les espions étrangers pensent de la DGSE

L'Afrique, le cyber, mais aussi un service très secret... L'agence de renseignement tricolore mise sur plusieurs « joyaux » pour impressionner ses partenaires.

Décembre 2019. Alerte rouge chez Saab-Damen, consortium néerlandais-suédois spécialisé dans la fabrication de sous-marins. Une deuxième intrusion informatique a été détectée, après une première, en mars. De nombreux e-mails ont été consultés depuis l'extérieur, en pleine période d'appels d'offres pour le remplacement de quatre sous-marins des Pays-Bas. Un contrat à 5,6 milliards d'euros. Le renseignement suédois prévient les industriels, relate le journaliste néerlandais Huib Modderkolk dans son ouvrage *Vous ne voulez vraiment pas savoir cela : ce qui se cache derrière votre écran* (non traduit), et désigne

des responsables : « Ils doivent venir de France. » Quatre ans plus tard, le groupe français Naval Group remporte le contrat.

Si elle n'a jamais été officiellement élucidée, l'affaire consacre les capacités cyber-offensives de la DGSE. Un des points forts du service secret français, désigné deuxième meilleure agence européenne par notre jury de 60 professionnels du renseignement. « Au sein de notre communauté, la DGSE est considérée comme un service efficace sur tous les aspects du renseignement, y compris le cyber, capable d'opérer un peu partout dans le monde », résume Grzegorz Malecki,

↑ **Le savoir-faire des agents du service Action, créé en 1946 (ici, des membres du Centre parachutiste d'instruction spécialisée), qui dépend de la DGSE, est particulièrement redouté.**

ex-directeur des services secrets polonais. À l'image de l'armée française, le renseignement tricolore a opté pour un modèle « global », avec des compétences très diversifiées. Renseignement humain, politique, économique, cyber, satellitaire, en Europe, en Asie... Les agents secrets français doivent être capables de tout faire, avec l'ambition de devenir une référence pour leurs confrères. Et ça marche. « À l'étranger, si vous avez besoin de savoir ce qu'il se passe ailleurs, dans un autre pays, vous contactez le MI6 et la DGSE », relate Eric Schouten, officier de liaison de l'AIVD, le renseignement néerlandais, pendant treize ans.

Les témoignages convergent : s'il y a bien une zone où la DGSE occupe la première place non seulement européenne mais mondiale, c'est l'Afrique. « L'Afrique du Nord et l'Afrique centrale, le Sahel... Personne ne connaît mieux cette zone que le renseignement français », juge un ex-dirigeant du ministère de la Défense britannique, jusqu'en 2025. Un avantage hérité « des liens culturels et linguistiques noués pendant la période coloniale », analyse Gina Bennett, experte antiterroriste à la CIA pendant trente-quatre ans. L'espionne, retraitée en 2022, a mesuré les « capacités d'analyse et de collecte humaines » de la DGSE dans ses anciennes colonies et n'a aucun doute : « C'étaient les meilleurs. »

PROBLÈME D'ARROGANCE

À partir de 2022, le service secret français a mené un travail de fond en Afrique contre la milice Wagner, liée à la Russie, en y recrutant plusieurs sources. Avec un retour sur investissement en juin 2023, quand la DGSE prévient ses partenaires qu'Evgueni Prigojine, le fondateur de l'organisation, projette un coup d'Etat contre Vladimir Poutine. William Burns, le directeur de la CIA, adresse des remerciements appuyés à son homologue Bernard Emié, et depuis, les experts

sécuritaires s'inquiètent de voir la France se retirer des capitales d'Afrique de l'Ouest les unes après les autres. Au Burkina Faso, quatre agents de la DGSE ont été retenus en otage pendant un an, jusqu'en décembre 2024, manière de signifier que le service secret français n'est plus chez lui. « La DGSE a considérablement réduit sa présence en Afrique », constate Ralph Goff, ancien chef des opérations Europe et Eurasie de la CIA, suggérant que l'influence du service de renseignement pourrait s'en trouver amoindrie.

Avec son tuyau sur Wagner, le renseignement français a en tout cas réussi à dépasser son raté initial de février 2022, lorsque ni la direction du renseignement militaire (DRM) ni la DGSE n'ont voulu croire à l'invasion de l'Ukraine. Si à Paris, les critiques ont été feutrées, vu de l'étranger, l'analyse tricolore a bien été perçue comme défaillante. Dans son rapport de juin 2025 sur le renseignement suédois, l'ex-Premier ministre Carl Bildt fait même de la France le chef de file des pays « sceptiques » quant à un coup de force poutinien. « La DGSE n'a jamais été bonne sur la Russie, c'est une zone qu'ils n'ont pas investie et un pays que nous comprenons mieux qu'eux », estime un ex-directeur d'un service secret balte.

Depuis quatre ans, pourtant, la DGSE tente de se rattraper. Selon nos informations, sous la houlette de Nicolas Lerner, directeur depuis janvier 2024, le service secret français a monté plusieurs « groupes de travail » avec des partenaires européens, dont un sur la Russie, avec notamment certains Etats nordiques et baltes. L'idée ? Profiter des points forts des uns et des autres en élargissant le partage habituel du renseignement... et en s'affranchissant de la tutelle américaine. « L'idée est de commencer à structurer une communauté du renseignement opérationnel hors Five Eyes », commente un initié, en référence au traité de partage de renseignement entre les Etats-Unis, le

Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Devant les menaces américaines de se retirer du Vieux Continent, le service secret français aimerait s'imposer comme une alternative à la CIA. Une perspective vue d'un œil intéressé en Europe, à condition que les Français règlent leur problème ancestral d'arrogance. Un espion européen nous raconte ainsi qu'entre initiés, une expression particulière désigne l'opération de recruter une taupe en flattant son ego : le « *french lever* », le levier français, les tricolores étant réputés particulièrement sensibles à ces cajoleries.

COMPÉTENTS AU MOYEN-ORIENT

Parmi plusieurs valeurs sûres à faire valoir auprès de ses partenaires, comme son centre de mission chargé du contre-terrorisme, ses antennes dans la région du Levant ou son travail de contre-prolifération, le service Action est un joyau envié. Créée en 1946, cette unité destinée aux opérations physiques à l'étranger a survécu aux guerres et aux scandales – dont le plus cuisant fut l'explosion du *Rainbow Warrior*, en 1985 – pour s'imposer comme une référence. « En Europe, personne n'égale leurs capacités d'action clandestine », salue un ex-dirigeant de la CIA, retraité en 2025. Leur savoir-faire en matière d'opérations « arma », lessabotages, et « homos », les assassinats ciblés, est notamment redouté. « La France sait mener des opérations clandestines, notamment au Moyen-Orient. Ils sont très compétents dans cette zone », appuie Ralph Goff, ancien chef des opérations Europe et Eurasie de la CIA. En Ukraine, le service Action apporterait également son expertise à ses homologues.

Au sein du service secret français, on savoure d'autant plus cette

7 200
AGENTS
travaillent à la
DGSE en 2026,
dont environ
un millier
de militaires

reconnaissance qu'elle permet de marquer un point face au rival britannique, largement en tête de notre classement, mais moins enclin à mêler renseignement et action. « Le MI6 n'a pas de service Action, c'est un point faible par rapport à la France », estime un ancien cadre de la DGSE. Au Royaume-Uni, l'intervention de militaires suppose une double validation des ministères des Affaires étrangères et de la Défense. Un risque quant à la confidentialité des manœuvres, estime un expert du renseignement européen : « C'est la grande force de la France d'avoir un service secret qui regroupe tout le renseignement et l'opérationnel dans la même institution. Cela simplifie tout et réduit les risques de fuites ».

« Les Français sont plus militaires que les Britanniques dans leur approche », expose diplomatiquement Glenn Carle, ex-cadre supérieur du renseignement national américain. Une spécificité à double tranchant : si les Français sont réputés efficaces pour passer à l'action, le MI6 convainc davantage lorsqu'il est question d'implanter sur le temps long des « taupes » au cœur des pays les plus sensibles. Ainsi de la Chine où « les Anglais ont beaucoup d'avance sur la France », estime un ancien militaire de la DGSE.

Dernièrement, celle-ci a été consultée par le renseignement suédois, sur le point de transformer son service de sécurité militaire en agence d'espionnage civile. « La France a joué un rôle actif de conseiller auprès de Stockholm », écrivait *Le Monde* en février. Une influence et un hommage que la conférence de presse de la ministre des Affaires étrangères Maria Malmer Stenegard incite toutefois à relativiser. Invitée à décrire le futur service de renseignement de son pays devant les journalistes, le 5 mai, elle a déclaré : « On peut le comparer au MI6 britannique. » Eternel « *french lever* ». ✨

ÉTIENNE GIRARD, ALEXANDRA SAVIANA ET ELSA TRUJILLO

« LES FRANÇAIS SONT PLUS MILITAIRES QUE LES BRITANNIQUES DANS LEUR APPROCHE »

« Collectionneurs de timbres »

Les espions allemands sont-ils vraiment mauvais ?

Trop « sages » et comparés à des universitaires, les agents du renseignement germanique seraient bridés dans leurs actions. Une réforme est annoncée.



← Martin Jäger (au centre), le nouveau directeur de l'équivalent allemand de la DGSE, veut donner au BND de plus grandes marges de manœuvre.

Il a dirigé le renseignement extérieur allemand de 1998 à 2005 mais n'en est pas moins critique à l'égard du Bundesnachrichtendienst, plus communément appelé BND. Dans une tribune au vitriol publiée en août 2023 par le quotidien allemand *Bild*, August Hanning appelait à une refonte en profondeur de l'agence d'espionnage allemande, qualifiée à l'époque de « chien de garde impuissant ». Ses demandes semblent avoir été entendues. Sous la houlette du chancelier Friedrich Merz, et de Martin Jäger, le nouveau directeur de l'équivalent allemand de la DGSE, une réforme vise à donner au BND de plus grandes marges de manœuvre. « L'Allemagne, qui dispose pourtant de capacités techniques avancées, a de loin les lois de contrôle les plus restrictives d'Europe. L'efficacité de son renseignement n'est pas à la hauteur de sa place dans l'Union européenne », explique un dirigeant européen de la communauté du renseignement.

Souvenir de la Gestapo et de la Stasi obligent, un très strict contrôle encadre le travail de ses espions. Quant à la formule « services secrets », elle est proscrite outre-Rhin, car faisant écho aux crimes de l'Allemagne nazie et de la République démocratique allemande. « Le BND est truffé de juristes obsédés par la confidentialité des données ! », s'indigne un ex-agent de la CIA, basé à Rome, qui qualifie l'agence allemande de « pires espions d'Europe, au regard du poids de leur pays ». Un ancien directeur des opérations du MI6, le renseignement britannique, se souvient de leur réputation de « collectionneurs de timbres », des collecteurs d'informations sans réelle stratégie, tandis qu'un ancien cadre de la CIA relate ses drôles d'interactions avec des espions tellement sages qu'il les compare... à des universitaires. « Lors de leur création, ils n'étaient pas vraiment conçus pour être un service opérationnel, en raison des craintes liées à l'héritage

nazi. Ils ont donc été volontairement maintenus dans une position de faiblesse », témoigne Ralph Goff, ex-chef des opérations de la CIA pour l'Europe et l'Eurasie.

Le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt disait ainsi qu'il en apprenait davantage en lisant la presse suisse qu'en consultant les rapports du BND. Aujourd'hui encore, lorsque des projets d'attentat sont déjoués sur le sol allemand, c'est presque toujours grâce à des informations transmises par des services étrangers, souvent américains, comme l'a rapporté le *Spiegel*.

S'ÉMANCIPER DES AMÉRICAINS

Le cadre juridique n'est pas le seul point faible. Deux ex-cadres de la DGSE citent le « tempérament allemand », supposément moins adapté aux coups tordus de l'espionnage. Le 23 février 2022, l'assaut russe à Kiev prend de court l'ancien patron du BND, Bruno Kahl. Une unité spéciale doit être envoyée dans la capitale ukrainienne, par voie terrestre, pour l'évacuer. Encore plus gênante, l'affaire « Puffotter » : le 21 décembre 2022, Carsten Linke, officier du BND, est arrêté. Il informait Moscou sur certaines positions stratégiques en Ukraine. Une trahison décelée par...un service occidental.

L'urgence de la réforme est manifeste. Outre l'augmentation des budgets alloués à l'espionnage, elle permettrait aux services secrets de se passer du contrôle du Parlement dans des situations exceptionnelles – pour procéder par exemple à des mises sur écoute ou à des filatures. Le projet est l'un des symboles du *Zeitenwende* (« tournant historique »), comme l'a qualifié le gouvernement en 2022, en réaction à l'invasion russe de l'Ukraine. Il vise aussi à garantir l'émancipation vis-à-vis de la CIA et du président américain... que le BND espionnait à bord d'Air Force One, grâce à une faille cyber, jusqu'en 2014, comme vient de le révéler le journaliste Holger Stark. Qui a dit les Allemands incapables de coups tordus ? ★ E. T.

Pologne

« Ils ont été affaiblis » : népotisme et menace russe

Les agents polonais reviennent de loin, leur coopération avec l'Europe ayant ralenti après de nombreuses années de gouvernement national-conservateur.

Eté 1990. Alors que les États-Unis s'efforcent de constituer une coalition pour répondre à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, six officiers américains se retrouvent piégés en Irak. Tous sont en possession d'informations qui pourraient faire échouer l'opération « Tempête du désert ». La CIA sollicite l'aide de la Pologne, pourtant adversaire de la guerre froide. Le pays est réputé pour l'excellence de ses espions. L'un d'entre eux est dépêché sur place afin de secourir les six Américains. C'est l'une des nombreuses anecdotes détaillées par John Pomfret dans son livre de 2021, *From Warsaw with Love*, pour illustrer l'alliance américano-polonaise en matière de renseignement, de la guerre froide au milieu des années 2000. Le journaliste et ancien contributeur du *Washington Post* dépeint des espions polonais prêts à tout pour satisfaire leur allié outre-Atlantique. La fiabilité déclinante de l'administration Trump n'y a rien changé, ou presque.

Le directeur de la CIA, John Ratcliffe, était en janvier en déplacement à Varsovie pour échanger avec le ministre de la Défense polonais, en pleine reprise des tensions sur le flanc est de l'Otan. « Les services polonais sont très pro anglo-saxons et conduisent des opérations à leur demande, parfois en dehors de leurs priorités habituelles, notamment le nucléaire iranien », explique Cyril Gelibter, docteur en histoire du renseignement. En 2002, l'espionnage polonais met à la disposition de la CIA une villa au nord du pays, transformée en lieu d'interrogatoires de dignitaires d'Al-Qaïda. Les Américains semblent avoir rendu la pareille à leurs alliés plus récemment. Le 16 mars 2023, Varsovie annonce l'interpellation d'un commando de saboteurs russes... au lendemain d'une visite de William Burns, le patron de la CIA.

EXPERTISE INCONTESTÉE

Si le renseignement polonais ne dispose pas d'un service « global », à

même d'opérer partout dans le monde, son expertise du dossier russe est incontestée. Et son savoir-faire en matière de recrutement d'espions, cultivé auprès du KGB pendant la guerre froide, apprécié. Le pays partage une frontière avec l'enclave russe de Kaliningrad et avec la Biélorussie. A l'été 2024, le renseignement polonais a débusqué une autre opération de sabotage du renseignement militaire russe, qui consistait à dissimuler des explosifs dans des boîtes de maïs.

Une expertise qui n'a pas manqué d'agacer leurs adversaires : lorsque l'Ukraine envahit la ville russe de Koursk, en août 2024, les médias moscovites décrivent une opération menée par la CIA, le MI6 britannique... et l'Agencja Wywiadu polonaise. « S'intéressent-ils à la collecte de renseignements sur l'Afrique subsaharienne, sur l'Asie ? Non. Mais ils sont performants sur le dossier russe », résume un ancien ponton du renseignement britannique. Selon John Pomfret, l'Agencja Wywiadu serait très bien introduite au sein du pouvoir biélorusse, allié indéfectible de Moscou.

La coopération avec l'Europe a pourtant fonctionné au ralenti ces dernières années. « Le renseignement polonais se remet de nombreuses années de gouvernement national-conservateur, dominé par Droit et justice », note Artur Gruszczak, chercheur à l'université Jagellonne de Cracovie. Ce parti était au pouvoir de 2015 à 2023. « Au cours de cette période, les services secrets ont été très affaiblis et ont perdu de nombreux officiers supérieurs, démissionnaires en raison de la politisation et du népotisme ambiants. L'euro-scepticisme du gouvernement a entraîné une baisse du niveau de coopération avec les pays de l'UE », complète-t-il. La Pologne a par exemple refusé de prendre part au Collège du renseignement en Europe créé à l'initiative d'Emmanuel Macron en 2017. De sources concordantes, la coopération avec la France s'est récemment améliorée. ✱ E.T.

➔ Après une visite du patron de la CIA, William Burns (à dr.) au président polonais Andrzej Duda (à g.), en mars 2023, Varsovie annonçait l'interpellation de saboteurs russes.



A la poursuite de John le Carré

Parce qu'il a été l'un des leurs, l'écrivain britannique fascinait les agents secrets du Vieux Continent, ravis de son regard ironique sur la CIA.

Révélation sur un super consultant du renseignement ●

Les espions et l'écrivain. En ce tout début des années 1990, la guerre froide agonise, les démocraties occidentales cherchent à anticiper la fin de l'histoire, alors pourquoi ne pas consulter le romancier le plus pointu sur ces affaires ? John le Carré débarque au palais du Quirinal, à Rome, avec un exemplaire dédicacé de *La Taupe*, son opus sur un traître au sommet du MI6, vendu à plus de 5 millions de copies. Pendant le déjeuner, le président de la République italienne, Francesco Cossiga, le presse de questions : les espions italiens sont-ils bons ? Comment mieux les contrôler ? Pourrait-on vivre sans espions ? A ses côtés, la trentaine de convives, l'ensemble de l'état-major des services de renseignement italiens, reste coite. Seul un homme ose saluer l'homme de lettres, ému. « Toute ma vie... Le moindre mot que vous ayez écrit... La moindre syllabe, dans ma mémoire... », balbutie l'agent secret, selon le récit qu'en fait le Carré dans son autobiographie, *Le Tunnel aux pigeons*.

Il existe de nombreux exemples d'écrivains passionnés par l'espionnage. Des agents secrets fascinés

par un romancier, c'est plus rare. Et pourtant. Dans de nombreux pays d'Europe, les espions ont consulté, choyé John le Carré. Passeulement en raison de ses 60 millions de livres écoulés. « Les livres de le Carré, à chaque fois, on se jetait dessus. On s'y reconnaissait, on se disait : "Ça aurait pu être nous", nous raconte Alain Chouet, chef de service à la DGSE jusqu'au début des années 2000 et auteur d'un joli article dans le Cahier de l'Herne consacré à l'écrivain anglais, en 2018.

A la différence d'un Gérard de Villiers, auteur de plus de 200 opus de sa série SAS, les exploits d'un prince autrichien accessoirement collaborateur de la CIA, John le Carré propose une plongée ultra-réaliste dans le quotidien des services de renseignement. Les bons termes, des montages crédibles, les mêmes dilemmes moraux. Et pour cause : entre 1958 et 1964, David Cornwell, son vrai nom, a appartenu au MI5, le contre-espionnage, puis au MI6. « Ce que raconte le Carré de la façon dont fonctionne le renseignement est très réaliste. Le terme de "taupe" par exemple est vraiment utilisé », note Matthew Dunn, ex-officier du MI6 devenu auteur de polars



Etienne Girard

Directeur
adjoint
de la rédaction

d'espionnage. Même les expressions totalement inventées par le Carré – « chasseurs de scalps », pour les hommes de main ou « lampistes », pour les spécialistes de la surveillance physique – renvoient à des tâches bien connues des initiés.

MOSCOU LUI FAIT LES YEUX DOUX

Plus que le monde du renseignement en général, John le Carré dépeint un microcosme spécifique : le milieu de l'espionnage européen, marqué par la guerre froide... et la domination de la CIA. « S'il y a une constante dans l'œuvre de le Carré, c'est bien l'opposition entre l'Angleterre et les Etats-Unis, avec en creux une critique de l'impérialisme américain », note Dorothée Huchet, professeure agrégée d'anglais, auteur d'une thèse sur l'œuvre de le Carré. Les espions se régalaient de son ironie, les plus illustres cabotinent à l'idée de devenir un personnage. Ainsi, Markus Wolf, le patron de la Stasi est-allemande, est flatté d'être comparé à Karla, l'antagoniste du KGB dans l'œuvre de le Carré. « Je ne suis pas certain d'être lui », répond-il avec coquetterie au média *Time*, en 1991. Quelques années plus tard, le maître espion contresignera des exemplaires de *La Taupe* avant leur mise aux enchères par Sotheby's, en 2021, comme s'il revendiquait la filiation.

Même les hommes de Moscou finissent par lui faire les yeux doux. En février 1997, Evgueni Primakov, ministre des Affaires étrangères de la Russie et ancien patron du renseignement extérieur, est de passage à Londres. Il invite l'écrivain à l'ambassade, fait savoir qu'il s'identifie à George Smiley, l'espion anglais intègre, plutôt qu'à Karla. Façon de suggérer qu'entre le KGB et le MI6, il n'y avait finalement pas tant de différences.

En 2003, John le Carré joue encore les super consultants auprès du Bundesnachrichtendienst (BND), le renseignement allemand. Son directeur, August Hanning, le convie au quartier général de Pullach, village bucolique de

Bavière, pour un « petit déjeuner de travail », comme le romancier l'évoque dans ses Mémoires. Les deux hommes continueront à échanger leurs vues sur la géopolitique et le renseignement, ainsi qu'en attestera leur correspondance, publiée en 2022. L'Allemagne ou le grand amour européen de David Cornwell. L'écrivain a souvent décrit son « coup de foudre » pour la langue germanique, à 13 ans, échappatoire d'un quotidien lesté d'un père escroc qui se vantait de ne jamais lire.

Dès lors, la vie du futur auteur s'inscrit largement au-delà des frontières britanniques, dans la Mitteleuropa : pensionnat en Suisse, service militaire dans le renseignement en Autriche, détachement comme agent du MI6 à l'ambassade de Bonn. « Le Carré

LE RENSEIGNEMENT BRITANNIQUE A TROUVÉ SON INTÉRÊT CHEZ L'AUTEUR DE LA TAUPE : UNE NOTORIÉTÉ MONDIALE

débarque en Allemagne dans un contexte invraisemblable. Les anciens nazis sont discrètement recyclés, la ville de Bonn est gorgée d'agents doubles ou triples. Ça a dû le fasciner », imagine le traducteur Olivier Mannoni, auteur d'un article sur « John le Carré et l'Allemagne », dans le Cahier de l'Herne. Le pays aux 83 millions d'habitants est un lieu récurrent de ses romans, bien davantage que la France, quasi absente de son œuvre.

Les services secrets les plus circonspects face à l'auteur de *L'espion qui venait du froid* auront probablement été le MI5 et le MI6.

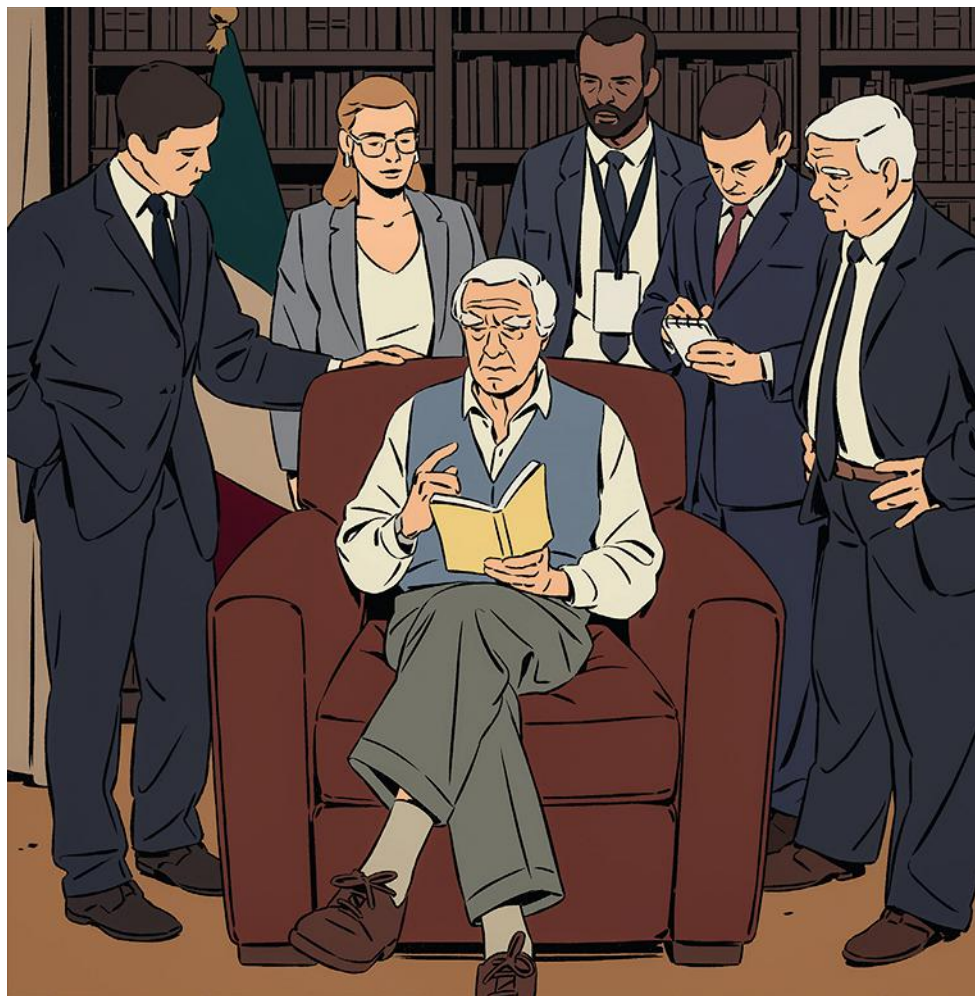
« J'imagine qu'il vaut mieux souiller son propre nid à distance, après l'avoir quitté », enragea John Bingham, ancien mentor de David Cornwell au MI5 et surtout inspiration, y compris physique, du personnage de George Smiley. « Alors comme ça, on est des brutes, c'est ça ? Et des incompetents ? », vociféra un de ses ex-collègues du MI6 lors d'un cocktail. « Une partie de l'establishment anglais a reproché à John le Carré de l'avoir tourné en dérision, mais cette tension s'est apaisée avec le temps. Aujourd'hui, son œuvre est considérée comme un élément de *soft power* en faveur du renseignement britannique », estime Matthew Dunn.

« L'INTÉGRITÉ DE GEORGE SMILEY »

Pour sceller cette réconciliation, Alex Younger, alors patron du MI6, se fend d'un billet dans *The Economist*, en 2017 : « Malgré mon irritation devant l'idée d'une équivalence morale entre nous et nos adversaires qui traverse les romans de John le Carré, je choiserais n'importe quel jour le courage discret et l'intégrité de George Smiley plutôt que les frasques tapageuses de 007. »

Le renseignement britannique avait compris quel parti il pouvait tirer de John le Carré : une notoriété dans le monde entier, y compris auprès des sources qu'il rêvait de recruter. L'intéressé, lui, ne cessera jamais de se considérer au moins autant comme un Européen que comme un sujet de sa Majesté. « En ce moment, j'aimerais mieux être néerlandais, allemand, français ou même polonais que britannique et soumis à ce processus véritablement humiliant dans lequel nous sommes engagés », écrivait-il à un de ses lecteurs, après le Brexit, en 2017.

Ne plus faire partie de l'Europe n'était pas une option : quelques mois avant de mourir, en décembre 2020, John le Carré avait demandé d'adopter la nationalité irlandaise, pour rester ainsi membre de l'UE. ★



Italie

Le sulfureux « Doppio Mike », proche de la CIA et des politiques

Ex-n° 2 des services secrets, Marco Mancini a passé sa carrière à jouer avec les lois, au point d'être emprisonné deux fois. Avant d'être mis à la retraite en 2021.

Un complot fomenté sur une aire d'autoroute ? En mai 2021, la chaîne italienne Rai 3 se passionne pour une vidéo de Matteo Renzi, l'ancien premier ministre, aperçu sur un parking, à 30 kilomètres au nord de Rome. Le sénateur, aux ambitions intactes, porte un masque chirurgical : la scène se déroule le 23 décembre 2020, en pleine épidémie de Covid. Reconnaisant l'écu, une enseignante de passage en voiture l'a filmé. Si les médias se déchaînent, c'est en raison de l'identité de son interlocuteur, à la chevelure mi-longue argentée. Il s'agit de Marco Mancini, 60 ans, dirigeant de la coordination du renseignement (DIS). Un habitué des coups très tordus. Il est placé en retraite anticipée dans les semaines qui suivent. Cinq ans plus tard, Marco Mancini est une petite star, un abonné des plateaux de la Rai, après une tournée triomphale de dédicaces de ses mémoires, *Le Regole del gioco*, les règles du jeu en français. L'agent secret a joué avec toute sa vie, au point d'être

emprisonné à deux reprises. A lui seul, il pourrait incarner les affres du renseignement italien : un mélange des genres avec la politique et une certaine propension à tester les limites des lois qu'il est censé protéger. « J'adore Marco mais c'est un combinard, sans cesse en train d'intriguer pour décrocher un poste », sourit un ex-agent secret.

SÉDUCTION ET RÉSEAUTAGE

Surnommé « Tortellino », du nom des pâtes emblématiques de la région de Ravenne, où il est né, Marco Mancini débute chez les carabinieri, la gendarmerie italienne, en 1979. Il a 19 ans. Il se spécialise dans l'antiterrorisme, à la section de Milan, puis rejoint le renseignement militaire, le Sismi, en 1984. Dans cet univers austère, éloigné des attributs souvent prêtés au tempérament italien, la « méthode Mancini », faite de séduction et de réseautage, se distingue. Chargé du contre-espionnage soviétique, puis recruteur de sources, notamment

au Moyen-Orient, le flamboyant fonctionnaire gravit les échelons, jusqu'à être nommé directeur de l'antiterrorisme et n° 2 officieux. Le 5 mars 2005, son visage apparaît en Une des médias. Vêtu d'un blouson en cuir, sur le tarmac de l'aéroport militaire de Campino, il soutient à bout de bras la journaliste Giuliana Sgrena, libérée après un mois aux mains de djihadistes irakiens.

Un an après, la police débarque à son domicile. On l'accuse d'avoir prêté son concours à l'enlèvement d'un imam égyptien par la CIA à Milan, le 17 février 2003. Connue pour sa proximité du renseignement américain, celui qu'on surnomme également « Doppio Mike », double Mike, en référence à ses initiales, concentre les suspicions. Il est condamné à neuf ans de prison... avant d'être innocenté en cassation, en 2014. Le 12 décembre 2006, nouvelle descente des enquêteurs. Mancini est cette fois soupçonné d'avoir livré des informations secret-défense à un de ses amis, le détective privé Emanuele Cipriani. Le but ? Les transmettre à l'entreprise italienne Telecom, dont le chef de la sécurité est Giuliano Tavaroli... ex-collègue de « Doppio Mike » à Milan. La multinationale a mis en place une collecte occulte de renseignements sur des concurrents ou des journalistes gênants. Selon un employé de Cipriani, le détective rencontrait souvent un certain « Marco » sur une aire d'autoroute. « Tortellino » passe six mois en prison puis bénéficie d'un non-lieu, faute de preuves. Il reprend sa place au sein du service secret, à la consternation des agences européennes. « Le renseignement italien, c'est hélas folklorique, pollué par la politique, la CIA, les acteurs économiques », juge un ancien cadre de la DGSE. En 2014, Mancini est placardisé au DIS, où il s'occupe surtout des finances. La rumeur prétend qu'il aurait voulu négocier un retour en grâce avec Matteo Renzi. Lui n'a jamais voulu révéler la teneur du rendez-vous de l'autoroute. ✱ É.G.



← Le 5 mars, Marco Mancini, qui fut chargé du Moyen-Orient accueille (blouson en cuir) sur le tarmac de l'aéroport militaire de Ciampino une journaliste italienne libérée des djihadistes irakiens.

Slovaquie

Pavol Gaspar, l'inénarrable espion qui consterne l'Europe

Ce trentenaire, grand patron du renseignement slovaque, surprend : tatouage du *Parrain*, enrichissement mystérieux, aucune expérience des services secrets...

Le maître espion conduisait en tongs. L'image a consterné la classe politique : Pavol Gaspar, le patron du Service d'information slovaque (SIS), à côté d'une voiture de sport jaune canari garée en travers d'une route de campagne. Ce 30 août 2025, le trentenaire vient d'entrer en collision avec un autre véhicule près de Nitra, à l'ouest du pays. L'accident a dévoilé l'existence de sa Dodge Challenger SRT Hellcat, jusqu'ici absente de sa déclaration de patrimoine. Une voiture achetée « il y a plus de cinq ans », « coûtant moins qu'une Skoda Superb », affirme-t-il sur Facebook, ironisant : « Gagner de l'argent signifie aller à un travail pour lequel on est payé. »

Sur le réseau social, Gaspar prend régulièrement à partie des personnalités, critique la presse et tourne en dérision ses détracteurs. « Je comprends la panique des députés de l'opposition, mais je ne vais pas la commenter », s'amuse-t-il le 26 août 2024, lors de sa nomination. « Sa communication est plus celle d'un politicien que d'un chef du renseignement », s'indigne Maria Kolikova, députée du parti Liberté et solidarité, ministre de la Justice de 2020 à 2022. S'il exaspère l'opposition, Gaspar bénéficie du soutien sans faille du Smer, le parti au pouvoir. Pour diriger le service secret, l'homme a plus qu'un CV. Il a un lien de parenté et une photo. Gaspar fils s'y affiche avec Gaspar père, l'un des quatre vice-présidents du Parlement, et exhibe ses tatouages. Sur l'avant-bras droit, le visage de Tom Hagen, le *consigliere* dans *Le Parrain*. Sur le bras gauche, celui de son géniteur, Tibor. L'ancien chef de



la police slovaque, empêtré dans les ennuis judiciaires, n'a pu prétendre au poste de patron des services secrets que lui offrait sa proximité avec le Premier ministre Robert Fico.

« C'EST LA FÊTE DU SLIP »

Son fils a donc pris sa place à la mi-2024, en dépit du veto de la présidente progressiste, Zuzana Caputova. « Le gouvernement a modifié les règles internes du SIS afin qu'il puisse d'abord exercer de facto les fonctions de directeur comme adjoint, sans validation présidentielle », explique un ponton du renseignement européen, qui résume : « C'est la fête du slip. » Quand Peter Pellegrini, allié du Smer, remplace Caputova à la présidence, la voie est libre : Gaspar finit par diriger directement. « J'appelle ça être fils de profession », grince le député d'opposition Alojz Hlina.

La manœuvre a fait ressurgir de vieux fantômes. « C'est un retour aux années 1990. Le SIS redevient politique », se désole Jaroslav Malik, ex-haut responsable de la police slovaque. Le service était alors suspecté d'être à l'origine de l'enlèvement du fils du président et d'avoir de forts liens avec la mafia. Madeleine Albright, secrétaire

↑ Pavol Gaspar (à g.), directeur du Service d'information slovaque, pose avec son père Tibor Gaspar, député du Smer, le parti au pouvoir.

d'Etat américaine, avait qualifié la Slovaquie de « trou noir au cœur de l'Europe ».

Le parcours de Pavol Gaspar a peu de rapport avec le monde du renseignement. Auteur d'une thèse sur la corruption – que la presse slovaque l'accuse d'avoir plagiée, ce qu'il nie –, il effectue deux ans dans la police. « Il ne manifestait pas d'intérêt particulier pour l'apprentissage des méthodes d'enquête. Son niveau professionnel était, d'après moi, insuffisant », estime auprès de L'Express Peter Sloser, ancien colonel de police, chargé de son encadrement. Gaspar devient greffier dans un tribunal, puis avocat. Son patrimoine étonne. Villa surplombant la ville de Nitra, appartement en ville, maison de campagne... Ces acquisitions ont toutes eu lieu lorsque Gaspar travaillait dans le secteur public, avec un salaire modeste. « Je ne suis pas obligé d'expliquer les détails aux médias », a-t-il protesté.

Ces frasques ont des conséquences bien au-delà des frontières. « Le renseignement slovaque est soumis à une forte influence politique, ce qui réduit considérablement son efficacité », tance un ex-directeur du renseignement extérieur polonais. « Sa nomination est considérée comme politique, son rôle est de subordonner le service aux intérêts du chef du parti au pouvoir », poursuit-il.

La presse slovaque indique que le partage d'informations avec les partenaires européens aurait beaucoup diminué depuis son arrivée. « Du théâtre politique », a-t-il démenti dans un entretien télévisé en octobre. Gaspar parle en expert. Quand, à l'automne, l'opposition a organisé une manifestation demandant sa démission à Bratislava, il a fait retirer les drapeaux de l'Otan et de l'UE du siège de ses services. D'après un communiqué du SIS, la mesure visait à dénoncer les ingérences des agences étrangères. Quitte à transformer la Slovaquie à nouveau en trou noir ? *

ALEXANDRA SAVIANA

Roumanie

« Pufi », le faux général créé par un ex-député

Cristian Rizea discréditait le renseignement roumain sur TikTok, se disant informé par un officier. Une manœuvre du Kremlin ?

Il aura fallu un démenti officiel pour mettre fin à ses affabulations. Le 17 mars, une commission parlementaire chargée du contrôle du renseignement intérieur roumain, le SRI, est venue contredire les propos tenus sur TikTok par le très remuant Cristian Rizea, ex-diplômé de Polytechnique à Bucarest. Cet ancien député social-démocrate, condamné pour corruption en Roumanie avant de s'enfuir en Moldavie, s'en prenait depuis plusieurs semaines aux services de renseignement roumains, en s'efforçant de ternir leur réputation.

A coup de vidéos truffées d'images glanées sur Google mais aussi de faux documents, dont une prétendue lettre d'officiers bricolée à la va-vite, Cristian Rizea insinuait l'existence de groupes d'influence et de réseaux occultes au sein de ces mêmes services et de liens compromettants entre des cadres du SRI, des responsables politiques et des hommes d'affaires. Torse nu, tatouages apparents, le vidéaste en herbe répandait également des rumeurs de trafic de drogue et de toxicomanie au sein du renseignement et du pouvoir roumains. Autant de pseudo-indiscrétions récoltées auprès d'un général, surnommé « Pufi ».

« FICTION GROSSIÈRE »

Après enquête, la commission a rendu son verdict : le haut gradé n'existe pas et ses prétendues révélations sur la corruption des services secrets roumains relèvent d'une « fiction grossière » et de « scénarios dignes d'une série B ». La manœuvre, qui commençait à

séduire une audience substantielle sur TikTok, a été qualifiée de « mensonge de l'année » par *Evenimentul Zilei*, l'un des quotidiens les plus lus du pays.

Dernier fait d'armes pour Cristian Rizea, en mai : avoir perturbé en hurlant un discours de la présidente moldave Maia Sandu au Parlement européen, en s'inventant une casquette de journaliste victime de son régime. L'homme politique a, au passage, qualifié la dirigeante de « dictatrice ». Avant d'être escorté vers la sortie.

Depuis, les médias moldaves relèvent la concomitance systématique entre les agitations de Rizea et la propagande de Moscou. En février 2022, la journaliste Emilia Sercan avait été victime d'un « kompromat » grossier après avoir révélé un plagiat de l'ancien Premier ministre Nicolae Ciuça. De vieilles photos intimes avaient été publiées sur un obscur site Internet. Selon l'ONG suédoise Qurium, ce site appartenait à une société... de Cristian Rizea. ✱ E.T.



Finlande

Grâce au loto, il chasse les espions

Agent secret à la retraite, Veikko Palko a remporté 61 millions d'euros en 2014.

LE SUPO EN CHIFFRES

571
salariés

43 ans
de moyenne
d'âge

> 60
millions d'euros
de budget
annuel

SOURCE : SUPO

Quelques millions d'euros pour occuper intelligemment sa retraite. En 2014, Veikko Palko, un agent du contre-espionnage finlandais, dont la carrière avait pris fin en 1999, a repris du service en gagnant à l'Eurojackpot. Les 61 millions d'euros remportés grâce à cette loterie européenne lui ont permis de renflouer sous le manteau le service de renseignement intérieur finlandais, le Supo. L'occasion de renouer avec sa grande spécialité : la détection d'agents illégaux infiltrés, essentiellement russes.

Jusqu'à son décès en 2024, à 83 ans, Veikko Palko a financé en douce les activités de contre-espionnage de son pays. L'affaire, mise en lumière fin 2025 par le quotidien *Helsingin Sanomat*, a fait les gros titres des médias finlandais. Une fondation mise sur pied par ses soins distribuait des bourses d'études aux professionnels du renseignement. Une partie de la somme a également été injectée dans l'achat de matériel destiné à des opérations de contre-espionnage.

Un mélange des genres jugé « regrettable » par Juha Martelius, qui dirige aujourd'hui le Supo. Son prédécesseur, Antti Pelttari, a été interpellé par la police dans le cadre d'une vaste enquête criminelle sur ce dossier. Il est soupçonné d'abus de confiance et de haute trahison, en raison de potentielle divulgation de secrets d'Etat... à son mécène Veikko Palko. Ces activités occultes ont été dénoncées... à la télévision russe, bien tuyautée par les services secrets. L'histoire ne dit pas si l'intégralité du jackpot a été dépensée. ✱ E.T.

← Sur TikTok, cet ex-élu social-démocrate condamné pour corruption insinuait l'existence de réseaux occultes au sein des services roumains.



Collège du renseignement en Europe

Bienvenue dans l'Erasmus des espions

Le projet a été imaginé par Emmanuel Macron dès 2017 pour enjoindre les services secrets européens à collaborer davantage.

Il est installé au cœur de Paris, dans l'imposante enceinte de l'Ecole militaire. Le Collège du renseignement en Europe voit défiler depuis 2019 des agents secrets, officiers et fonctionnaires européens amenés à prendre des responsabilités et à devenir, pour certains d'entre eux, maîtres espions dans leur pays.

Dès son arrivée au pouvoir, en 2017, Emmanuel Macron a un projet pour les services secrets de toute l'Europe : les initier aux joies du réseautage en les faisant sortir de leurs cénacles habituels, dont le très prestigieux mais tout aussi discret club de Berne, un séminaire semestriel entre dirigeants du renseignement. « L'initiative est partie d'un constat : la coopération en matière de renseignement au niveau de l'Union européenne était au point mort, en raison de contraintes juridiques et de préoccupations sécuritaires exprimées par plusieurs Etats membres. Il fallait que les services se parlent davantage », explique Artur Gruszczak, chercheur à

l'université Jagellonne de Cracovie et premier universitaire à dresser le bilan de l'initiative élyséenne, en avril. « Ce qui manque le plus à l'Europe aujourd'hui, cette Europe de la défense, c'est une culture stratégique commune », lançait Emmanuel Macron le 26 septembre 2017 dans son discours de la Sorbonne, pour annoncer le lancement à venir du Collège.

MÉFIANCE DE LA POLOGNE

Sur les bancs de l'établissement, le programme d'une vingtaine de cours porte aussi bien sur les spécificités de l'Arctique, de la Mer noire ou de zones stratégiques pour la communauté du renseignement, que sur les capacités de pointe prises par les directions techniques des services. 89 services se prêtent en tout au jeu, de 31 pays. L'Irlande et la Pologne font en revanche l'école buissonnière. Pour des raisons bien distinctes. Par manque d'intérêt pour les agents du renseignement irlandais, dont ceux de la

Garda, la police nationale du pays, qui bénéficient déjà à l'année de formations britanniques et américaines. Par méfiance en ce qui concerne la Pologne, qui garde ses distances par rapport à l'initiative lancée par Emmanuel Macron et n'a pas l'intention de la rejoindre.

Un des objectifs assumés du Collège ? Renforcer les liens entre espions, pour mieux désamorcer de futurs conflits. « C'est un effet à moyen-long terme. Les gens se connaissent, lorsqu'il y aura un problème, ils pourront prendre leur téléphone », expliquait à L'Express François Fischer, le directeur, lors du Forum de Paris pour la défense et la stratégie, en mars. La formation s'efforce d'être pratique. Au-delà des simples cours magistraux, des retours d'expérience sur de grands événements d'ampleur, dont les Jeux olympiques de Paris de 2024, ont également été organisés.

L'institution évolue avec son temps : un cours en apparence plus léger, centré sur les attentes de la génération Z vis-à-vis des services de renseignement sera prochainement prodigué. Une approche essentielle, alors que les services secrets peinent à retenir les plus jeunes recrues. « Une attention particulière est accordée aux aspects émergents du métier du renseignement, notamment l'innovation technologique, les transformations en profondeur qu'implique l'IA, l'évolution des formes de radicalisation ainsi que les avancées dans les domaines cognitifs et de lutte contre la désinformation », poursuit Artur Gruszczak.

La limite : les échanges portent sur des informations confidentielles, mais aucun élément classé secret-défense en France ne peut être partagé. « Ces activités visent plutôt à sensibiliser les professionnels du renseignement aux menaces contemporaines », poursuit le chercheur polonais. Avec un bémol, non négligeable : « Certains participants peuvent être déçus par l'absence de révélations spectaculaires ou d'idées susceptibles de changer le cours de leur carrière. » **E. T.**

↑ **L'un des objectifs de ce Collège, inauguré par le chef de l'Etat français en 2019 : développer le réseautage entre agents du renseignement.**

Les agents de Poutine contre l'Europe

Des espions, mais pas que. Dès l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, Poutine comprend que la victoire se joue aussi plus à l'ouest. Il lance alors ses services secrets à l'assaut de l'Europe.

Des tueurs assassinent les opposants, des saboteurs mènent des opérations terroristes. La « guerre hybride » devient aussi plus sournoise. Campagnes TikTok, faux tags, influenceurs payés... Partout sur le Vieux Continent, le renseignement militaire russe tente d'influencer le débat public ●

● INGÉRENCES



POLOGNE 🇵🇱 - 6 MAI 2024

Le juge Tomasz Szmydt, chargé des habilitations secret-défense, fuit en Biélorussie. Il ouvre un compte Telegram de propagande prorusse.



ROUMANIE 🇷🇴 - 24 NOVEMBRE 2024

La Russie déstabilise la présidentielle roumaine, via la propagande en ligne, notamment sur TikTok.



HONGRIE 🇭🇺 - 21 MARS 2026

Le ministre des Affaires étrangères hongrois rapporte à son homologue russe les débats du Conseil européen, en l'appelant pendant les pauses.

● SABOTAGES



ROYAUME-UNI 🇬🇧 - 20 MARS 2024

Un incendie ravage un entrepôt à Leyton, abritant du matériel pour l'Ukraine.

● ASSASSINATS



ALLEMAGNE 🇩🇪 - MAI 2024

Les Etats-Unis informent Berlin du projet russe de tuer Armin Papperger, PDG de Rheinmetall.

● ESPIONNAGE



AUTRICHE 🇦🇹 - 29 MARS 2024

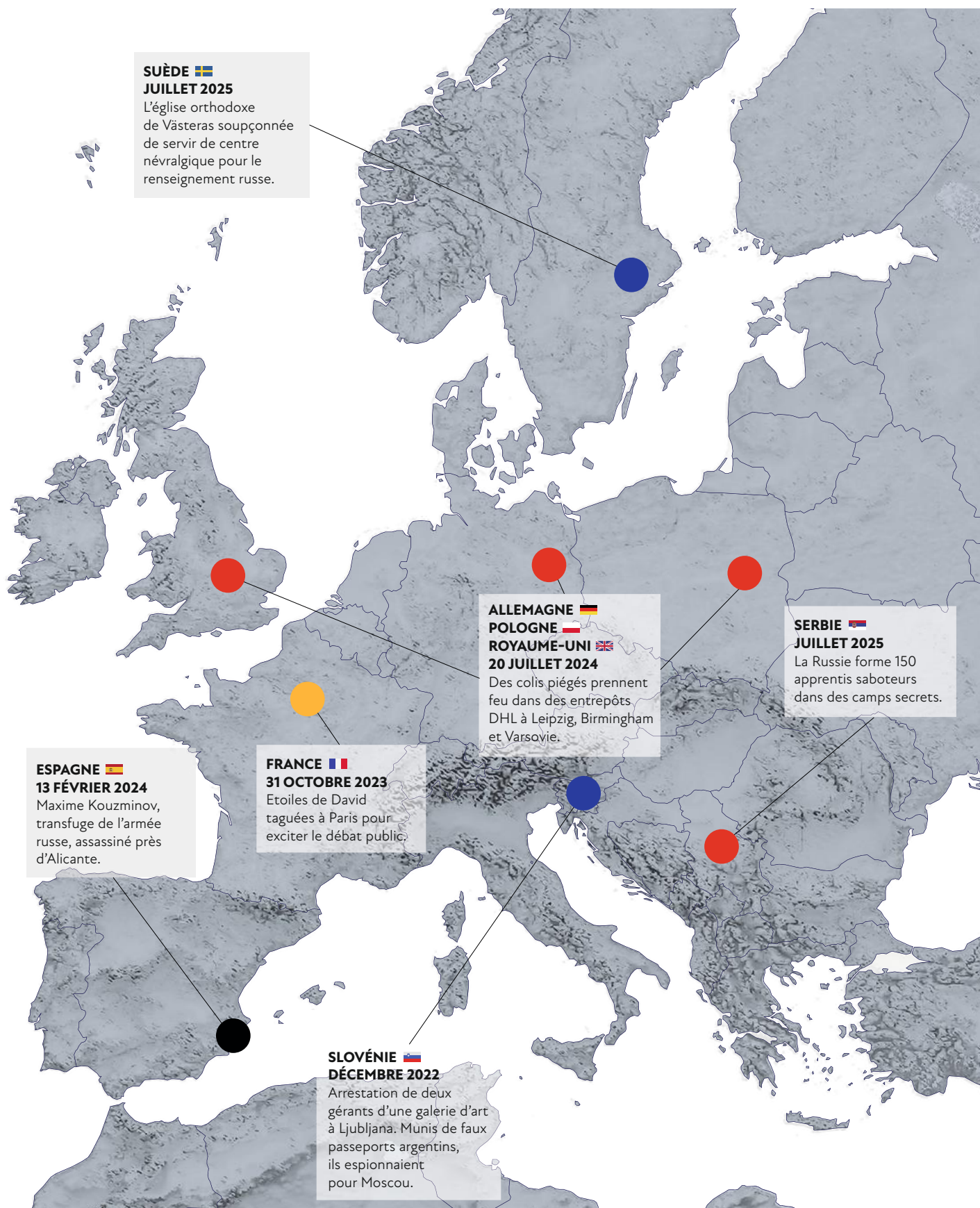
Démantèlement du réseau d'espionnage et d'actions violentes animé par le banquier Jan Marsalek.



LETTONIE 🇱🇻 - AOÛT 2025

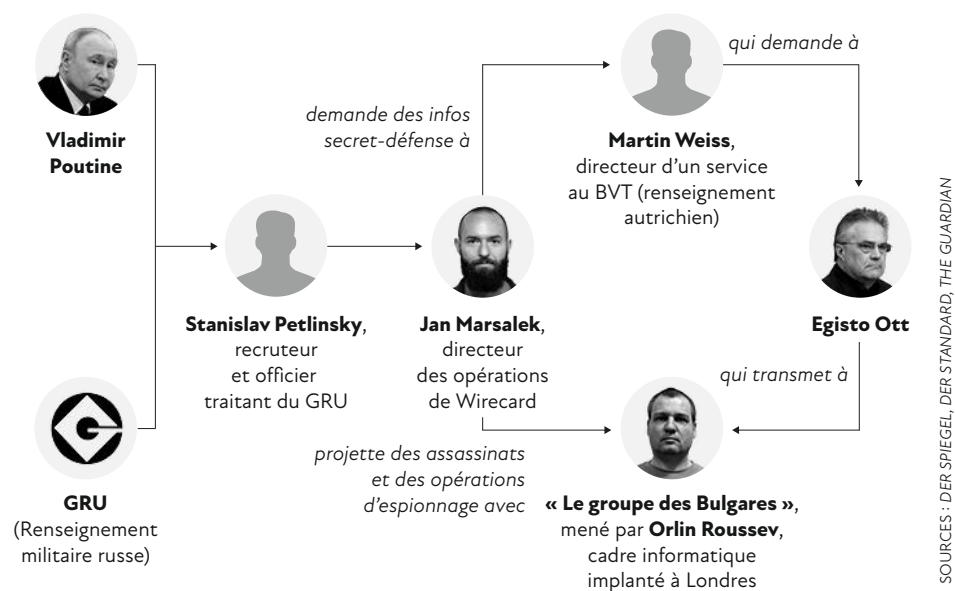
Les « antifascistes baltes », un groupe prorusse, espionnent les installations militaires et les milieux pro-Ukraine, sur commande d'un agent du FSB.





Le réseau Marsalek, tête de pont de l'espionnage russe en Europe

Le GRU téléguidé une cellule d'espions et de tueurs en Europe en utilisant des intermédiaires



Autriche

« Dottore » Egisto Ott, la taupe de Poutine à Vienne

Cet agent secret autrichien agissait au sein d'une « cellule » du Kremlin dédiée à l'espionnage et aux assassinats. Il a été condamné à plus de quatre ans de prison.

Tout a commencé par un naufrage. En juillet 2017, le cabinet du ministre de l'Intérieur autrichien, Wolfgang Sobotka (ÖVP, droite parlementaire), organise une sortie en canoë sur le Danube. Une embarcation chavire, les téléphones de Michael Takacs, futur directeur général de la police, du chef de cabinet et d'un troisième conseiller tombent à l'eau. Ils sont confiés à un informaticien du BVT, le renseignement intérieur. Cinq ans plus tard, en juin 2022, les trois appareils refont surface... à Moscou, selon des messages interceptés par des enquêteurs britanniques, en 2023. Au cœur du scandale, Egisto Ott, un agent du BVT, conseiller d'un chef de service aux larges attributions, très fortement soupçonné d'être une

taupe du Kremlin, le dernier maillon d'une « cellule » dédiée à l'espionnage et aux assassinats, peut-être la plus importante de Moscou en Europe.

Janvier 2026 à la cour d'assises de Vienne. Egisto Ott, 64 ans, comparait. Verbe haut, mâchoire carrée et tenue entièrement noire. Outre l'affaire des smartphones, qu'il reconnaît avoir eu en sa possession mais qu'il aurait détruits, on l'accuse d'avoir récupéré des informations secrètes sur des dissidents russes pour le compte du renseignement

L'AFFAIRE RACONTE À LA FOIS LA MÉTICULOSITÉ ET LE CULOT FOU DES AGENTS DE MOSCOU

de Moscou. Une note sur la meilleure méthode pour réussir des assassinats ciblés à l'étranger a même été retrouvée dans son ordinateur. Ott, alias le « Dottore », le docteur en italien, comme il était surnommé au BVT en raison de ses origines transalpines, plaide de simples « infractions administratives ». Il dément tout lien avec le Kremlin. Peu crédible selon les jurés : il est condamné à quatre ans et un mois de prison ferme.

Lors de sa première interpellation, en janvier 2021, Egisto Ott a tenté de détruire son téléphone portable. Rare moment de panique d'un agent secret arc-bouté sur sa légende : il aurait mené des « opérations secrètes », trop sensibles pour être consignées. Selon l'historien autrichien Thomas Riegler, auteur de *Vienne : un guide historique de voyage sur l'espionnage*, cette stratégie « rappelle les méthodes enseignées dans les manuels de renseignement russes lorsque la situation se complique : nier, semer de fausses pistes, passer à l'offensive ».

DÉFI AU CONTRE-ESPIONNAGE

L'affaire raconte à la fois la méticulosité et le culot fou des agents de Moscou. Egisto Ott n'a jamais été pris en flagrant délit de contact direct avec le renseignement russe ; leurs cellules fonctionnent comme un long circuit où plusieurs intermédiaires doivent brouiller les liens entre les espions et leurs taupes. On constate également avec sidération que plusieurs des faits les plus graves imputés à Ott ont été commis... après son arrestation. Comme un défi au contre-espionnage autrichien, il est si compromis dans cette histoire que Vienne a été exclue pendant plusieurs années du club de Berne, l'amicale de coopération des services de renseignement européens.

Egisto Ott appartient à la catégorie d'agents qu'on dit « controversés ». Trop foutraque pour prétendre à des responsabilités, mais pas assez pour justifier un licenciement. Une « patate chaude », écrit le

quotidien *Der Standard*, ballottée de service en service au BVT. Au début de sa carrière dans le contre-espionnage, dans les années 1990, il s'occupe des pays de l'ex-URSS. En 2001, il file en Italie, comme officier de liaison, un poste qu'il retrouvera à Ankara de 2010 à 2012.

Devant le tribunal, Peter Gridling, directeur du service secret entre 2008 et 2020, décrit un agent déjà « cultivé » par la Russie lorsqu'il exerçait en Turquie. Il aurait rencontré des émissaires de Moscou de manière « anormale », sans jamais que le BVT ne prenne de quelconque mesure. Début 2017, la CIA prévient l'Autriche : Ott se renseigne étrangement sur Dmitry Senin, un cadre du FSB en disgrâce réfugié au Monténégro. Avec cette précision troublante : certains documents en sa possession... ne peuvent émaner que du renseignement russe. Les services secrets américains menacent même de se décommander d'un sommet international sur la sécurité si le « Dottore » est présent. Là encore, Ott, à l'époque chargé des infiltrations en milieu djihadiste, n'est pas inquiet. Entre-temps, il s'est rapproché de Martin Weiss, directeur d'un grand service au BVT, incluant le terrorisme, l'exploitation du renseignement ou les partenariats étrangers. Ensemble, ils vont mener un premier coup inouï : tenter un putsch au sein du service secret, au profit de l'extrême droite.

Le 28 février 2018, la police débarque au BVT munie d'un mandat de perquisition. On soupçonne diverses malversations. Les enquêteurs se saisissent d'un disque dur contenant tous les échanges entre le service de renseignement et ses partenaires. Plusieurs dirigeants, dont Peter Gridling, sont suspendus. Première surprise : le service de police chargé des investigations est spécialisé dans... la délinquance sur la voie publique. Il est dirigé par un proche du FPÖ, le parti d'extrême droite. Ce n'est pas une coïncidence. En décembre 2017, Herbert Kickl, le patron du FPÖ, a été nommé ministre de l'Intérieur. A la même

LE RENSEIGNEMENT AMÉRICAIN MENACE DE BOYCOTTER UN SOMMET SUR LA SÉCURITÉ SI OTT Y EST PRÉSENT

période, un dossier anonyme parvient au parquet anticorruption. Une expertise ultérieure l'estimera rédigé par... Egisto Ott. Martin Weiss se présente comme témoin à charge, il dénonce des irrégularités. Las !, la perquisition est déclarée illégale en août 2018. Le BVT n'y survivra pas, remplacé en 2021 par une autre entité, le DSN.

UNE IMMENSE FRAUDE DÉVOILÉE

Le Kremlin a-t-il œuvré en sous-main pour déstabiliser le BVT ? Telle est l'analyse de plusieurs services de renseignement européens. Au centre du système, un homme-clé, Jan Marsalek. Ce directeur des opérations de Wirecard, multinationale spécialisée dans le paiement bancaire, est une éminence grise du FPÖ. Pendant plusieurs mois, il convainc ses dirigeants de l'urgence de nettoyer le BVT, aux mains d'un « Etat profond ». Marsalek, né en 1980, est alors devenu un intime de Martin Weiss. Il est surtout un des plus précieux espions en Europe du GRU, le renseignement militaire russe. Selon plusieurs services secrets occidentaux, il aurait été recruté, vers 2010, par le général Stanislas Petlinsky. Lui seul a des contacts directs avec Moscou.

Courant 2018, Jan Marsalek embauche Daniel Weiss comme conseiller d'une de ses sociétés. Egisto Ott devient leur factotum au BVT. Officiellement, le « Docteur » a été éloigné des centres de commandement, il exerce désormais à l'académie de police autrichienne. Mais il conserve ses accès à la base de données du service secret et poursuit des enquêtes parallèles. Affublé de l'alias « John Green », censé cacher son identité, Weiss lui fournit des listes de noms sur lesquels se renseigner.

Tout paraît s'écrouler en juin 2020, lorsqu'est dévoilée une

immense fraude de Wirecard, estimée à 1,9 milliard d'euros. Jan Marsalek en est des principaux responsables. Avec l'aide de Daniel Weiss, il s'enfuit depuis un minuscule aéroport en banlieue de Vienne, direction la Biélorussie. Même grillé en Europe, l'homme d'affaires poursuit sa mission d'agent secret. Il commande à distance une équipe d'exécutants bulgares basés au Royaume-Uni, dont les liens avec Egisto Ott s'apprentent à apparaître. « Pourrions-nous, en Autriche, mener une enquête sur un certain Christo Grozev ? », demande Weiss à Ott, en décembre 2020. Christo Grozev est un journaliste d'investigation bulgare, connu pour avoir révélé l'identité des espions russes auteurs de l'attentat de Salisbury (Royaume-Uni), contre le transfuge Serguei Skripal, en mars 2018. Ott s'exécute, récupère l'adresse de Grozev, réfugié en Autriche, prend des photos de son domicile. Le 11 juin 2022, « l'équipe bulgare » de Marsalek cambriole l'appartement du journaliste et dérobe un de ses ordinateurs.

Quelques jours plus tôt, Jan Marsalek écrit à Orlin Roussev, le chef du commando bulgare, officiellement consultant informatique au Royaume-Uni, que les « trois téléphones volés au ministère de l'Intérieur » sont prêts à être récupérés à Vienne. Le commando de Roussev se rend alors... au domicile de l'ex-gendre d'Egisto Ott, laissé parfois à la disposition de l'agent secret. Les hommes de main y déposent 50 000 euros dans un sac en papier McDonald's. En novembre 2022, nouvelle virée à Vienne chez l'ex-gendre, cette fois pour récupérer un ordinateur ultra-crypté, conforme à ceux de l'Otan, sur lequel Egisto Ott avait mis la main. Durant son procès, l'officier de renseignement ne cessera de nier ces échanges, mettant en avant l'absence de relation directe entre « l'équipe bulgare » et lui. Il est vrai que seul un nom de code est mentionné entre Marsalek et Roussev, pour désigner leur taupe à Vienne : « L'Italien ». ✱ É. G.

50 000

La somme
en euros et en
liquide déposée
par des agents
russes chez
un proche
d'Egisto Ott,
en juin 2022



Alertes

CIA, MI6, DGSE... Qui savait quoi des plans de Poutine en Ukraine ?

Les services américains et britanniques ont sensibilisé plusieurs fois leurs partenaires à une invasion russe. Seuls les pays Baltes les ont crus. Enquête.

La réunion en visioconférence a été convoquée à la dernière minute. Cet après-midi de mars 2021, interloquée par les 100 000 soldats russes massés à la frontière ukrainienne, Londres réclame une discussion avec son allié américain. Lors de cette rencontre, un analyste militaire britannique s'inquiète d'une attaque imminente. Un débat s'engage. D'autres espions de sa Majesté assurent qu'il ne s'agit que d'une démonstration de force – un avis partagé par les Américains. Ce printemps-là, un retrait progressif des Russes leur donne raison. « Cela nous a alertés sur l'imminence d'un événement majeur et nous a permis de recentrer nos efforts de collecte de renseignement bien avant le début des hostilités », raconte John Foreman, alors attaché de défense britannique à Moscou, présent à la réunion.

Six mois plus tard, les services de renseignement britanniques et américains déploient des efforts inédits pour convaincre le reste des Européens de l'imminence d'une attaque. William Burns, le patron de la CIA, enchaîne les réunions entre Moscou et le Vieux Continent. Richard Moore, celui du MI6, prêche la même parole. « Nous avons déclassifié des renseignements à un niveau qui n'avait jamais été atteint auparavant », se rappelle Chris Ordway, ex-haut responsable chargé de la Russie et de l'Ukraine au ministère de la Défense britannique.

Chez certains, la campagne fonctionne : sensibilisés à la menace russe par leur proximité géographique, les pays Baltes sont convaincus. Lors de la publication de leur rapport annuel, le 22 février 2022, les services estoniens s'alarment d'un risque d'invasion russe pouvant

↑ William Burns (à g.), le patron de la CIA, et son homologue du MI6 Richard Moore ont déployé des efforts inédits pour convaincre les Européens de l'imminence d'une attaque.

arriver d'un instant à l'autre. Elle aura lieu deux jours plus tard.

Mais pour d'autres, Londres et Washington crient au loup. Viktor Orban, le russophile Premier ministre hongrois, revient rasséréiné d'un voyage à Moscou début février 2022. En Italie, la commission parlementaire de renseignement publie au même moment un rapport s'inquiétant du « déploiement d'une présence militaire russe importante à proximité de la frontière », mais estime une « attaque de grande envergure [...] peu probable ». Varsovie n'y croit pas non plus et ne révisé son évaluation que deux semaines avant l'invasion. Le jour même, la panique polonaise est telle qu'un officier de renseignement détruit le matériel de chiffrement de l'ambassade de Kiev à coups de masse, pour éviter qu'il ne tombe entre les mains des Russes.

Le camp des sceptiques est guidé par deux grandes nations : l'Allemagne et la France, convaincues qu'une attaque russe sur l'Ukraine serait irrationnelle. Persuadés que Moscou est lancé dans une série de provocations et que la diplomatie pourrait calmer Poutine, les deux pays refusent d'entendre les alertes. A Berlin, la confiance est telle que Bruno Kahl, le directeur du BND, est en visite à Kiev le jour de l'attaque et devra être évacué en voiture jusqu'à la frontière polonaise. Le réveil français est tout aussi brutal. Les services secrets restent convaincus « que le coût de la conquête de l'Ukraine serait colossal et que la Russie avait d'autres options pour renverser le régime de Zelensky », expliquera en mars Thierry Burkhard, alors chef d'état-major des armées. La direction du renseignement militaire (DRM), chargée de l'imagerie satellitaire, voyait pourtant les mêmes mouvements de troupes que ses alliés les plus inquiets, et ce depuis un an. Comment expliquer un tel décalage entre Européens ? Paris et Berlin considèrent l'adversaire comme « rationnel », lucide face au coût démesuré d'une aventure militaire. A cela s'ajoutent de mauvais

souvenirs : l'invasion de l'Irak en 2003, à laquelle les Britanniques ont pris part, fondée sur des renseignements américains erronés. « Les Français ne nous faisaient pas confiance, les Allemands ou les Italiens non plus », analyse John Foreman.

« L'ESPION ULTIME » AU KREMLIN

Le renseignement extérieur néerlandais partage ce scepticisme, pour une raison supplémentaire : une confiance totale dans un contact proche de Poutine, selon une enquête du journal *De Volkskrant*. Les Pays-Bas, persuadés de pouvoir empêcher une guerre, partagent les informations de leur source la plus précieuse avec les Américains. Sans les faire changer d'avis. « Les Néerlandais ont accordé trop d'importance à un contact unique et omniscient, plutôt qu'à une analyse rigoureuse de toutes les ressources disponibles », tance John Foreman.

Si cette évaluation globale explique beaucoup de la justesse des analyses du MI6 et de la CIA, une question demeure : la source de leur conviction profonde. Le 24 février, La Haye comprend que le président russe a pris sa décision quasiment seul, aveuglant ses proches. Même son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, l'ignorait. « Dix personnes tout au plus étaient au courant des plans de guerre de Poutine », écrit *De Volkskrant*.

Dans *The Showman*, une minutieuse biographie de Volodymyr Zelensky, Simon Shuster, reporter du *Time*, affirme qu'en novembre 2021, les Américains faisaient référence, dans leurs briefings auprès des dirigeants ukrainiens, à une « source de haut niveau » dans l'entourage de Poutine. « L'espion ultime », aurait résumé un conseiller du président ukrainien au journaliste. Et d'ajouter : « Souvenez-vous du *Cardinal du Kremlin* de Tom Clancy. » Dans ce roman d'espionnage, « *Cardinal* » est un haut responsable du ministère de la Défense russe. Et une taupe de la CIA. *

ALEXANDRA SAVIANA

Discretion

Derrière les manœuvres clandestines de Kiev

Opération Spiderweb, assassinats ciblés... Entraîné par la CIA depuis 2014, le renseignement ukrainien bénéficie aussi de l'appui de la DGSE et du MI6.

Pour faire rêver un espion, il suffit d'un seul mot : Spiderweb. Le 1^{er} juin 2025, plus d'une centaine de drones s'élèvent, depuis des conteneurs acheminés en Russie, et frappent simultanément quatre bases aériennes. Quelque 40 avions auraient été détruits. Longtemps jugé peu fiable, le renseignement ukrainien frappe les esprits et multiplie depuis les opérations spectaculaires sur le territoire russe. « Les Ukrainiens sont premiers en Europe en matière d'actions clandestines », estime Ralph Goff, ancien chef des opérations Europe et Eurasie de la CIA. Face à la guerre, ils ne pouvaient que périr ou s'améliorer. « Les opérations sont réussies aussi parce qu'on les aide ! », confie un ex-haut cadre de la DGSE. Epaulés par la CIA dès 2014, comme révélé par le *New York Times*, les Ukrainiens ont profité ces dernières années des enseignements de plusieurs pays européens.

Des forces spéciales polonaises et britanniques ont accompagné Washington dans la formation des

officiers ukrainiens – un dispositif resté actif après l'invasion de 2022, selon un « haut gradé polonais » cité dans l'ouvrage *Polskana wojnie*, du journaliste Zbigniew Parafianowicz. En novembre 2024, à l'ambassade britannique à Paris, Richard Moore, alors chef du MI6, revendiquait cet « héritage en matière d'opération clandestine » comme socle du soutien britannique à l'Ukraine. « Les pays Baltes et les Pays-Bas les ont aidés sur les questions techniques. Le MI6 et la DGSE sur l'opérationnel », résume un haut cadre français du renseignement.

Appréciée des Ukrainiens pour son imagerie satellitaire, la France les accompagne aussi sur le terrain. D'après Intelligence Online, des militaires du 13^e régiment de dragons parachutistes et du service Action de la DGSE seraient présents. Des membres des commandos marine également, a appris L'Express. Interrogée, une source au sein de l'état-major des armées dément la présence du 13^e RDP, sans commenter la présence du service Action ni celle des commandos marins. « On ne parle pas des forces spéciales. La présence de militaires en Ukraine est liée aux vacances habituelles à l'ambassade », indique cette source. Les Français présents constatent une nouvelle dynamique avec les Ukrainiens. « Il faut voir qui forme qui », sourit un industriel français établi à Kiev. Les Européens viennent autant pour former que pour apprendre. « Pour comprendre comment fonctionnent les Russes, savoir détecter les drones en conditions réelles et les utiliser », explique un Français proche du renseignement. Donnant-donnant. * A.S.

↓ Les drones de l'opération Spiderweb ont frappé simultanément quatre bases aériennes russes, le 1^{er} juin 2025, détruisant quelque 40 avions.



Façon *The Americans*

Ces agents dormants russes qui s'infiltrent en Europe

Slovénie, Grèce, Irlande, Pays-Bas, Norvège... Sous de fausses identités, des espions du Kremlin pénètrent la société civile partout sur le Vieux Continent.



← Maria Tsalla avait acquis la nationalité grecque en volant l'identité d'un nourrisson décédé et tenait une boutique branchée à Athènes.

Est-ce une nouvelle version de la série *The Americans* ? Ce 1^{er} août 2024, Vladimir Poutine attend sur le tarmac de l'aéroport de Moscou, un bouquet de fleurs à la main. Surgissent de l'avion Artem Dultsev et Anna Dultseva. « Buenas noches », lance le président. Pendant des années, le couple fraîchement libéré a vécu sous une identité argentine en Slovénie. Ils étaient pourtant parfaitement russes.

Les Dultsev vivaient avec leurs deux enfants dans une petite villa d'un quartier résidentiel au nord de Ljubljana, la capitale, depuis 2017. Lui avait lancé sa start-up d'informatique, elle animait une galerie d'art en ligne. En décembre 2022, la police slovène découvre à leur domicile plusieurs centaines de milliers d'euros dissimulés dans leur réfrigérateur, ainsi qu'un logiciel de cryptage de messages très complexe sur leurs ordinateurs. Comme dans la série, ce couple s'était inventé une fausse identité pour dissimuler ses opérations d'espionnage. Il traitait des

sources en Italie ou en Croatie. Ces agents du SVR, le renseignement extérieur russe, ont construit leur légende patiemment. En 2012, ils arrivent séparément en Argentine, où ils font semblant de se rencontrer. Détenteurs de faux passeports autrichien et mexicain, Ludwig Gisch et Maria Mayer Muñoz revendiquent une ascendance argentine, ce qui leur permet de demander la nationalité. L'administration ne remarque pas les faux documents qu'ils fournissent. Comment ont-ils été confondus ? Le *Wall Street Journal* affirme que le signalement émane d'un service secret occidental. Après du *Guardian*, John Sipher, ancien directeur adjoint des opérations de la CIA en Russie, a jugé qu'une taupe au sein du renseignement russe a probablement tuyauté les Occidentaux.

Quelques mois auparavant, la CIA a signalé un autre espion à l'AIVD, le service secret néerlandais. Le Brésilien Victor Muller Ferreira devait effectuer un stage à la Cour

pénale internationale, à La Haye. Mais il a été refoulé à l'aéroport en juin 2022. En réalité, Sergueï Tcherkassov, né en 1985 en Russie, est arrivé au Brésil à 25 ans, où il a obtenu des papiers grâce à un acte de naissance falsifié. Il a ensuite suivi des études de science politique en Irlande puis aux États-Unis, façon de crédibiliser son identité.

« ILLÉGAUX » CHERS À POUTINE

L'affaire aboutit au démantèlement d'une filière brésilienne d'« illégaux » russes, comme l'on nomme ces espions clandestins envoyés à l'étranger pendant des années sous une fausse identité. En étudiant le mode opératoire, le contre-espionnage de Brasilia confond José Assis Giammaria, stagiaire du centre d'études sur la paix, en Norvège, en réalité un colonel du GRU. L'entrepreneur Daniel Campos Wittich parvient à rentrer à Moscou, comme son épouse Maria Tsalla, installée depuis 2018 en Grèce, où elle tenait une boutique de tricots, Galazio, dans un quartier branché d'Athènes. Elle avait acquis la nationalité grecque en volant l'identité d'un nourrisson décédé. Les missions assignées aux « illégaux » russes sont de deux ordres. Ils peuvent agir comme « infiltrés », en espionnant eux-mêmes, ou comme « chefs de réseau », en recrutant et en assistant d'autres agents : leur couverture sert alors à contourner les surveillances pesant sur les diplomates, d'autant plus suivis depuis l'invasion de l'Ukraine.

Vladimir Poutine n'a jamais caché l'importance qu'il accordait à ces « illégaux » qu'il a probablement aidé durant ses années au KGB en RDA. « Ce sont des personnes exceptionnelles », déclarait-il en 2017. Certains de ces clandestins agissent probablement toujours en Europe. Le 20 décembre 2020, le président russe inaugurait un mémorial en leur honneur à Moscou. Sur la sculpture, on discernait des reproductions de la statue de la Liberté, de Big Ben... et de la tour Eiffel. ✳ É.G.

L'EXPRESS

96€

au lieu de 199€

**1 AN D'ABONNEMENT
DIGITAL + PAPIER**

S'ABONNER



Erik Akerboom

« Moscou et Pékin détestent nous voir coopérer »

L'ancien patron des services secrets néerlandais livre à L'Express sa première interview depuis qu'il a quitté ses fonctions en mars 2026.

Le service de renseignement des Pays-Bas est devenu l'un des plus respectés du continent. Le verdict est quasiment unanime : pour un pays de 18 millions d'habitants, l'Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD) « boxe dans une catégorie supérieure à la sienne », ont affirmé plusieurs dirigeants de premier plan à L'Express. Reconnus notamment pour leur expertise cyber, les Néerlandais sont un partenaire recherché. Jusqu'à récemment très liés à la CIA, La Haye a surpris en annonçant, en octobre, une réduction du partage de renseignements avec Washington. Son directeur sortant, Erik Akerboom, s'exprime pour la première fois depuis son départ, en mars.

Le conflit en Ukraine a-t-il reconfiguré les priorités des services secrets européens depuis 2022 ?

Erik Akerboom Oui, mais avec des conséquences différentes selon les pays. Lors de mes six dernières années à la tête de l'AIVD, nous avons vu monter simultanément le Moyen-Orient, la Chine, la Russie. Mais aussi des opérations cyber de plus en plus agressives, et des enjeux plus domestiques, comme le crime organisé, facteur de déstabilisation de notre société. Les services de renseignement sont confrontés à une multiplication des priorités. Avant la guerre en Ukraine, nous avons eu la chance d'avoir anticipé en créant une « Russia House », une structure civilo-militaire qui agrège toutes les données et sujets liés à la Russie. Ce n'est pas anodin : le pire scénario serait que les batailles internes sur « qui gère quoi » empêchent de traiter correctement les affaires. Dans beaucoup de pays, on trouve trois, quatre, cinq, six, sept services de renseignement qui tentent de

travailler ensemble, ce qui crée des frictions inutiles.

La menace russe a un visage différent de ce qu'on imagine : économique, technologique, scientifique. Elle concerne toute la société et tout le gouvernement – sans qu'aucun conflit n'ait été déclaré. Les démocraties sont forcément désavantagées dans cette configuration, parce que leur réglementation est construite sur la paix, très différente de l'état de guerre. Dans les Etats autocratiques, cette séparation n'existe pas. Ce qui oblige les démocraties à améliorer leurs capacités techniques aussi vite que possible, et à coopérer, car ni le Royaume-Uni ni la France ne peuvent faire face seuls.

Certains services de renseignement européens ont-ils mieux absorbé ce choc que d'autres ?

Les services qui s'en sont le mieux sortis sont d'abord ceux qui pensent en termes de communautés de renseignement – pas d'un seul service. Le Royaume-Uni ne raisonne plus seulement en partant du MI6, mais mêle ses services intérieurs, le MI5, et le GCHQ, responsable des interceptions. Ensuite, les organisations remarquées sont celles qui ont pu le mieux coopérer avec les pays alliés. Etre un bon partenaire est très difficile : il faut partager le même sentiment d'urgence et apporter quelque chose. Si vous ne créez pas de valeur ajoutée, vous n'intéressez personne.

La menace russe a-t-elle stimulé la coopération entre services européens ?

Elle s'est améliorée, mais doit encore progresser. Sur le terrorisme, la coopération est déjà très étendue, y compris au niveau opérationnel. L'AIVD a un accès direct aux services d'autres pays et un partage de données en temps réel lors d'une menace. Sur le contre-espionnage, c'est différent : c'est plus sensible, plus politique. La coopération avec nos collègues français a été très

« Le pire scénario serait que les batailles internes du « qui gère quoi » empêchent de traiter correctement les affaires. »



efficace. En règle générale, les coalitions sont celles qui fonctionnent le mieux : des pays qui créent des groupes de travail après l'invasion de 2022, auxquels d'autres peuvent se joindre pour aller plus vite et produire des résultats.

Est-il nécessaire de créer un service de renseignement européen ?

Plusieurs structures existent déjà. Au contre-terrorisme s'ajoute une coopération analytique, le centre de situation et du renseignement de l'Union européenne (Intcen). Le dispositif est complété par le Siac – le Single intelligence analysis capacity – qui a un accès exclusif aux décideurs européens, y compris à la commission, pour les informer des questions de renseignement.

Créer une CIA ou un FBI européen est illusoire : intégrer tous ces services nécessiterait des mécanismes de contrôle et des dispositifs de surveillance – ce qu'il est impossible de faire à l'échelle européenne. La vraie priorité est d'avoir une meilleure coopération. L'urgence est que les pays contributeurs livrent du renseignement qui ne soit pas seulement analytique de haut niveau, mais qui puisse être traduit au niveau opérationnel – comme des sanctions contre l'Etat russe.

N'y a-t-il pas un risque à partager quand certains services ont été pénétrés par les Russes, comme le montre l'affaire Egisto Ott, par exemple ?

Bien sûr. Les Pays-Bas sont légalement tenus d'évaluer chaque service partenaire en termes de professionnalisme, de protection des données, d'Etat de droit. Cette évaluation détermine jusqu'où il est possible d'aller dans la coopération. Si un service est à risque, nous ne pouvons



2 000

Le nombre
approximatif
d'agents
de l'AIVD

pas partager de données. Un incident majeur comme celui que vous citez a des conséquences. Parfois, il faut aussi aider un partenaire à se remettre sur les rails. Un problème structurel peut prendre des années à être réparé, idem pour la confiance.

En octobre, les Pays-Bas ont annoncé restreindre l'accès des Etats-Unis aux informations collectées par ses agences de renseignement. La relation entre les services secrets néerlandais et la CIA est-elle dégradée depuis le retour de Donald Trump ?

D'abord, l'AIVD ne négocie pas avec la Maison-Blanche, mais travaille avec les services de renseignement, en essayant d'être aussi apolitique que possible. La coopération avec les services secrets américains reste très importante. Les Européens travaillent avec eux sur des sujets essentiels, et continueront. Deuxièmement, les Etats-Unis envoient en ce moment à l'Europe le meilleur message possible : prenez soin de votre propre sécurité. Notre première priorité est d'améliorer la coopération européenne. Cela ne signifie pas interrompre la coopération avec Washington. Mais dans un monde géopolitique en mutation, nous devons penser davantage à ce qui est notre intérêt. Ce qui se passe aux Etats-Unis est l'un des développements géopolitiques les plus importants du moment. Il faut être plus critiques qu'avant, sans pour autant cesser de travailler avec eux.

L'Europe est-elle dépendante des capacités techniques américaines d'agences comme la NSA ?

Il est fondamental que les services européens développent leurs propres capacités techniques. Bien sûr, des entreprises comme Microsoft, Apple ou Amazon sont importantes pour tout le monde, services secrets inclus. Mais avoir ses propres hackers, ses propres spécialistes techniques est devenu

indispensable. Aux Pays-Bas, nous avons pendant longtemps une loi qui interdisait au renseignement d'accéder à nos câbles de communication – c'était un problème majeur. Cela signifiait que d'autres pays nous transmettaient des communications qu'ils captaient et que nous ne pouvions pas lire ou écouter. Nous avons pourtant l'Amsterdam Internet Exchange, l'un des plus grands nœuds de connexion mondiaux. Si vous ne voyez pas ce qui s'y passe, vous êtes hors-jeu.

Les infrastructures techniques évoluent si vite qu'il est désormais plus difficile d'obtenir des résultats sans coopération. Si on ne le fait pas, on sera plus vulnérables qu'avant, parce que d'autres pays avancent très vite, de manière très offensive. Division des efforts, des capacités, coopération – c'est ce qui doit nous guider.

Comment les services de renseignement peuvent-ils protéger nos démocraties face à la désinformation et aux menaces hybrides ?

La situation actuelle est asymétrique. Les services de renseignement chinois et russes ont l'initiative dans l'attaque des pays européens sur le plan technique, économique, financier, cyber. Il y a deux réponses à cela : améliorer ses capacités techniques dans toute la société et développer une coopération européenne plus efficace. Si on ne le fait pas, ils conserveront l'avantage. Moscou et Pékin n'ont pas besoin de provoquer un conflit qui déclencherait l'article 5 de l'Otan – la clause de défense mutuelle. Ils ont déjà l'avantage. C'est précisément pourquoi ils n'ont aucune envie de franchir des seuils qui leur imposeraient les limitations d'un conflit classique. La Russie et la Chine détestent nous voir coopérer. Ils attaquent systématiquement la coopération européenne, l'Otan, tout ce qui ressemble à une coalition, parce qu'ils savent que cela limite leurs capacités. ✳

PROPOS RECUEILLIS

PAR ALEXANDRA SAVIANA

« AVOIR SES PROPRES HACKERS, SES PROPRES SPÉCIALISTES TECHNIQUES EST DEvenu INDISPENSABLE »

A Alès, la DZ Mafia installe son emprise

Les règlements de compte et les menaces s'intensifient dans cette ville de 46 000 habitants depuis que l'organisation marseillaise tente d'y récupérer les points de deal ●

Christophe Rivenq n'a pas pour habitude d'annuler ses engagements en dernière minute. En ce lundi 20 juillet, le maire d'Alès, dans le Gard, s'est rendu comme prévu au séminaire organisé de longue date avec des élus du territoire, dans un hôtel de la région. « J'essaie de me concentrer sur ma mission et de continuer à vivre normalement », confie-t-il à L'Express entre deux réunions, sans rien laisser paraître de la fatigue des derniers jours. Pourtant, la semaine qui vient de s'écouler n'a pas été de tout repos. Jeudi 16 juillet, son épouse a découvert deux balles de neuf millimètres dans la boîte aux lettres du domicile familial, assorties d'un courrier insultant, dont le message est on ne peut plus clair : « Dis à tes putains de flics d'arrêter de nous casser les couilles. »

Les auteurs, qui ont également tagué les murs de la clôture, s'identifient par un simple paragraphe : « DZNG – CVN », pour « DZ Mafia Nouvelle Génération », du nom d'une nouvelle branche de l'organisation criminelle marseillaise, et « Cévennes », un quartier populaire du nord d'Alès gangrené depuis des

années par le trafic de stupéfiants. La lettre fait indirectement référence à la politique sécuritaire menée par le maire (Les Républicains) de la sous-préfecture garquoise. Pour tenter d'assécher le narcotrafic dans sa ville, l' élu a publiquement communiqué sur l'installation de nouvelles caméras de vidéosurveillance ou sur l'engagement des 110 agents de la Direction de la sécurité publique de la municipalité. La fermeté de cette position a suffi à faire de lui une cible de choix pour les trafiquants locaux.

Dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 juillet, les événements ont pris une nouvelle tournure : l' élu, qui n'était jusqu'à présent pas placé sous protection policière, a été exfiltré en urgence de son domicile par des agents du Raid, à la suite d'une suspicion de voiture piégée. Le sexagénaire fait désormais l'objet de mesures de protection renforcées, tandis que les établissements communaux alésiens accueillant du public sont particulièrement surveillés. Le 22 juillet dans la soirée, un nouveau rebondissement venait encore brouiller un peu plus les pistes : cinq hommes vêtus de noir et cagoulés, se revendiquant de la



Céline Delbecque
Journaliste
société

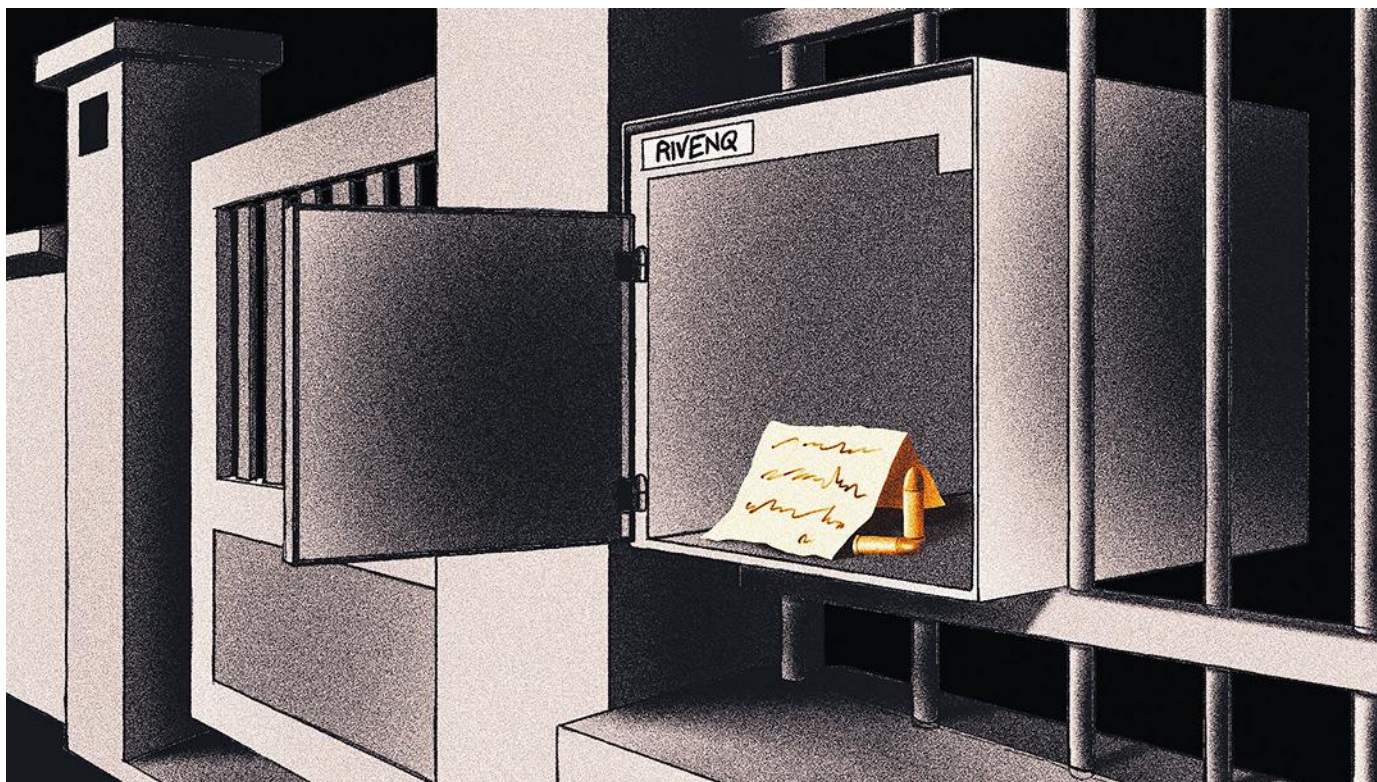
DZ Mafia, indiquent « n'être en rien responsable de cet acte qui nuit énormément à [leurs] affaires ». Le parquet anti-criminalité organisée (Pnaco) s'est saisi de l'enquête, et sera chargé de déterminer les circonstances exactes de ces actes, qu'il qualifie dans un communiqué « d'atteintes particulièrement graves au fonctionnement de nos institutions démocratiques ». A Alès, cette « conférence de presse » et cette intimidation gravissime semblent être le dernier symptôme d'une montée des tensions autour du narcotrafic.

Depuis un peu plus d'un an, la violence s'accroît dans cette ville de 46 000 habitants, la presse locale se faisant régulièrement l'écho de règlements de compte, d'imprévisibles « rafalages » de points de deals ou de nouvelles guerres de territoires. Avec, en toile de fond, l'ombre de la puissante DZ Mafia marseillaise. « Nous sommes face à une organisation criminelle qui ne recule devant rien, avec une volonté d'installer une certaine terreur », commente le procureur de la République Abdelkrim Grini.

« TIRS À LA KALACHNIKOV »

En deux ans et demi d'exercice à Alès, le magistrat a pu maintes fois vérifier un dicton populaire qu'il applique désormais à la situation de certains quartiers de la ville. « La nature a horreur du vide », lâche-t-il. Au printemps 2025, après un vaste coup de filet permettant l'interpellation d'une dizaine de trafiquants locaux bien connus des services de police, des dizaines de jeunes venus de Marseille, Paris, La Rochelle, Mulhouse, ou même du Pas-de-Calais s'installent en bas des tours. Dans les quartiers populaires du Près-Saint-Jean, des Cévennes ou des Promelles, où se situent les points de deal historiques d'Alès, ils servent une source inépuisable de clients.

« Une fois arrêtés, beaucoup nous disaient avoir été recrutés sur les réseaux sociaux et notamment Snapchat par la DZ Mafia », déroule le procureur. Pour le réseau criminel



Bio express

Christophe Rivenq, 60 ans, est le maire LR d'Alès depuis le 15 mars 2025.

Il a été directeur général des services de la ville et d'Alès Agglomération de 2014 à 2019.

marseillais, l'occasion était trop belle : certains « fours » (des points de vente) rapporteraient entre 10 000 et 20 000 euros par jour. Jeunes majeurs, parfois mineurs et souvent primo-délinquants, ces petites mains recrutées sur Internet sont manipulables et corvéables à merci. En parallèle, une recrudescence de la violence et des premières tentatives de meurtres ont été constatées par les autorités.

« On a commencé à voir apparaître un changement de paradigme dans le réseau, avec des tirs à la kalachnikov sur les points de deal, des homicides ou tentatives dans des quartiers d'Alès ou le bassin alésien », raconte le magistrat. Les détails consignés par les policiers locaux dans le logiciel Pégase, dont L'Express a pu consulter certains extraits, peuvent en témoigner. Ce « journal de bord » dans lequel les agents inscrivent les informations importantes concernant une intervention, regorge d'exemples sidérants.

Un individu se présentant aux urgences avec des plaies par balles

« DIS À TES PUTAINS DE FLICS D'ARRÊTER DE NOUS CASSER LES COUILLES »

et refusant de donner plus de détails sur les raisons de ses blessures ; une femme de 24 ans atteinte par trois balles en pleine nuit dans le quartier populaire des Tamaris – l'enquête, toujours en cours, suspecte un mineur de 16 ans d'être le tireur, sur fond de trafic de stupéfiants ; ou encore, ce 30 octobre 2025, le meurtre d'un jeune de 22 ans, assassiné de trois balles dans la tête sur le parking d'un fast-food... La victime, connue des policiers pour fréquenter « quotidiennement le point de vente des Cévennes », se trouvait sur les lieux pour « une transaction de produits stupéfiants », selon sa petite amie, présente lors de la fusillade. Une enquête a été ouverte par le parquet de Nîmes.

D'autres drames ont suivi. Le dernier date du 3 juin, lorsqu'un jeune homme de 18 ans venu de

Montpellier a été assassiné sur le point de deal du quartier des Près-Saint-Jean de trois balles « visiblement tirées à bout portant » dans son dos. Selon les notes des enquêteurs, l'endroit faisait l'objet d'un conflit depuis quinze jours avec le quartier des Cévennes – les Près-Saint-Jean ayant essuyé plusieurs fusillades à l'arme lourde. Des méthodes dignes de la DZ Mafia, même si les enquêteurs interrogés restent prudents. « On ne peut pas être sûrs à 100 % que la DZ est impliquée dans tous ces événements. Mais c'est une hypothèse de travail sérieuse, avec un faisceau d'indices qui converge vers cette organisation », précise le procureur d'Alès. Qui n'hésite plus à comparer la situation avec une « fusion-acquisition » entre l'organisation marseillaise et les réseaux locaux. « Certains acceptent et d'autres non, ce qui entraîne ces règlements de compte », résume-t-il.

ORGANISATIONS MARSEILLAISES

A Nîmes, la procureure Cécile Gensac – régulièrement saisie ➤➤

pour des affaires alésiennes relevant du pôle criminel de son tribunal judiciaire – connaît bien le phénomène. Ces dernières années, sa ville a elle aussi été le théâtre de plusieurs règlements de compte et prises de pouvoir de quartiers, potentiellement liés à des organisations marseillaises. « Ils viennent en soutien logistique, il y a des alliances, des tirs ou des menaces pour une partie estampillés DZ Mafia... C'est mouvant, il y a parfois des "infox" », nuance-t-elle, rappelant la nécessité de « faire le point entre ceux qui en sont, ceux qui voudraient bien en être et ceux qui veulent brouiller les pistes ».

Sur le terrain, à quelques centaines de mètres à peine du marché dominical des Près-Saint-Jean, des guetteurs attendent patiemment le client à l'ombre des bâtiments situés au fond du quartier. Les résidents croisés là choisissent pour la plupart de se taire – en ce mois de juillet, ils n'ont plus grand-chose à dire et beaucoup à craindre. Une voisine, résignée, ne dit plus rien lorsqu'elle croise « des gamines de 15 ans » aller et venir pour se fournir en stupéfiants, ou lorsqu'elle comprend que des résidents stockent et vendent à domicile. « Il ne faut pas trop parler, sinon ça se retourne contre vous », prévient-elle. Après avoir évoqué le sujet dans le quartier, elle raconte avoir retrouvé des excréments sur sa porte d'entrée et dans son hall.

RISQUE DE SE FAIRE « RAFALER »

« Tout a empiré depuis que la DZ est arrivée. Soit vous acceptez leur association, soit vous vous faites rafaler », résume un jeune homme croisé plus loin. Lui-même dit avoir été approché plusieurs fois pour intégrer la DZ. « J'ai toujours dit non, je veux pas me retrouver dans des galères. J'ai des collègues qui ont accepté, maintenant ils regrettent... On leur a inventé des dettes, il a fallu rembourser », raconte-t-il. Dans le quartier voisin des Cévennes, où la direction du « drive » est indiquée aux visiteurs par de grands tags sur les murs, la

carcasse noircie d'un restaurant turc témoigne de cette violence. Le 17 février dernier, en pleine nuit, l'établissement a été incendié : dans des images de vidéosurveillance consultées par L'Express, on aperçoit distinctement deux jeunes casser les vitrines, puis vider des bidons d'essence sur le sol et y mettre le feu. L'embrasement est si rapide que l'un des auteurs est presque piégé par les flammes. « Un jour, on m'a ajouté sur Snapchat et on m'a dit que je devais 50 000 euros à la DZ parce que le commerce était à côté d'eux. J'ai refusé, et voilà ce qui s'est passé », raconte le propriétaire, qui préfère garder l'anonymat.

Excédé, il se confie dans la presse locale et porte plainte. Les menaces redoublent alors d'intensité. « Coopère pas et ça va être l'enfer, il te reste 24 heures », menacent les auteurs dans des messages que nous avons également pu consulter. Ils envoient au propriétaire l'adresse et la date de naissance de ses proches, incendient les poubelles du domicile de sa mère... Le 8 mai, le restaurateur finit par recevoir deux balles dans sa propre boîte aux lettres, assorties d'un message de menaces. « Va vite enlever tous tes dépôts [NDLR : de plainte], c'est ton dernier

avertissement. T'es en train de faire n'importe quoi, tu vas mourir. Signé : DZNG », relate-t-il, dépit.

Depuis, il s'est installé dans une ville voisine et a ouvert une cagnotte en ligne pour financer un nouvel établissement. « Je sais que je n'ai pas été le seul : ils ont demandé 100 000 à un salon de thé qui a aussi refusé, et 18 000 à une épicerie dont le gérant a déménagé depuis », assure-t-il. Le procureur d'Alès confirme plusieurs tentatives d'extorsion de fonds de la part des narco-trafiquants ces derniers mois, et indique qu'une enquête est en cours au sujet de ce restaurant, pour laquelle six personnes ont été placées en détention provisoire.

Selon nos informations, les commerçants ne sont d'ailleurs pas les seuls à être pris pour cible. Plusieurs sources concordantes évoquent les menaces de mort « très sérieuses » à l'encontre d'un policier de la brigade anti-criminalité (BAC), visé depuis le mois de mars. Pour faire face, des effectifs de police supplémentaires devraient être envoyés à Alès en septembre. En attendant, les habitants des quartiers se murent dans le silence. « Chacun se raccroche à sa propre vie. On n'a pas le choix », conclut l'un d'eux. ✱

↓ **L'incendie du restaurant turc Hünkar, dans le quartier de Tamaris en février dernier, témoigne de la violence subie par ceux qui osent s'opposer au « réseau ».**



Les cachotteries des présidentielles (3/4)

Le drapeau de Nicolas Sarkozy

En 2007, le candidat de droite bouscule la campagne avec sa proposition de créer un ministère de l'Immigration et de l'identité nationale



Cachez ce drapeau français que je ne saurais voir. En 2007, cette pièce d'étoffe est la botte secrète des candidats à l'élection présidentielle. Quoi de plus naturel dans un tel scrutin ? Mais l'emblème national prend dans cette campagne une charge symbolique inédite, presque transgressive, cinq ans après l'accession au second tour de Jean-Marie Le Pen. Le 23 mars, Ségolène Royal appelle les Français à « avoir chez eux le drapeau tricolore » pour matérialiser leur attachement à leur patrie. Prompts à y dénicher des traces coupables de nationalisme, des socialistes toussent. La candidate assume pour ne pas laisser le monopole de la nation à son rival.

Ce drapeau, Nicolas Sarkozy s'en empare avec vigueur. Voir une pointe de brutalité idéologique. En mars, sa campagne ronronne. Le spectre de l'embourgeoisement guette l'ex-lieutenant de Balladur, désormais menacé par la montée en puissance de Bayrou. Il est urgent de

SÉRIE D'ÉTÉ

créer du débat, abasif si possible. Son conseiller occulte Patrick Buisson lui suggère alors d'instiller le thème de « l'identité nationale » dans sa campagne. « C'est la transgression majeure, lui assure-t-il, comme il le raconte dans *La Cause du Peuple* (Perrin, 2016). La crise identitaire est au cœur du mal-être populaire. »

À DROITE, ON TIQUE AUSSI...

Vendu. Le 8 mars 2007, Nicolas Sarkozy propose sur France 2 la création d'un ministère de l'Immigration et de l'identité nationale. L'indignation de la gauche, conjuguée à des parallèles hasardeux avec l'ère vichyste, donne un écho considérable à cette sortie. « Les journalistes ont fait la fortune de ce truc, se souvient un acteur de la campagne sarkozyste. S'ils n'en étaient pas jetés dessus comme des fauves affamés, cela n'aurait pas eu le même effet. »

Le piège se referme sur les adversaires du prétendant UMP. Ils décèlent dans l'intitulé du ministère

une attaque contre les immigrés ? Nicolas Sarkozy fait mine de s'étonner, s'érige en défenseur du drapeau français, forcément méprisé par la gauche bon teint. Le candidat triangule. Il allie une proposition corrosive – sa charge symbolique ne peut être ignorée – et un éloge de la diversité. « Qu'est-ce que j'ai voulu dire : qu'on peut dire "j'aime la France" sans être un nationaliste », dit-il le 12 mars 2007 sur France Inter, faussement naïf sur les critiques le visant. Le lendemain, il dévoile sa stratégie : « Je ne veux pas laisser le monopole de la nation à l'extrême droite. Je veux parler de la nation française parce que je n'accepte pas l'image qu'en donne Jean-Marie Le Pen. »

À droite, certains tiquent aussi. A commencer par Simone Veil, qui juge la proposition « plus qu'imprudente ». La conseillère de Nicolas Sarkozy Emmanuelle Mignon lui propose alors de remplacer « identité nationale » par « identité républicaine » pour calmer le jeu. Nicolas Sarkozy refuse, par crainte de se dédire. Renoncer à cette proposition serait un aveu de culpabilité. L'histoire lui donne raison. L'électorat de droite approuve son idée, et il enregistre une nouvelle dynamique dans les enquêtes d'opinion. « Ce fut déterminant dans le caractère net de son succès », note Brice Hortefeux, premier ministre de l'Immigration de Nicolas Sarkozy. « Il a su élargir son socle », abonde son ex-conseiller en communication Franck Louvrier. Le 22 avril 2007, l'ancien ministre de l'Intérieur obtient des 31,18 % suffrages et siphonne une partie de l'électorat frontiste.

Presque vingt ans après, la thématique identitaire a pris une place majeure dans le débat national. Le drapeau français est toujours disputé. Ils étaient nombreux à flotter à Saint-Denis lors du premier meeting de campagne de Jean-Luc Mélenchon le 7 juin. Tous les candidats revendiquent ce bout de tissu, auquel ils greffent des significations antinomiques. *

PAUL CHAULET



DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

Le placard de Macron
Episode 4/4
16 août

RICHARD WIKE

« L'image des Etats-Unis n'a jamais été aussi dégradée dans le monde »

Selon une récente étude, la défiance à l'égard du pays atteint des niveaux historiques sur la scène internationale. Richard Wike, directeur au Pew Research Center et coauteur de l'enquête, alerte sur le risque de voir ce déclin profiter à la Chine de Xi Jinping ●

Ce 19 juillet, dans un bar parisien, un grand écran diffuse la finale de la Coupe du monde de foot entre l'Espagne et l'Argentine. Quand apparaît Donald Trump dans les travées du MetLife Stadium (New Jersey), les spectateurs se mettent à le huer. La scène en dit long sur la perception négative du président américain à l'étranger, explique à L'Express Richard Wike, directeur de la recherche sur les attitudes internationales au Pew Research Center, qui mesure depuis 2002 l'évolution du regard porté sur l'Amérique dans le monde. Publiée le 23 juin 2026 et menée auprès de 42 151 personnes dans 36 pays, la dernière édition de cette enquête révèle que seuls 23 % des répondants, en valeur médiane, font confiance à Trump dans sa conduite des affaires mondiales.

Quels sont les grands enseignements de votre dernière étude ?

Richard Wike L'enquête met d'abord en évidence de vives inquiétudes à l'égard de la politique étrangère américaine. Qu'il s'agisse de Gaza, de la Russie et de l'Ukraine, de l'Iran ou du Groenland, Trump obtient de mauvais résultats et sa politique est jugée très négativement. L'étude révèle également une dégradation plus générale de l'image des Etats-Unis sur la scène internationale. Dans de nombreux pays, la part des personnes considérant Washington comme un partenaire fiable a très nettement reculé, tandis que seuls 35 % des interrogés dans les pays sondés estiment que les Etats-Unis contribuent à la paix et à la stabilité dans le monde. Entre 2022 et 2026, cette perception est par exemple passée de 83 % à 35 % au Canada, de 62 % à 27 % en France, et de 83 % à 39 % en Allemagne.

L'antiaméricanisme n'a-t-il pas toujours existé selon le contexte géopolitique, comme lors de l'invasion de l'Irak en 2003 ?

Vous avez raison, ce n'est pas un phénomène nouveau.



**Propos recueillis
par Baptiste
Gauthey**
Journaliste
idées

Il existe même en France une longue tradition intellectuelle d'antiaméricanisme. Mais cette fois, c'est différent. Le second mandat de Donald Trump cumule une grande partie de ce qui avait déjà suscité des critiques lors de son premier passage à la Maison-Blanche, avec un repli sur la scène internationale marqué par le retrait d'accords commerciaux ou le désengagement des accords sur le climat. A cela s'ajoute désormais un recours plus important à la puissance militaire, notamment à l'égard du Venezuela ou de l'Iran. Certaines politiques mises en place par l'administration Trump recueillent des niveaux d'approbation très faibles : 63 % des personnes interrogées désapprouvent sa gestion de la situation au Venezuela, et 74 % sa politique à l'égard

➔ « Le second mandat de Trump cumule une grande partie de ce qui avait déjà suscité des critiques lors de son premier passage à la Maison-Blanche. »



D. HILL/PEW RESEARCH CENTER

→ Entre 2022 et 2026, la part des personnes considérant Washington comme un partenaire fiable « est passée de 83 % à 35 % au Canada » : ici à Ottawa, en octobre 2025, des manifestants rassemblés devant l'ambassade américaine.



de l'Iran. Sur les tarifs douaniers, le rejet est particulièrement marqué chez les grands partenaires commerciaux des Etats-Unis, avec 8 % seulement d'approbation en Allemagne et 15 % au Japon. C'est la combinaison inédite des deux dimensions – désengagement international et usage assumé de la puissance militaire – qui fait la spécificité du moment que nous vivons.

Y a-t-il des pays où la politique de Donald Trump bénéficie d'une image plus favorable ?

Oui, il y a cinq pays où les gens expriment avoir confiance en Donald Trump : les Philippines, Israël, le Kenya, le Nigeria et le Ghana. Mais même aux Philippines, où l'image des Etats-Unis reste globalement positive, elle est moins favorable qu'elle ne l'était il y a quelques années. Même constat au Nigeria, où les résultats sont en recul par rapport aux précédentes vagues d'enquête. Israël fait figure d'exception, avec 81 % d'opinions positives. Donald Trump y reste relativement populaire et obtient même de meilleurs scores que plusieurs de ses prédécesseurs.

L'Amérique a-t-elle perdu son image de phare de la démocratie et de « leader du monde libre » ?

Il y a des inquiétudes quant à l'état de la démocratie américaine, qui atteignent là encore des niveaux inégaux. Seuls 39 % des répondants considèrent que les Etats-Unis

respectent les libertés individuelles de leurs citoyens. En Suède, ce chiffre est passé de 61 % en 2021 à 27 % en 2026. Même sous George W. Bush, dont la politique étrangère était très impopulaire, une majorité de personnes considéraient toutefois que la démocratie américaine n'était pas en danger. Ce n'est clairement plus le cas.

Nos données montrent cependant que l'image des Etats-Unis peut se rétablir. Après la présidence de George W. Bush, elle s'était améliorée sous Barack Obama, avant de se dégrader à nouveau sous Trump, et de rebondir avec Joe Biden, sans toutefois retrouver les niveaux atteints à l'époque d'Obama. Le défi n'est donc pas insurmontable, mais il sera plus difficile à relever. Sans compter que cette perte de statut des Etats-Unis est de nature à compliquer leurs relations avec leurs alliés. D'autant que l'image des Etats-Unis s'est détériorée ces dernières années, tandis que celle de Pékin s'est améliorée.

Le déclin de l'image des Etats-Unis pourrait-il mener certains à mettre sur le même plan le régime autoritaire de Pékin et la démocratie libérale américaine ?

Les enquêtes d'opinion montrent que les valeurs démocratiques restent plébiscitées, et que les populations continuent d'aspirer à vivre dans ce type de régime. Je ne pense donc pas qu'elles soient attirées par le modèle chinois. Cependant, de nombreux pays sont de plus en plus ouverts à des formes de coopération avec Pékin et accueillent plus favorablement ses investissements. Sur le continent africain, par exemple, les opinions sont en général favorables à la fois aux Etats-Unis et à la Chine, et les populations souhaitent que leur pays entretienne des relations économiques avec les deux puissances. ✱

« CETTE PERTE DE STATUT DES ETATS-UNIS EST DE NATURE À COMPLIQUER LEUR RELATION AVEC LEURS ALLIÉS »

Comment le Royaume-Uni est devenu aussi pauvre que le Mississippi

Il y a vingt ans, le pays semblait à son apogée. Aujourd'hui, alors qu'Andy Burnham prend ses fonctions, le niveau de vie de ses habitants dépasse à peine celui de l'Etat le moins riche des Etats-Unis. Que s'est-il passé ? Etude de cas d'un autosabotage.

Qui a ruiné le Royaume-Uni ? Ces dix-huit dernières années n'ont apporté que stagnation et désillusion à ce pays. En 2007, avant la crise financière, il était à l'apogée de son ère post-impériale. Le revenu médian des ménages venait de dépasser celui de l'Allemagne. Une livre sterling valait plus de 2 dollars, et Londres était en passe de détrôner New York en tant que centre bancaire international. Mais, aujourd'hui, la production par habitant n'est plus que légèrement supérieure à celle du Mississippi, l'Etat le plus pauvre des Etats-Unis. En dehors de Londres, dans les régions où les touristes ne se rendent pas, le niveau de vie est bien inférieur à celui du Mississippi. Les Britanniques en visite aux Etats-Unis constatent que leur monnaie s'est dépréciée au point qu'aujourd'hui la livre ne vaut plus qu'environ 1,35 dollar. Les salaires britanniques sont restés bien en deçà de ceux des Etats-Unis, mais aussi de ceux de l'Allemagne, de la France, des Pays-Bas et du Danemark ; une fois l'inflation prise en compte, ils n'ont pratiquement pas augmenté. D'ici à une dizaine d'années, si ces tendances se poursuivent, le Polonais moyen aura un niveau de vie équivalent à celui du Britannique moyen.

Il y a une génération, le Royaume-Uni était une grande puissance mondiale ; désormais, c'est une puissance moyenne, en proie à la sclérose. La fiscalité est à son plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale, mais les services publics se sont détériorés. Le Service national de santé (National Health Service, NHS), célèbre pilier de l'Etat providence britannique qui accompagne ses citoyens de la naissance à la mort, compte 6 millions de patients en attente de soins – soit près d'un dixième de la population. [...]

Certains Britanniques invoquent une malchance cruelle : la crise financière de 2008, la pandémie du Covid-19, la crise énergétique consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Mais d'autres pays ont eux aussi dû faire face à ces défis. Ce qui a distingué le Royaume-Uni, ce sont ses réactions autodestructrices. Le Brexit en est l'exemple le plus frappant, mais ce n'est

pas le seul. De mauvais choix faits juste après la crise financière en ont engendré de pires. A mesure que la désillusion de la population s'est accrue, les gouvernements se sont succédé à un rythme effréné, mettant brusquement fin aux politiques qu'ils avaient eux-mêmes lancées. Sept Premiers ministres différents ont été nommés depuis les élections générales de 2010. Ils ne semblent pas gagner en compétence avec le temps. Deux ans après l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste, le solde de popularité [NDLR : écart entre les opinions favorables et défavorables] du Premier ministre, Keir Starmer, a chuté à moins 42 points, et il a dû se résoudre à la démission en juin.

UNE HAUSSE DES CAS DE RACHITISME ET DE SCORBUT

Le déclin du pays a été constant sur un point : à mesure que le Royaume-Uni prenait conscience de son affaiblissement, il s'est replié dans une posture toujours plus défensive. La suspicion s'est surtout portée sur les immigrants, contre lesquels les deux grands partis se sont retournés. Il subsiste un courant fort d'« exceptionnalité » britannique, plus discret et modéré que la version américaine, qui suggère qu'en se repliant sur lui-même le Royaume-Uni pourra retrouver sa grandeur d'antan. Etonnamment, ce courant se renforce à mesure que les problèmes du pays s'aggravent.

Il faut reconnaître que la crise financière de 2008 a durement frappé le Royaume-Uni. Dans les années 1990, les conservateurs comme le Parti travailliste de Tony Blair avaient fait un pari similaire : le pays devait devenir une économie post-industrielle, axée sur les services et ancrée dans la finance. Les recettes fiscales provenant d'un Londres en plein essor devaient être redistribuées aux régions en retard de l'ancien cœur industriel du pays, contribuant ainsi à leur renouveau. Puis arriva 2008, et le secteur financier londonien s'effondra. Les mesures prises par le gouvernement pendant et après la crise ont aggravé la situation. Plutôt que d'augmenter les dépenses pour relancer une demande en berne, comme le conseilleraient les keynésiens modernes, le gouvernement, dirigé à cette époque par le conservateur David Cameron, a choisi de réduire drastiquement les budgets alors que les recettes s'effondraient. L'idée était que la discipline budgétaire inspirerait confiance et stimulerait la croissance.

**De 12 %
à 13 %**

La réduction des mises de fonds étrangers au Royaume-Uni depuis le Brexit, selon une étude du National Bureau of Economic Research mise à jour en juin.

LES BRITANNIQUES SE SONT DISTINGUÉS PAR LEURS RÉACTIONS AUTODESTRUCTRICES. LE BREXIT EN EST L'EXEMPLE LE PLUS FRAPPANT MAIS PAS LE SEUL



Mais la croissance promise ne s'est pas concrétisée, et l'austérité a laissé des séquelles qui persistent encore. Le financement des opérations quotidiennes du NHS a été maintenu, mais uniquement en puisant dans le budget d'investissement. Après les coupes budgétaires dans les prestations sociales, la proportion d'enfants ayant grandi dans une situation de pauvreté de longue durée – c'est-à-dire pendant la moitié de leur enfance ou plus – a grimpé en flèche, passant de 14 % à 23 %. Les médecins ont signalé une augmentation des cas de maladies liées à des carences en vitamines, telles que le rachitisme et le scorbut.

Les collectivités locales, appelées « conseils », ont vu leurs subventions chuter de 40 % entre 2010 et 2020. En

↑ En 2016, 69 % des habitants de l'ancienne capitale mondiale de la céramique, Stoke-on-Trent, ont voté pour la sortie de l'UE.

2023, le conseil municipal de Birmingham, qui compte plus de 1 million d'habitants, s'est déclaré en faillite. Un tiers des conseils du royaume pourraient en faire autant d'ici à cinq ans. L'austérité a été ressentie le plus durement par ceux qui souffraient déjà des conséquences de la désindustrialisation. L'Etat providence avait partiellement indemnisé les perdants de la mondialisation. Lorsqu'il s'est brusquement rétréci, la colère s'est déchaînée vers le haut, contre les élites britanniques, mais aussi vers l'extérieur, contre les migrants européens, qui étaient en concurrence pour les emplois et les services publics. C'est sous la pression politique que David Cameron a pris une autre décision fatidique : organiser le référendum sur le Brexit en 2016. Il s'agissait d'un coup de poker ; le Premier ministre s'attendait à ce que le vote échoue. Il ne souhaitait pas quitter l'Union européenne, mais il voulait endiguer la montée en puissance de personnalités telles que Nigel Farage, qui militait depuis des décennies en faveur d'une sortie de l'UE. Les régions particulièrement touchées par les mesures d'austérité ont voté massivement en faveur du Brexit. Le lendemain matin de sa défaite, David Cameron a démissionné, marquant le début d'une période d'instabilité politique qui dure désormais depuis une décennie et ne semble pas près de prendre fin.

LES PRÉJUDICES ACCUMULÉS DU BREXIT

La conclusion de l'accord officiel sur le Brexit a nécessité près de quatre ans de négociations entre le Royaume-Uni et l'UE. L'incertitude qui en a résulté a pesé sur les entreprises britanniques. En 2018, un an avant son accession au poste de Premier ministre, Boris Johnson a été interrogé par un diplomate européen sur ces effets néfastes. Il a répondu : « On s'en fout des entreprises ! » Et c'est effectivement ce qu'il s'est passé. Une récente étude de cinq économistes a calculé que le Brexit avait entraîné une baisse des investissements des entreprises de 12 à 13 %, un recul de la productivité et de l'emploi d'environ 3 à 4 % et, plus frappant encore, une chute du PIB par habitant de 6 à 8 % – soit deux fois plus que les estimations précédentes. Ces préjudices n'ont pas tous été immédiatement visibles, mais ils se sont accumulés au fil du temps.

En dehors de Londres, les conséquences de près de deux décennies perdues sont indéniables. Stoke-on-Trent, dans les Midlands de l'Ouest, à environ 250 kilomètres au nord de Londres, était autrefois la capitale mondiale de la céramique. La région bénéficiait d'un patrimoine géologique riche en gisements de charbon et d'argile ; ses produits étaient acheminés par canal jusqu'à Liverpool pour être exportés. Stoke comptait autrefois quelque 2000 fours-bouteilles. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 47 ; le secteur emploie environ 5000 personnes, contre quelque 300 000 en 1984. Et en raison des coûts énergétiques extrêmement élevés en Grande-Bretagne, ce chiffre continue de baisser. L'épuisement des gisements pétroliers en mer du Nord et l'absence ➤➤

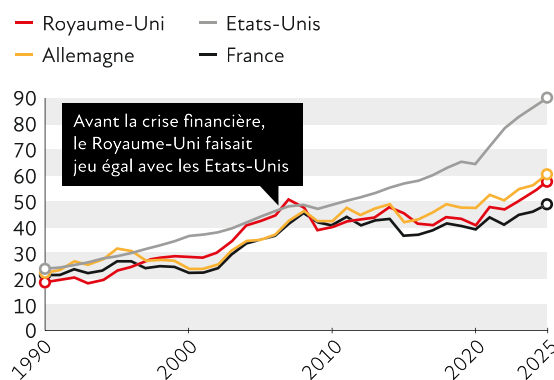
d'investissements dans les énergies alternatives ont rendu le pays dépendant des importations d'énergie, ce qui pèse lourdement tant sur les consommateurs que sur l'industrie. De 2004 à 2024, le coût de l'électricité pour les entreprises britanniques a plus que triplé (même après ajustement pour tenir compte de l'inflation) et est désormais le plus élevé du monde. [...]

LE MÉCONTENTEMENT DES « POPULATIONS OUBLIÉES »

La désindustrialisation de Stoke a commencé il y a longtemps. Dans les années 1980, la Première ministre Margaret Thatcher a lancé sa « révolution de l'offre », mettant l'accent sur la privatisation et le démantèlement des syndicats. Cela a amélioré la situation du pays, mais pas celle de toutes ses régions. Le thatchérisme a durement frappé Stoke, entraînant la fermeture d'usines, d'aciéries et de mines. [...] Depuis le début du siècle, les gouvernements successifs ont tenté, sans grand succès, de remédier à ces problèmes. En 2003, John Prescott, vice-Premier ministre de Tony Blair, a lancé une politique baptisée « *Pathfinder* », qui visait à démolir et à remplacer les logements délabrés dans des zones post-industrielles telles que Stoke. Le gouvernement de David Cameron a brutalement supprimé son financement en 2010, laissant derrière lui des terrains vides et hideux là où la démolition était achevée mais où la construction n'avait pas encore commencé. En 2019, Boris Johnson a promis qu'un nouveau plan de relance économique baptisé « *Leveling Up* » répondrait à l'appel « des populations oubliées et des villes laissées-pour-compte ». Mais le financement alloué a finalement été dérisoire par rapport aux aides retirées aux collectivités locales dans le cadre de l'austérité. C'est dans des endroits comme Stoke que le mécontentement envers Londres et Bruxelles est le plus fort. Lors du référendum de 2016, 69 % des habitants ont voté en faveur de la sortie de l'UE – le pourcentage le plus élevé de toutes les villes du pays. Par la suite, Stoke a été surnommée « la capitale du Brexit ». [...]

Un déclassement depuis 2008

Evolution du PIB par habitant, en millions de dollars



SOURCE : BANQUE MONDIALE

Les récents projets visant à transformer le pays reposent en grande partie sur le High Speed 2 (HS2), une ligne ferroviaire à très grande vitesse destinée à relier Londres à Birmingham, Leeds et Manchester. Mais depuis que le HS2 a été proposé, en 2009, ses coûts ont triplé, pour atteindre plus de 100 milliards de livres sterling. Les tronçons les plus importants du tracé proposé ont été supprimés. La ligne réduite – reliant Birmingham, la deuxième plus grande ville du Royaume-Uni, à un quartier pas tout à fait central de Londres – pourrait être achevée d'ici à 2040. [...] Construire des infrastructures, ou n'importe quoi d'autre, est devenu pratiquement impossible au Royaume-Uni. En plus de posséder la ligne ferroviaire (non encore construite) la plus chère du monde, le pays abrite également la centrale nucléaire (non encore construite) la plus chère du monde, Hinkley Point C. Son étude d'impact environnemental comptait 31 401 pages. Le gouvernement a aussi passé trente-deux ans et dépensé 179 millions de livres sterling à planifier un tunnel sous Stonehenge pour désengorger le trafic, avant d'abandonner officiellement le projet cette année. [...]

Le Royaume-Uni souffre d'une crise du logement bien plus grave que celle des États-Unis. Chaque projet de construction donne lieu à une négociation laborieuse avec les conseils municipaux et les riverains opposés au projet. En conséquence, les prix du mètre carré pour les logements sont parmi les plus élevés d'Europe. La France compte à peu près la même population que le Royaume-Uni, mais dispose de près de 50 % de logements en plus. A Londres, le prix d'une maison type vendue en 2024 représentait onze années de revenu médian. Et bien que la capitale reste une métropole mondiale séduisante, elle stagne elle aussi : depuis la crise financière, la productivité des travailleurs y est restée pratiquement inchangée. Malgré tout, Londres est aujourd'hui près de 50 % plus productive que les Midlands de l'Ouest, qui englobent Stoke et Birmingham. Comme l'explique l'économiste Anna Stansbury, du MIT, l'écart entre le sud-est de l'Angleterre, où se situe Londres, et le reste du Royaume-Uni est comparable à celui qui existait entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est. [...]

Le Royaume-Uni ne retrouvera plus jamais une hégémonie mondiale. Mais une stabilisation est possible, si un gouvernement parvient à faire ce que ses prédécesseurs ne sont pas parvenus à faire au cours des deux dernières décennies : cesser de choisir la voie de l'autodestruction. Pour enrayer le déclin actuel, il faudra déjà reconnaître une dure vérité. Ce n'est pas Bruxelles, la malchance ou les banquiers qui ont brisé le Royaume-Uni, ce sont les Britanniques eux-mêmes qui l'ont cassé. Pour réparer le pays, ils doivent d'abord cesser de le détruire davantage. **IDREES KAHLOON (THE ATLANTIC)**

La version originale de cet article a été publiée en anglais dans le magazine The Atlantic.

© 2026 The Atlantic. Distribué par Tribune Content Agency.

RÉSERVEZ VOTRE PLACE



26 SEPT.

NOUVEAU
SALON
D'ORIENTATION
PREMIUM
À LYON

Salon Objectif *mention*

L'EXPRESS
ÉDUCATION

LES GRANDS STRATÈGES DE L'HISTOIRE (5/6)

Jérôme France : « Jules César est une figure disruptive pour les gourous de la Silicon Valley »

Tout l'été, avec des historiens, nous tirons les leçons géopolitiques des illustres figures du pouvoir. Cette semaine, le spécialiste de l'Empire romain raconte le célèbre chef d'Etat.

« **T**sar », « Kaiser », « franchir le Rubicon », « Césarisme »... On ne compte plus les mots et les expressions liés à son nom. Caius Julius César (100-44 av. J.-C.) demeure une référence politique. L'historien Jérôme France déchiffre sa philosophie du pouvoir et de la conquête dans cet épisode de notre série podcast sur « Les Grands Stratèges de l'Histoire ». On lui doit une passionnante histoire fiscale de la conquête romaine, *Tribut* (Les Belles Lettres).

SÉRIE
D'ÉTÉ**Quelle est la leçon la plus actuelle que l'on puisse tirer de Jules César ?**

Jérôme France Je crois que César nous enseigne d'abord la nécessité de bien identifier ses ennemis. C'est une leçon qui me paraît particulièrement précieuse pour nos démocraties. Ses actes nous montrent également qu'une véritable stratégie ne doit pas être guidée par la passion, mais par une vision rationnelle déterminée par l'appréciation des réalités politiques, et géopolitiques. Cette exigence me semble tout aussi actuelle.

Donald Trump et Vladimir Poutine sont-ils de nouveaux César ?

La comparaison trouve vite ses limites. Je ferai d'abord remarquer que César connaissait la réalité de la guerre et du combat, où il avait fait preuve, d'ailleurs, d'un réel courage physique ; dans sa jeunesse, il avait reçu la « couronne civique », une distinction décernée à celui qui avait sauvé un citoyen au combat.

Plus largement, et dans la tradition romaine, il connaissait parfaitement l'importance d'avoir des alliés solides. Il savait combien ceux-ci étaient indispensables à la puissance romaine, qui utilisait largement leur potentiel humain. En effet, une armée « romaine » intégrait toujours une large part de contingents alliés. Il savait aussi que la domination du peuple romain impliquait de conserver sur eux un ascendant politique et militaire. Sur ces deux points, Vladimir Poutine comme Donald Trump me semblent s'éloigner du modèle césarien.

Pourquoi César fascine-t-il autant les gourous de la Silicon Valley ?

Parce qu'il apparaît comme une figure disruptive, capable de dépasser les cadres mentaux et institutionnels de son époque pour imaginer un nouvel ordre politique. Les dirigeants de la Silicon Valley, comme Peter Thiel en particulier, assimilent volontiers la République romaine à un système démocratique – sur la réalité duquel il y aurait cependant beaucoup à dire – devenu incapable de maintenir un ordre cohérent. A leurs yeux, César aurait su surmonter ces blocages en instaurant un pouvoir fondé sur l'autorité personnelle.

En quoi César s'est-il révélé un grand général lors de la conquête de la Gaule ?

On lui reconnaît généralement deux qualités militaires majeures : l'audace et la rapidité. Elles apparaissent dès le début de la guerre des Gaules. Informé de la migration des Helvètes, qui menace l'ensemble de la région, César organise en quelques semaines la défense de la province, rassemble son armée, franchit de nouveau les Alpes et bat les Helvètes près de Besançon. Cette capacité à prendre très vite l'initiative constitue l'un de ses principaux atouts militaires.

Cette conquête n'est-elle pas aussi, pour César, une vaste campagne de communication destinée à frapper l'imagination des Romains ?

Evidemment. César doit d'abord justifier son intervention. A Rome, ses adversaires l'accusent d'avoir outrepassé les intentions du Sénat et de mener une guerre disproportionnée. Les rapports qu'il adresse régulièrement au Sénat répondent donc à cette critique. Mais il poursuit aussi un objectif politique beaucoup plus ambitieux. En mettant en récit ses campagnes, il valorise ses qualités de chef de guerre et montre jusqu'où il a porté la puissance romaine, notamment par ses expéditions au-delà du Rhin et en Bretagne, c'est-à-dire l'Angleterre actuelle.

Son calcul est clair : accomplir à l'ouest ce que Pompée avait réalisé à l'est. Les campagnes de Syrie avaient assuré à ce dernier un immense prestige ; Jules César entend obtenir une gloire comparable en repoussant les limites de l'empire, et du monde connu, vers l'Occident.

**Bio express**

Professeur émérite à l'université Bordeaux Montaigne, Jérôme France publiera le 4 septembre *Résister à César* (Les Belles Lettres).

**DANS LE PROCHAIN NUMÉRO**

Cléopâtre
Episode 6/6
13 août

→ Vercingétorix jette ses armes aux pieds de Jules César, huile sur toile de 1899, par Lionel Royer.



César s'est fait l'historien de lui-même dans ses *Commentaires sur la guerre des Gaules*. Ces textes peuvent-ils être considérés comme un instrument de communication politique ?

Sans aucun doute. Les *Commentaires sur la guerre des Gaules*, puis ceux consacrés à la guerre civile, sont des œuvres littéraires de premier ordre, mais leur analyse critique révèle des procédés narratifs par lesquels César, en racontant sa guerre, construit son image, justifie ses décisions et façonne sa propre légende.

Napoléon a lu ces *Commentaires*. César a-t-il fait d'autres émules ?

Les *Commentaires sur la guerre des Gaules* ont constitué une sorte de bréviaire. On y cherchait aussi bien des enseignements tactiques que des leçons de gouvernement. Et c'est encore le cas.

Au-delà de son œuvre, César laisse un héritage politique. Son projet demeure discuté. Il est clair qu'il voulait refonder Rome d'une manière ou d'une autre, en s'appuyant sur les origines mythiques de sa famille qui aurait remonté jusqu'à Enée et la déesse Vénus. Souhaitait-il restaurer la royauté ? Avait-il conçu une autre forme de régime ? Nous ne pouvons répondre avec certitude. En revanche, il est bien à l'origine de ce que l'on appellera plus tard le césarisme.

Comment définir le césarisme ?

Le césarisme est une forme de pouvoir personnel qui fonde sa légitimité sur le peuple. Le dirigeant concentre l'autorité entre ses mains tout en recherchant l'adhésion populaire. C'est cette combinaison entre un pouvoir personnel fort et une légitimation par le suffrage ou l'assentiment du peuple qui caractérise le césarisme.

Voyez-vous aujourd'hui des formes de césarisme ?

On peut considérer que certains populismes entretiennent une parenté avec le césarisme. Ils prétendent rendre le pouvoir au peuple, mais cette volonté s'incarne presque toujours dans une personnalité qui concentre l'autorité. L'exemple de Louis-Napoléon Bonaparte, Napoléon III, est éclairant. Après son coup d'Etat, il étouffe le parlementarisme et restaure le régime impérial, mais il rétablit le suffrage universel, largement encadré il est vrai. On retrouve là un trait caractéristique du césarisme : un pouvoir autoritaire qui cherche sa légitimité dans l'assentiment populaire. Il ne faut pas oublier non plus que les mots *kaiser* et *tsar* dérivent tous deux du nom de César. Cette filiation rappelle combien sa figure est restée associée, dans l'histoire européenne, à l'idée de pouvoir impérial et d'autorité personnelle.

Lorsqu'un chef d'Etat décide aujourd'hui d'entrer en guerre, on dit encore qu'il « franchit le Rubicon ». Comment expliquez-vous la postérité de cette expression ?

César lui-même a donné à cet épisode une portée symbolique exceptionnelle. Il avait parfaitement conscience que le franchissement du Rubicon constituait un acte irréversible. En pénétrant armé sur le sol italien sans l'autorisation du Sénat, il ouvrait la guerre contre Pompée et bravait les institutions républicaines.

Il a lui-même construit la mise en scène de cet événement, notamment à travers la célèbre formule *Alea jacta est* – « le sort en est jeté » ou, plus prosaïquement, « les dés sont jetés ». Dès cet instant, le franchissement du Rubicon cesse d'être un simple épisode militaire pour devenir un symbole universel de la prise de risque, d'une décision irrévocable, et d'un saut dans l'inconnu. ✱

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN LE FOL



Retrouvez notre série sur les grands stratèges de l'Histoire, et notamment l'épisode sur Jules César, dans notre podcast *Les Temps sauvages*, en scannant le QR code ci-dessous.



Johannes Volkmann : un pedigree et des ambitions

La trentaine tout juste, le petit-fils d'Helmut Kohl et jeune député est l'étoile montante de la CDU – la droite allemande. Son combat ?

La concurrence déloyale de la Chine ●

Il y a parfois des statues trop encombrantes. Une généalogie qui corsète la vie à moins d'en dénouer les fils. Ou de les coupercarrément. Johannes Volkmann aurait pu capitaliser sur l'héritage de son grand-père paternel, Helmut Kohl, pour se faire un nom, sinon une carrière politique outre-Rhin. Même stature de judoka. Même silhouette imposante dépassant d'une bonne tête toutes les assemblées. L'ancien chancelier disparu en 2017 à l'âge de 87 ans dirigea l'Allemagne de 1982 à 1998. Il est l'artisan de la réunification. Un des architectes en chef de la monnaie unique qui parvint à convaincre les Allemands d'abandonner leur trésor national – le deutsche Mark – pour tenter l'aventure forcément incertaine de l'euro en contrepartie de l'adoption des rigoureux critères de Maastricht. Celui qui accepta enfin que la Bundesbank soit reléguée au rang de filiale parmi d'autres au sein de la Banque Centrale Européenne, installée à Frankfurt. De tout cet héritage, Johannes Volkmann ne parle jamais.

A trente ans tout juste, élu en mars 2025 au Bundestag, il est pourtant l'étoile montante de la CDU, les démocrates-chrétiens allemands, parti du chancelier Friedrich Merz.

Le chouchou de la droite libérale conservatrice, assiégée par la poussée spectaculaire du parti d'extrême droite populiste Alternativ für Deutschland (AFD). Dans son bureau au Bundestag, aucune référence, même discrète à l'ancien chancelier. Seules deux grandes photos en noir et blanc de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, tapissent les murs. Chez les Kohl, on a l'histoire familiale douloureuse. Quelques années après sa naissance, le père de Johannes, l'industriel Walter Kohl, change le nom de son fils qui prend celui de sa mère, officiellement pour des raisons de sécurité. A la mort de l'ancien chancelier, l'Allemagne découvre ainsi le jeune adolescent, colosse en herbe et bouille ronde, accompagnant son père, les deux hommes trouvant porte close au domicile du défunt, alors que la seconde épouse du grand Helmut leur refuse l'entrée...

Encore aujourd'hui, le petit-fils refuse de répondre à toutes les questions portant sur son aïeul. Tout juste concède-t-il à parler de l'importance du couple franco-allemand, soulignant « qu'il n'existe aucun monde dans lequel l'Allemagne serait prospère sans que la France le soit, comme il n'existe



Béatrice Mathieu

Grand reporter
économie

aucun monde dans lequel l'Allemagne serait en sécurité sans que la France le soit aussi ».

Johannes Volkmann, c'est d'abord des débuts aussi précoces que fulgurants en politique. Il adhère à la CDU à 16 ans, en gravit rapidement les échelons jusqu'à en devenir en 2024 le plus jeune membre du comité directeur fédéral. Des années à labourer le terrain de la circonscription du Lahn-Dill, région montagneuse de la Hesse, berceau de ce « Mittelstand » qui a fait la force du pays mais qui est aujourd'hui balayé par la concurrence chinoise. La Chine, justement qui fascine Volkmann : il a fait ses études à Shanghai, puis Pékin, et a décroché un master en études chinoises contemporaines à la prestigieuse université d'Oxford. Mais fascination ne veut pas dire adhésion.

Johannes Volkmann incarne aujourd'hui cette nouvelle génération de dirigeants allemands qui osent – enfin ! – porter un regard critique sur le géant asiatique. Pékin ne serait plus seulement un partenaire commercial de premier ordre, mais aussi un rival systémique. « Je crois au libre-échange et aux bienfaits des marchés ouverts pour créer de la prospérité. L'Allemagne en a incroyablement profité et je ne crains pas la concurrence asiatique, celle des entreprises japonaises ou sud-coréennes. Ce qui me pose problème, c'est lorsqu'elle est faussée. »

DROITS DE DOUANE

Et voilà le jeune député attaquer le yuan, la devise chinoise artificiellement sous-évaluée et les monceaux de subventions publiques déguisées qui faussent le jeu. « La Chine recourt de façon abusive à de la manipulation monétaire pour obtenir un avantage déloyal estimé à près de 30 %. Nous ne pouvons rien faire en matière de fiscalité, de droits du travail et de financement de la protection sociale pour compenser un tel décalage. C'est impossible à résoudre par la politique

→ Le chouchou de la droite libérale conservatrice, ici en juin 2025, prône la « confrontation » avec Pékin.



QUELQUES DATES

11 décembre 1996

Naissance à Cologne

2020-2025

Chef de cabinet de l'eurodéputé Sven Simon à Bruxelles

Février 2025

Elu au Bundestag dans la circonscription de Lhan-Dill avec 34,4 % des voix

intérieure. » La solution ? Des droits de douane. Expression encore tabou il n'y a pas si longtemps parmi les élites allemandes.

Au début de l'été, au sein d'une alliance inattendue, Volkmann a présenté avec un député vert, Anton Hofreiter, un « document de position » réclamant des droits de douane compensatoires sur tous les produits chinois pénétrant le territoire européen. Une initiative qui lui a valu les critiques de l'AfD, qui a dénoncé une rhétorique de guerre froide et une « politique de pur cloisonnement ». Une proposition également fraîchement accueillie par une partie du patronat et notamment les plus grandes entreprises allemandes qui redoutent des mesures de rétorsion de Pékin. « La survie des PME est en jeu. Beaucoup de grandes entreprises font du lobbying contre les droits de douane parce qu'elles craignent des représailles de la Chine. Mais faut-il livrer nos petites entreprises aux surcapacités chinoises dans l'espoir que de rares multinationales soient dévorées en dernier ? N'ayons pas peur.

Le coût de l'inaction à long terme est supérieur au prix à payer à court terme en osant la confrontation. » Et voilà le petit-fils d'Helmut Kohl vanter les prises de position françaises sur le sujet. « Regardez ce que la France propose sur ce sujet. Elle est depuis des années beaucoup plus clairvoyante, plus incisive que nous ne l'avons été. »

LA RETRAITE À 70 ANS

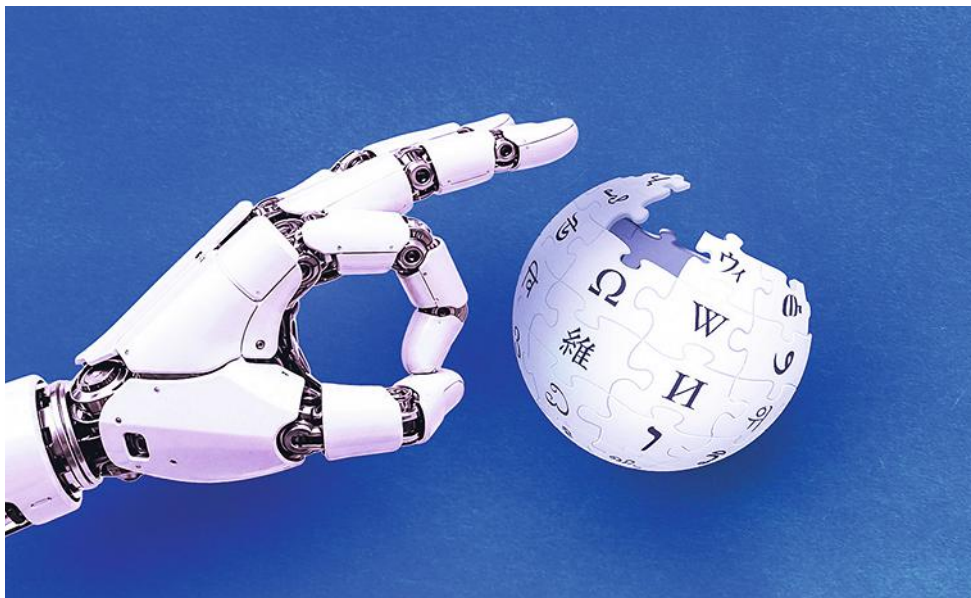
Johannes Volkmann francophile ? Un bref instant seulement. Car lorsqu'il faut parler de réformes et de finances publiques, le jeune leader passerait pour un hérétique de ce côté-ci du Rhin. Face au choc démographique et au vieillissement accéléré de la population outre-Rhin, pas d'autres solutions que de remettre le sujet des retraites en haut de la pile. À l'automne dernier, il s'était opposé à un paquet de propositions avancées par le chancelier : « Elles ne traitaient tout simplement pas des problèmes systémiques et fondamentaux de l'Allemagne ; du bricolage », justifie-t-il aujourd'hui. Une opposition

qui a poussé Friedrich Merz à créer une commission d'experts chargée de présenter tout un chantier de réformes. Chose faite début juillet. Un vrai big bang que le gouvernement Merz s'est engagé à traduire dans un texte de loi d'ici à la fin de l'année. « Les subventions de l'Etat au régime de retraite par répartition absorbent déjà autant d'argent que le budget fédéral de l'éducation, celui de la recherche, de la politique familiale, de la police et de la protection civile réunis. Intenable à terme », poursuit Johannes Volkmann. Suppression du système de retraite anticipé « trop coûteux », mise en place d'un pilier de capitalisation « à l'image de l'exemple suédois » et surtout indexation de l'âge de départ à la retraite sur l'évolution de l'espérance de vie. « Compte tenu des projections, nous pourrions relever l'âge de départ jusqu'à 70 ans, mais cela se fera très lentement et très progressivement », précise-t-il aussitôt. Suit-il les débats en France ? Non, nous répond-il très diplomatiquement, « je n'ai aucune leçon à donner ». On le croit à moitié. ✱

Cercle vicieux

L'intelligence artificielle va-t-elle tuer Wikipédia ?

Pour assurer sa survie, la célèbre encyclopédie en ligne doit s'affirmer face aux géants de l'IA qu'elle a elle-même nourris.



Sous le pseudonyme de « Dirac », Miguel Tremblay est une légende discrète du Wikipédia francophone. Vingt-trois ans d'ancienneté, plus de 17 000 contributions, quelque 200 articles comme le « pouce », l'unité de mesure, ou la « chopine », le verre à bière. Ces derniers mois, ce physicien s'est démultiplié, ajoutant à la célèbre encyclopédie participative en ligne une cinquantaine de portraits de Québécoises primées, et des pages entières sur les législatures de la plus française des provinces canadiennes, depuis 1867. Un volume qu'il n'aurait « jamais pu produire sans l'IA générative », reconnaît-il sans ciller. « Dirac » est récemment monté sur la scène de la Wikimania – la grand-messe annuelle du mouvement, qui se déroulait à Paris à la mi-juillet – pour en discuter à voix haute. « L'exercice le plus « wikipédien » qui soit, la paraphrase, soit

QUELQUES CHIFFRES

65 millions

Le nombre d'articles de l'encyclopédie

15 milliards

Le nombre de consultations chaque mois

324

Le nombre de modifications par minute

reformuler une source pour l'exposer sans la recopier mot pour mot, est précisément ce que les modèles de langage réussissent le mieux », confie le bénévole.

L'aveu est courageux. Car l'IA générative et sa nuée de chatbots, de ChatGPT à Claude, hérisse le poil de ses camarades. Sur la version anglophone, un vote communautaire a purement banni les modèles ; la francophone, plus pragmatique, se borne à les « déconseiller vivement ». En juin, le cofondateur Jimmy Wales estimait ne pas avoir « assez confiance » en la technologie. Wikipédia, gratuite et foisonnante, est l'une des sources préférées des IA, qui absorbent, résument, morcellent et recrachent son savoir à des millions d'internautes. La nourrir à son tour de ce texte régurgité a tout l'air d'un cercle vicieux. Mais la méfiance a une racine plus ancienne. « Wikipédia s'est construite contre le

vandalisme, et elle voit d'abord l'IA comme un vandale d'un genre nouveau », analyse Alexandre Hocquet, historien des sciences à l'université de Lorraine. Outre-Atlantique, la communauté s'est même dotée d'une arme radicale : la suppression immédiate de tout article suspecté d'avoir été écrit à l'aide d'un grand modèle de langage (LLM). L'artillerie lourde, pour ce que beaucoup voient comme le loup dans la bergerie.

Car l'IA ne pose pas qu'un problème de contenu. Sans que sa responsabilité soit précisément quantifiée, le trafic humain sur l'encyclopédie a reculé de 8 % entre 2024 et 2025. L'Express a relevé une baisse annuelle de 10 % en juin, sur les seules pages francophones. L'arrivée des « AI Overviews » en France – ces résumés que Google place en tête de ses résultats et qui répondent directement, sans nécessiter le moindre clic – ne devrait pas inverser la tendance. À l'image de la presse, Wikipédia se retrouve reléguée au statut de source indispensable mais invisible.

UNE FACTURE QUI EXPLOSE

Cette situation coûte cher, de deux manières. D'un côté, l'encyclopédie qui fête ses 25 ans cette année perd l'occasion de renvoyer ses lecteurs vers sa page de dons, sa principale ressource, matérialisée par ce « bandeau » d'appel coiffant chaque page. De l'autre, les robots (ou bots) des compagnies d'IA, qui l'aspirent sans relâche, font exploser sa facture d'infrastructure. Ces derniers ratissent jusqu'aux recoins les plus obscurs du site, qui sollicitent davantage les serveurs. 65 % de son trafic le plus cher provient ainsi de robots. « Notre contenu est gratuit, mais il n'est pas gratuit de l'apporter au monde », a rappelé Bernadette Meehan, directrice générale de la Fondation Wikimedia, qui chapeaute l'encyclopédie.

La solution semble limpide : faire payer les fournisseurs d'IA. Wikipédia a déjà scellé plusieurs accords avec les leaders du secteur, de Microsoft à Amazon, en passant

par le champion tricolore Mistral. « Cela restera un gros pansement », tempère Rémy Gerbet, responsable de Wikimedia France : ces contrats ne compenseront pas les dizaines de millions de dollars de dons annuels venus d'autres sources. La maison-mère de Wikipédia a par ailleurs plafonné ces revenus à 30 % de son budget annuel (environ 200 millions de dollars), afin de ne pas mettre en péril son indépendance. L'idée de taxer ces géants n'est ni applaudie des deux mains, ni une fin en soi.

Au sein de Wikipédia, et chez les observateurs de l'encyclopédie, le manque de renouvellement des contributeurs inquiète plus encore qu'un éventuel repli des dons. Cette manne de bénévoles, comme Miguel Tremblay, qui dédie une part significative de son temps libre aux articles est en chute libre. Le petit noyau dur de contributeurs – son véritable trésor – estimé par Rémy Gerbet à seulement un millier de personnes, ne progresse plus depuis de longues années. « Nous avons un vrai enjeu de pédagogie, poursuit-il. Moins de 10 % des lecteurs ont déjà modifié une page. »

Alors, Wikipédia mise sur sa propre appli mobile, redouble d'ingéniosité sur les réseaux sociaux où ses comptes cartonnent. Mais l'IA, ironie de l'histoire, pourrait cette fois se rendre utile. C'est le pari de Chris Albon. Ce monsieur IA au sein de la Fondation planche sur une multitude d'outils destinés à améliorer le quotidien des bénévoles. Un pour décharger les « patrouilleurs » de nombreuses corvées de maintenance, un autre qui élabore des ébauches d'articles traduits afin d'étendre l'influence de l'encyclopédie dans des langues encore pauvres en contenu. « J'aimerais que l'on arrive à donner aux contributeurs des outils qui invitent une

nouvelle génération à contribuer sans forcément, d'emblée, affronter l'étape intimidante du bouton « modifier » et de l'interface. On vous met le pied à l'étrier en douceur », détaille-t-il depuis son domicile de San Francisco.

Chris Albon imagine aussi des fonctionnalités grand public. Comme une recherche en langage naturel qui répondrait en renvoyant vers les paragraphes entiers rédigés par les bénévoles, sans les résumer. « En matière de savoir, le plus important pour Wikipédia est de maintenir un niveau de qualité très élevé. Et c'est précisément ce que les humains font très bien. Dans une époque où la quantité de contenu bâclé augmente, ce qui se trouve sur Wikipédia n'en a que plus de valeur, et les gens le reconnaîtront. »

Ce chantier de la reconnaissance est clé. Un compromis se dessine autour d'une exigence longtemps jugée incongrue : l'attribution. Wikipédia, qui a toujours déconseillé qu'on la cite, aimerait désormais que les moteurs le fassent d'office dès qu'une réponse s'inspire d'un de ses articles. La Creative Commons, l'organisation derrière la licence CC BY-SA qui régit l'utilisation du contenu de Wikipédia, juge elle-même que créditer ne devrait plus être une préférence, mais une règle. Reste à convaincre les IA de s'y plier. Au risque d'une mort assurée ? Alexandre Hocquet demeure optimiste. « Au cours de ses vingt-cinq ans d'histoire, Wikipédia a toujours eu à se défendre. » Contre les doutes tenaces sur sa fiabilité, aux récentes attaques de l'internationale réactionnaire menée en ligne par Elon Musk, qui a lancé son « encyclopédie » concurrente, Grokipédia. L'accaparement de son savoir par l'IA, un front de plus que Rémy Gerbet observe également avec philosophie. « Wikipédia n'a jamais cherché à être très populaire, très consultée, glisse le directeur de la branche française. Elle peut accepter de devenir plus discrète. » Pas de s'effacer complètement. ✱

MAXIME RECOQUILLÉ

Finances publiques

Jean-Luc Tavernier : « Ne défions pas l'arithmétique ! »

Alors que la dette pourrait grimper à 130 % du PIB en 2030, l'ex-directeur général de l'Insee, tacle les promoteurs de « solutions magiques ».

Le prochain locataire de l'Élysée ne pourra pas dire qu'il ne savait pas. A la demande du gouvernement, quatre économistes de renom et de sensibilités différentes – Xavier Jaravel, Xavier Ragot, Jean-Luc Tavernier et Natacha Valla – ont planché sur la trajectoire des finances publiques d'ici la fin de la décennie. Un exercice presque théorique puisqu'ils devaient travailler à « politique budgétaire inchangée ».

Leurs conclusions sont aussi alarmantes qu'implacables. Sans mesures de redressement, le déficit public atteindra quasiment 7 % du PIB en 2030 et surtout la dette publique grimpera de 118 % du PIB aujourd'hui à un peu plus de 130 %. Au-delà des chiffres, ce rapport a surtout un grand mérite, il sonne la fin des illusions. Pour L'Express, Jean-Luc Tavernier, l'ancien directeur général de l'Insee, pointe le caractère inéluctable du redressement budgétaire qui attend le prochain président de la République.

Vous chiffrez à 126 milliards d'euros l'effort financier nécessaire pour seulement stabiliser le ratio d'endettement public. Est-ce que c'est, selon vous, un scénario haut ?

Jean-Luc Tavernier Je le reconnais, nous n'avons pas pris les hypothèses les plus pessimistes, en matière de croissance notamment. Nous l'avons précisé en introduction du rapport. Il ne s'agit pas de pêcher par excès d'optimisme, mais il ne faut pas non plus verser ➤➤



Bio express

Jean-Luc Tavernier est économiste. Il a été directeur de l'Insee et directeur du cabinet d'Eric Woerth au ministère du Budget.

« LE PLUS IMPORTANT EST DE MAINTENIR UN NIVEAU DE QUALITÉ TRÈS ÉLEVÉ »

dans l'alarmisme. Par exemple, nous supposons que d'ici 2030, nous n'aurons pas à subir une nouvelle crise économique, géopolitique, sanitaire ou climatique. Pourtant, la période récente nous montre que les crises se succèdent à une vitesse impressionnante. De même, nous avons supposé que les ajustements budgétaires ne porteront pas préjudice à la croissance. Ce qui est là aussi une hypothèse forte !

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France a-t-elle traversé un tel serrage de vis dans la durée ?

La France a pu traverser des épisodes d'ajustements budgétaires un peu sporadiques, sur une année ou deux, d'une ampleur conséquente. Et à chaque fois, le redressement s'est opéré en, grande partie, à coups de prélèvements. Mais nous en sommes au stade où compt tenu du niveau extrêmement élevé des prélèvements obligatoires et d'une concurrence fiscale toujours sévère, l'ajustement devra largement se faire par le levier de la dépense. Ce que nous n'avons jamais réalisé par le passé !

Vous écrivez que la situation des finances publiques n'est pas soutenable. La France se rapproche-t-elle dangereusement d'un scénario grec ?

Nous sous-estimons beaucoup, dans le débat public, l'avantage d'appartenir à la zone euro. Cela nous permet d'avoir des taux d'intérêt à long terme, qui ont certes progressé, mais qui sont beaucoup plus bas que si nous n'étions pas dans la zone euro. Cela étant dit, la France se singularise de la plupart des pays européens par son niveau de déficit. Croire que parce que « nous sommes la France », nous bénéficions par essence d'un totem d'immunité est dangereux. Plus on tarde, plus le rappel à l'ordre des marchés financiers – nos prêteurs – sera sévère.

Vous soulignez la dérive spontanée de la dépense publique et notamment celle de la charge de la dette. Certains économistes répondent que, rapportée au PIB, le service de la dette n'est pas si élevé que ça. Que leur répondez-vous ?

Tout est une question de choix. On peut choisir de s'endetter à l'infini et de privilégier dans l'affectation du budget le service des créanciers. Mais, reconnaissons-le, nous avons beaucoup d'autres besoins : la défense, l'Education nationale, le soutien à l'innovation, la souveraineté, la décarbonation. Ce serait vraiment inconséquent de faire le choix d'augmenter la dette indéfiniment en n'ayant aucune conscience de ce à quoi seront confrontés les gouvernements successifs pour lesquels le service de la charge de la dette évincera les autres dépenses à un moment donné. Nous n'en sommes pas loin. Regardez comme nous n'avons pas eu la même capacité que nos voisins à répondre au dernier choc de prix de l'énergie...

Vous épinglez également cette « disposition d'esprit consistant à souhaiter en même temps plus de dépenses, moins d'impôts ».



+ 10

MILLIARDS D'EUROS PAR AN

C'est l'alourdissement de la charge de la dette chaque année d'ici à 2030

↓ « Le sujet sera présent du début à la fin du prochain quinquennat. »

L'opinion publique est-elle mûre pour entendre ce discours de vérité ?

Sincèrement, je pense que nous avons encore beaucoup de progrès à faire. En France, on pense que l'Etat n'est pas juste un intermédiaire entre ceux qui financent le modèle public par leurs impôts et leurs contributions, et ceux qui décident des dépenses qu'il faut faire, mais une sorte « d'animal » qui a la capacité de faire des choses de façon autonome.

Pour preuve, dans le débat public, le sujet des finances publiques devrait être essentiel, car, qu'on le veuille ou non, il sera présent quotidiennement du début à la fin du prochain quinquennat. Hélas, on entend ici et là proposer des solutions magiques. Que les ultrariches, les étrangers ou je ne sais qui, doivent payer et que cela suffira à résoudre le problème. Laisser croire qu'on peut combattre l'arithmétique et faire plier l'édifice de l'autorité monétaire européenne, c'est illusoire, dilatoire des vraies décisions, des vrais débats...

Dans votre scénario, vous pariez que le rétablissement des finances publiques n'aura pas d'effet récessif sur l'activité économique, car la baisse du taux d'épargne des ménages compenserait l'effet récessif. Pourquoi les Français épargneraient-ils moins qu'aujourd'hui ?

Oui, c'est une des hypothèses très favorables. Si le rétablissement des finances publiques a un effet récessif alors il faudra un effort budgétaire plus important, donc supérieur à 126 milliards, pour un résultat identique. Il est difficile de comprendre précisément les raisons de ce taux d'épargne très important des ménages. Mais plus de visibilité sur le rétablissement des finances publiques peut aider à redonner confiance et épargner moins. ✨

PROPOS RECUEILLIS PAR BÉATRICE MATHIEU



6,90€
JUILLET-OCTOBRE 2026

www.marianne.net

Marianne

LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE

**HORS-
SÉRIE**

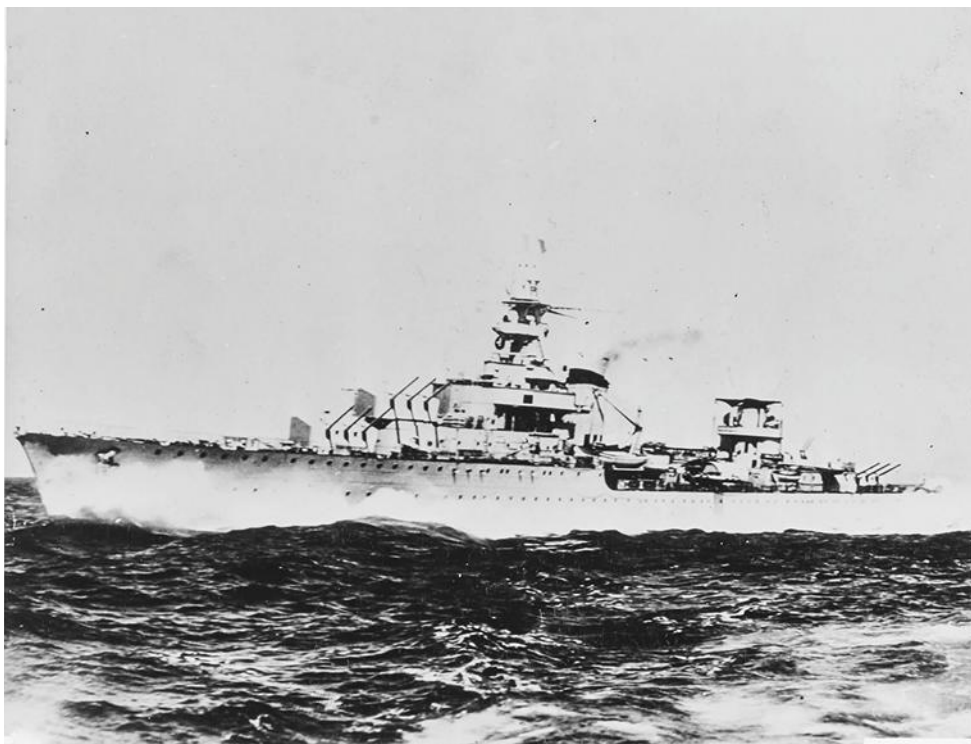


RÉCIT INTÉGRAL

LE PROCÈS LE PEN

100 PAGES POUR TOUT
COMPRENDRE À L'AFFAIRE DES
ASSISTANTS DU RN

DANS TOUS VOS POINTS DE VENTE



L'or de la Seconde Guerre mondiale (4/5)

L'incroyable périple des lingots polonais sur trois continents

Pour échapper aux nazis, les réserves de la Banque de Pologne vont parcourir des dizaines de milliers de kilomètres. Récit d'un voyage de près d'un demi-siècle.

Dès septembre 1939, le régime nazi traque l'or de la Banque centrale de Pologne. Les Polonais tentent alors un sauvetage rocambolesque qui passera par Istanbul, Casablanca, Dakar puis New York et enfin Londres. Un récit de François Valentin, consultant à London Politica.

1^{ER} SEPTEMBRE 1939, OUEST DE LA POLOGNE

La petite ville de Wielun, près de la frontière allemande, se réveille sous les bombes des Stukas. Plus d'un millier de civils – les premières victimes de la Seconde Guerre mondiale – périssent dans l'attaque. Malgré leur courage, les forces

SÉRIE
D'ÉTÉ

polonaises ne font pas le poids face aux Panzerdivisionen qui déferlent au nord, à l'ouest et au sud du pays, épaulées par la Luftwaffe. Les blindés allemands progressent à toute vitesse en direction de Varsovie, à raison de 30 à 50 kilomètres par jour. Au-delà de cette conquête militaire, le III^e Reich, qui a vu ses stocks d'or gonfler grâce à l'annexion de l'Autriche et de la Tchéquie, veut faire main basse sur les 80 tonnes de lingots de la Banque de Pologne.

Le gouvernement avait anticipé un potentiel conflit en plaçant un quart de ses réserves à l'étranger, principalement à Londres mais aussi à Paris et à New York. Dès le 3 septembre, l'ordre est donné de faire

sortir le reste de l'or de Varsovie et des succursales les plus exposées à l'avancée des troupes allemandes. Le 5, la capitale est évacuée. Les fonctionnaires de la Banque de Pologne prennent dans leurs voitures les derniers lingots. Très vite cependant, même les coffres les plus distants de la frontière ne sont plus en sécurité. La tenaille nazie se referme. Seule solution : trouver un port allié.

L'or est acheminé vers la ville de Sniatyn – aujourd'hui ukrainienne – au sud-est du pays, à proximité de la Roumanie qui dispose d'un accès à la mer Noire. Les autorités roumaines font face à une pression diplomatique intense de Berlin, qui les somme de ne pas laisser filer le magot. À Sniatyn, les agents polonais patientent nerveusement, certains avec femmes et enfants. Un petit groupe fait marche arrière pour essayer de récupérer quatre tonnes d'or égarées par l'armée en déroute.

Finalement, les Roumains donnent leur accord et le convoi arrive en train au port de Constanza. Le temps presse pour trouver un navire. Les Polonais se tournent vers le Royaume-Uni qui met à leur disposition un tanker, le *SS Eocene*, pour foncer en direction d'Istanbul. Quelques jours plus tard, les Roumains récupèrent les quatre tonnes perdues dans la nature. Une forme de dédommagement que le gouvernement en exil du général Sikorski n'est pas en position de contester.

Le navire anglais accoste le 16 septembre à Istanbul, à l'embarcadere de Kabatas. Ironie du sort, l'ambassade allemande est juste en face. La France offre les services de son légendaire croiseur, le *Jean Bart*. Mais les Turcs refusent de le laisser mouiller, craignant les représailles allemandes. L'ambassadeur polonais Sokolniki négocie àprement une alternative avec Ankara, qui autorise l'évacuation de l'or en train vers la Syrie française, moyennant 2 % du montant en cash. Un chantage qui scandalise le diplomate. Alors que les nazis préparent un plan pour saborder l'*Eocene*, Sokolniki supplie

↑ Photographie prise avant la Seconde Guerre mondiale du croiseur français *Emile Bertin*.



DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

L'épisode 5 de ce récit est à retrouver dans L'Express du 13 août.

un richissime Américain – et futur espion de l'OSS, l'ancêtre de la CIA – de lui avancer l'argent. Le 20, l'or file par la voie ferrée jusqu'à Beyrouth. Trois jours après, une partie du trésor est transférée à bord de l'*Émile Bertin*, un autre croiseur français. Deux navires chargent le reste une semaine plus tard. Après une traversée sans encombre – Mussolini ayant déclaré qu'il ne conduirait pas d'opérations navales dans la Méditerranée malgré son alliance avec Hitler –, l'or polonais est débarqué à Toulon puis stocké à Nevers dans une succursale de la Banque de France, sous l'œil vigilant mais rassuré des représentants de Varsovie. Un soulagement de courte durée...

MAI 1940, NEVERS

Lorsque les Allemands franchissent les Ardennes, les lingots de la Banque de Pologne reprennent leurs tribulations, avec ceux de la Banque de France. De Nevers, l'or atteint Lorient où il rejoint les cales de l'ancien navire bananier *Victor Schoelcher*. Le cargo, militarisé, sera coulé en 1942 par la Royal Navy lors de la bataille de Madagascar. Mais en attendant, en juin 1940, il permet à la Pologne de sauver ses réserves. Ces dernières auraient dû voguer vers l'Amérique. Pourtant, dans la cohue bretonne de juin 1940, il est décidé de les envoyer en Afrique : Casablanca, Dakar, Thiès, puis Kayes au Mali. Dans un premier temps, le régime de Vichy propose d'échanger

l'or polonais contre son pendant français stocké à la Réserve fédérale de New York, avant de faire volte-face. Inquiet, Sikorski s'active en coulisses pour s'assurer que Pétain ne donne pas l'ordre de rapatrier le magot à Berlin.

En septembre 1941, les autorités polonaises dévoilent en grande pompe dans le *New York Times* qu'elles ont obtenu du juge de la Cour suprême Ferdinand Pecora un acte de saisie des réserves françaises pour un montant équivalent aux leurs entreposées à Kayes. Ce n'est qu'en février 1943, quelques mois après l'opération américaine Torch – qui défait les forces vichystes au Maroc et en Algérie – qu'elles recevront la confirmation : leur or n'a pas quitté le Mali. La Banque de France a su tenir tête aux Allemands, prétextant, notamment, que Hitler ayant décrété que la Pologne n'existait plus, il n'y avait plus de Banque centrale polonaise... En 1944, les lingots prennent la route de Dakar puis des États-Unis où les Polonais mettent fin à leurs actions judiciaires, d'un commun accord avec les gaullistes. Près de la moitié des réserves sera ensuite expédiée au Royaume-Uni.

1945, LONDRES

Leur périple n'est pas terminé. En 1945, la République de Pologne, dans l'orbite de l'URSS, récupère officiellement le contrôle des comptes et des stocks d'or à l'étranger. Les Alliés cessent en effet de reconnaître le

gouvernement en exil et transfèrent la légitimité juridique à la nouvelle administration de Varsovie. Mais pour reconstruire un pays en ruine et financer l'effort industriel imposé par le bloc de l'Est, le régime communiste préfère laisser l'or au chaud à Londres et en liquider une partie sur le marché pour régler ses dettes de guerre ou indemniser les pays occidentaux dont les entreprises ont été nationalisées. Les quatre tonnes subtilisées par la Roumanie sont rendues à leur propriétaire légitime en 1947, à l'issue d'une campagne diplomatique et judiciaire.

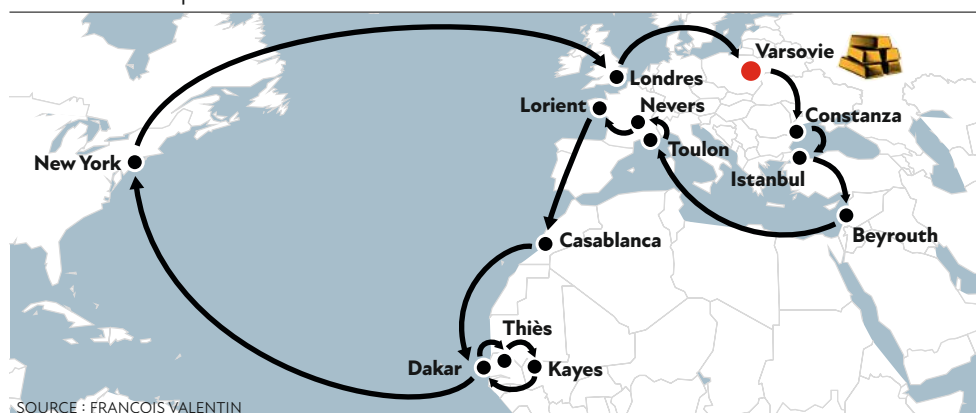
Quant aux courageux agents de la Banque de Pologne, le choix qui s'offre à eux est cornélien : rentrer ou rester à l'ouest ? Edmund Spychalowicz a accompagné l'or de Varsovie jusqu'à Nevers, en passant par la Roumanie et la Turquie. Coincé en France en 1940, il s'engage dans le groupe de résistance franco-polonais F2. À la Libération, il s'installe près de Pamiers, dans l'Ariège. Sans emploi et désargenté, il s'apprête à rejoindre la Pologne en 1947. Mais alors qu'il vient d'acheter son billet de train pour Varsovie, il trouve un emploi de comptable dans une usine d'acier. Il est naturalisé Français avec sa femme et ses enfants en 1953 et meurt onze ans plus tard sans avoir revu son pays.

Il faudra attendre 2019 pour que les lingots polonais finissent un voyage commencé quatre-vingt ans plus tôt. Le 22 novembre, une centaine de tonnes quittent la Banque d'Angleterre dans quatre fourgons lourdement armés avant de s'envoler pour Varsovie. Si une portion conséquente de ces lingots a été achetée à la demande de la Banque de Pologne depuis 1989 et la chute du mur de Berlin, certains d'entre eux étaient à Londres depuis 1944, voire depuis l'entre-deux-guerres. Un retour en grande pompe, qui illustre la puissance retrouvée de la Pologne dont les réserves en or ont atteint au premier trimestre 2026 près de 600 tonnes, soit le double de celles du Royaume-Uni. *

FRANÇOIS VALENTIN

Un voyage de quatre-vingts ans

Circuit de l'or polonais entre 1939 et 2019



SOURCE : FRANÇOIS VALENTIN



France

Du ski au trail, la mue de Rossignol

Face au réchauffement climatique, au vieillissement de sa clientèle et à un marché du ski en mutation, Rossignol veut devenir une référence de la montagne toute l'année.

Depuis deux ans, une tradition s'est installée au siège de Rossignol, situé à Saint-Jean-de-Moirans, près de Grenoble. Lorsque l'hiver touche à sa fin, les skis, équipement historique de cette marque créée en 1907 par Abel Rossignol, à une dizaine de kilomètres de là, dans un petit atelier à Voiron, laissent la place dans le hall d'entrée à une nouvelle gamme d'une discipline en vogue : le trail. Une petite révolution dans ce bâtiment architectural qui épouse parfaitement les formes du Vercors et de la Chartreuse, les deux massifs faux jumeaux situés de part et d'autre du site.

Passés les portiques de sécurité, impossible de rater l'imposante vitrine – qu'il a fallu agrandir à

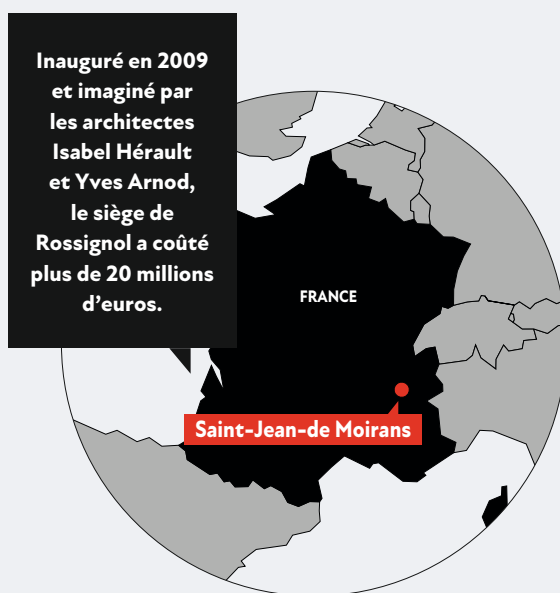
plusieurs reprises depuis 2013 – dans laquelle trônent plus d'une soixantaine de trophées et médailles. Un butin exceptionnel amassé à la force de ses skis par l'ancien champion de biathlon Martin Fourcade, sextuple champion olympique, 13 fois champion du monde et figure emblématique de la marque.

Mais juste à côté, un mannequin bien plus discret, habillé de vêtements techniques ainsi qu'un présentoir garni des premiers modèles de chaussures de course de la griffe témoignent des ambitions renouvelées du groupe isérois. Cette transformation, toujours en cours, a été enclenchée par Vincent Wauters, le 1^{er} février 2021, lorsqu'il a pris les rênes de l'entreprise centenaire. Un

moment de bascule. « Je suis arrivé dans un contexte où l'on apprenait que les remontées mécaniques resteraient fermées en France, en Italie, en Allemagne et ailleurs dans le monde, en raison du Covid. Notre cœur de métier était très fortement impacté », se souvient le dirigeant.

Après avoir excellé dans les sports d'hiver, Rossignol veut désormais étendre ses équipements à toutes les saisons. Le trail, dont la pratique a explosé ces dernières années, est apparu comme une évidence. Le fabricant s'est engagé tardivement dans cette diversification. Salomon, propriété du Finlandais Amer Sports, où Vincent Wauters a exercé des fonctions de direction, a amorcé ce virage dès le début des années 2000. « La logique est simple : ils s'adressent aux mêmes clients, à qui ils vendent déjà le matériel d'hiver, et à qui ils peuvent désormais offrir les équipements d'été. Rossignol doit être parmi les derniers grands acteurs à franchir le pas », constate le consultant Laurent Vanat, auteur chaque année, d'un rapport sur le tourisme en montagne.

Le réchauffement climatique, qui oblige les stations de ski et les fabricants, à opérer un changement de modèle y est pour beaucoup.



« Plusieurs travaux menés à l'échelle européenne montrent une dégradation progressive des conditions d'enneigement. La réponse la plus répandue consiste à développer la neige de culture, tout en engageant une diversification de l'offre », détaille Emmanuelle George, chercheuse à l'Inrae en aménagement touristique de montagne. Une transformation qui s'inscrit sur le long terme. « La transition vers une économie touristique quatre saisons a commencé dès le début des années 2000, portée par de nombreuses politiques régionales et départementales, poursuit l'experte. Ce mouvement demande du temps, car il suppose de faire travailler ensemble des acteurs qui n'en avaient pas l'habitude. »

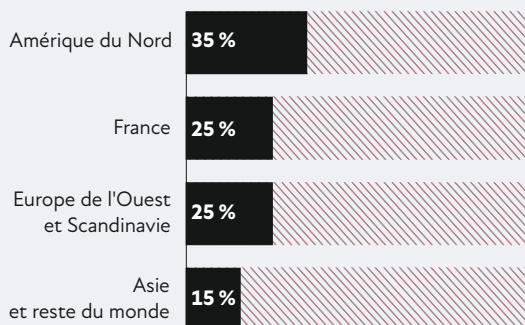
UN ADN TRÈS FORT EN R&D

Le dérèglement climatique n'est pas le seul point de vigilance des professionnels du secteur. « Le vrai sujet est le renouvellement des générations : on a réussi à faire skier les baby-boomers plus longtemps, mais ils commencent progressivement à sortir du marché, et on s'interroge sur qui prendra la relève », explique Laurent Vanat. Ce nouveau segment de l'outdoor doit ainsi constituer un relais de croissance pour l'entreprise qui a généré un chiffre d'affaires de 346 millions d'euros sur la période 2025-2026, en hausse de 4,3 % sur un an et dont la moitié est réalisée en Europe.

L'objectif, fixé en 2022, de dépasser les 500 millions d'euros de revenus d'ici à 2026 a été repoussé vers 2030. « Cette diversification est indispensable pour renforcer la puissance de la marque, mais aussi, bien sûr, pour des raisons économiques. Elle va permettre de lisser les flux de trésorerie, de mieux amortir nos coûts fixes en faisant vivre nos sites et notre réseau de distribution tout au long de l'année », détaille Vincent Wauters. Par le passé, après son rachat par Quiksilver, Rossignol avait tenté une percée dans le lifestyle, en vain. Un échec qui a durablement marqué les équipes.

Un ancrage européen, une portée mondiale

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



SOURCE : ROSSIGNOL

← **Martin Fourcade, Marine Quintard et Vincent Wauters lors du lancement de la Vercors, une chaussure de trail.**

Pour Rossignol, il a fallu aller vite pour pénétrer un marché très concurrentiel. « L'objectif était de développer une chaussure de course sans aucun compromis, ni sur le temps, ni sur le budget, avec une seule ambition : créer la meilleure possible », raconte Vincent Wauters. Pour cela, la marque s'est appuyée sur son expertise dans les sports d'hiver et son équipe d'ingénieurs spécialistes de la chaussure basée à Montebelluna, en Italie. « Quand une marque arrive sur un nouveau marché, il y a toujours une part d'inquiétude quant à ce qu'elle sera capable de proposer, reconnaît Maxime Grenot, athlète et manager de la team trail Rossignol. Mais l'entreprise dispose d'un ADN très fort en matière de recherche et développement. Les équipes avancent rapidement et les produits sont d'une grande qualité. »

Son savoir-faire dans le ski, reconnu dans le monde entier, continue de faire tomber les records. Aux derniers Jeux olympiques de Milan-Cortina, 124 athlètes étaient équipés par Rossignol et 50 d'entre eux sont revenus avec une médaille. « Si nous étions un pays, nous serions le plus médaillé au monde », sourit Vincent Wauters. C'est dans l'atelier, installé en plein cœur du siège social de Saint-Jean-de-Moirans, que les ouvriers fabriquent les skis de course destinés aux épreuves olympiques et aux manches de Coupe du monde. Chaque jour, 90 paires aux

caractéristiques aussi nombreuses qu'il existe de courses, sortent des presses. Pour les particuliers, c'est l'usine d'Artès, en Espagne qui produit les skis haut de gamme.

Les nouvelles chaussures de trail, en revanche, sont fabriquées en Asie. « Il n'existe pas vraiment de chaîne logistique industrielle pour les chaussures techniques en Europe. Tous les acteurs du running et du trail font fabriquer leurs produits là-bas », assure Vincent Wauters. Pour en faire la promotion, Rossignol écume depuis deux ans les grandes compétitions de trail avec son équipe dirigée par Maxime Grenot. Avec déjà quelques premiers résultats probants. En août 2025, la Française Marine Quintard s'est notamment imposée sur le format court de l'Ultra-Trail du Mont-Blanc, l'une des courses les plus prestigieuses au monde. « Nous ne sommes pas allés chercher les meilleurs dès le départ, précise Gabriel Authier, CMO de l'entreprise. Nous avons préféré miser sur des athlètes à fort potentiel, avec lesquels nous développons nos produits pour progresser ensemble jusqu'au plus haut niveau. » En espérant, à l'avenir attirer de plus gros noms.

Depuis Stockholm, le fonds d'investissement suédois Altor observe de près la métamorphose de Rossignol. Il y a treize ans, il en prenait le contrôle en devenant actionnaire majoritaire. Une durée exceptionnelle dans l'univers du capital-investissement, où les sorties interviennent généralement beaucoup plus tôt. « Si nous sommes restés au capital aussi longtemps, c'est parce que nous croyons profondément au potentiel de cette entreprise. Il viendra un moment où nous céderons notre participation, aucun fonds n'a vocation à rester indéfiniment. Mais les nombreuses évolutions positives nous ont convaincus de prolonger notre engagement », promet Andreas Källström, associé et responsable du secteur de la consommation au sein d'Altor. De quoi poursuivre sereinement son ascension. ✱ **THIBAUT MAROTTE**

QUELQUES CHIFFRES

1 310

Employés, dont 565 en France

3

Usines en Europe

400 000

Paires de ski vendues chaque année

Ces formules de politesse qu'on nous incite à bannir

Ou comment des « experts » en développement personnel nous expliquent que certains rituels conversationnels trahissent un manque de confiance en soi et nuisent à notre carrière... ●

Depuis quelques années, un même refrain revient dans les ouvrages de développement personnel, sur les réseaux sociaux, chez certains « experts » en leadership et conférenciers TEDx : des formules aussi banales que « désolé de te déranger », « je me permets » ou « j'espère que vous allez bien » seraient devenues des marques de faiblesse. Des ralentisseurs de carrière. Sur YouTube, la coach américaine Shira Miller affirme ainsi devant son auditoire : « Si quelqu'un est en retard à une réunion, je préfère de loin qu'il dise "merci pour votre patience" plutôt que des excuses encore et encore en faisant de ce retard le point central de notre échange. »

Même son de cloche chez Maja Jovanovic, qui se présente comme sociologue, auteure et experte en développement de la confiance en soi. Dans sa conférence « Comment les excuses tuent notre confiance en soi », l'oratrice fait la chasse aux phrases du type « Désolé, est-ce que c'est un bon moment ? » ou « Puis-je vous interrompre ? », qu'elle juge symptomatiques d'un manque de confiance en soi, surtout chez les femmes. Sarthak Ahuja, un « banquier d'affaires, formateur en

entrepreneuriat », suivi par près de 300 000 abonnés sur YouTube, recommande de bannir de nos emails les formules « J'espère que vous allez bien » (qu'il invite à remplacer par « Bonjour, je vous contacte au sujet de ») ou « Je me permets de revenir vers vous concernant... » (qui, selon lui, nous fait perdre en assurance).

En France, le phénomène reste plus discret. Il se résume à quelques publications de « spécialistes » sur les réseaux sociaux et à des articles de presse – essentiellement féminine – invitant à abandonner certaines formules, « J'espère que vous allez bien » figurant en tête des expressions frappées d'infamie. Une tendance qui a récemment fait réagir, sur X, l'ancienne présidente du Medef, Laurence Parisot. Sa réponse, lapidaire : « Oui et non. Cela s'appelle la politesse. »

La courtoisie serait-elle devenue un handicap ? S'excuser un peu trop un aveu de faiblesse ? Prendre quelques pincettes un frein à la carrière ? Faudrait-il désormais entrer dans le bureau de son supérieur sans se soucier de l'interrompre pour affirmer sa valeur ? Que s'est-il passé pour qu'une simple marque de politesse soit désormais perçue comme un signe de soumission ?



Laurent Berbon
Rédacteur
en chef idées

Interrogée par L'Express, la linguiste américaine Deborah Tannen voit dans cette nouvelle tendance un malentendu : le langage ne se limite pas toujours à son contenu. Il remplit souvent une fonction sociale. En invitant à renoncer à certaines formules introductives de politesse, ces discours passent à côté de l'essentiel : « Ce sont des rituels sociaux, et nous en avons besoin, souligne la spécialiste. Ce n'est pas différent du fait de rencontrer quelqu'un et de lui dire : « Bonjour, comment allez-vous ? ». Cette idée est au cœur de la théorie de la politesse des chercheurs Penelope Brown et Stephen C. Levinson, selon laquelle ces formules visent à préserver la « face » de l'interlocuteur : soit en répondant à son besoin d'être apprécié et valorisé (politesse positive), soit en atténuant les contraintes ou les demandes qui lui sont adressées afin de respecter son autonomie (politesse négative).

Pour Deborah Tannen, ces débats sur ce qu'il conviendrait d'employer ou pas en introduction d'un e-mail sont aussi le reflet de notre adaptation aux nouveaux modes d'échange. Comment faut-il communiquer ? Qu'est-ce qui est approprié dans un SMS, sur Instagram ou dans un e-mail ? Ces supports étant encore relativement récents et en pleine évolution, les usages restent incertains. À l'écrit, certaines formules paraissent plus littérales et plus chargées de sens qu'à l'oral, où l'intonation suffit généralement à signaler qu'il s'agit avant tout d'un rituel social.

LES HOMMES S'EXCUSENT MOINS

Et les discours affirmant que les femmes s'excusent trop, notamment au travail, et leur conseillant d'y renoncer sous prétexte que cela les placerait en position d'infériorité ? « Là encore, les mots n'ont pas toujours une fonction littérale », répond la professeure à Georgetown. Autrement dit, la plupart des *désolé* ne sont pas des excuses. La chercheuse évoque notamment le



Bio express

Deborah Tannen est professeure émérite à l'université de Georgetown, auteure d'essais, dont le best-seller *Décidément tu ne me comprends pas !* (Robert Laffont, 1993).

« social smoother », c'est-à-dire le *désolé* employé pour fluidifier les interactions sociales, ainsi que le *désolé* « automatique », prononcé presque machinalement pour accuser réception d'une interaction humaine, par exemple lorsqu'on bouscule quelqu'un ou qu'on est soi-même bousculé, sans que l'on soit responsable de la situation.

Une étude publiée en 2010 dans la revue *Psychological Science* par les chercheurs Karina Schumann et Michael Ross apporte un éclairage intéressant : les hommes s'excusent moins fréquemment que les femmes mais pas pour les raisons que l'on croit : « Ils ont un seuil plus élevé pour considérer qu'un comportement est offensant. » En résumé, ils jugent moins souvent qu'une situation justifie des excuses. Mais une fois qu'ils estiment avoir commis une faute, hommes et femmes s'excusent autant. La différence entre les deux sexes ne se situerait donc pas au niveau de la confiance en soi mais sur le plan cognitif. De quoi mettre à mal une partie de la rhétorique des coachs.

Deborah Tannen ne nie pas que certaines femmes puissent gagner en assurance en apprenant à moins s'excuser. Mais elle estime qu'il y a un risque à écouter ces injonctions à cesser d'utiliser certaines formules de politesse : « Si vous êtes une femme et que vous ne paraissiez pas suffisamment aimable, vous êtes perçue comme trop agressive. » Une illustration de ce que l'auteure de *Décidément tu ne me comprends pas ! Comment surmonter les malentendus entre hommes et femmes* (Robert Laffont, 1993) appelle la « double contrainte », soit le fait de devoir répondre simultanément à deux attentes contradictoires : quoi que vous fassiez pour satisfaire l'une, vous enfoncez l'autre. Au travail, si les femmes s'expriment de la manière que l'on attend traditionnellement d'elles, elles sont sous-estimées. Si elles parlent comme on l'attend d'une personne en position d'autorité, elles s'exposent à des jugements négatifs.

La spécialiste voit un autre écueil dans ces discours : ils proclament des vérités générales et prodiguent des conseils sans tenir compte de ce

qu'elle appelle « les styles conversationnels ». Il n'existe aucune règle générale valable pour toutes les façons de parler, insiste-t-elle, parce que tout dépend du contexte, du style de chacun et de la personne à qui l'on s'adresse. Ces discours font également fi des différences liées à l'origine ethnique, à la culture, au genre, à la classe sociale... Donc, résume-t-elle, « ce qui peut être parfait dans une situation peut être une mauvaise idée dans une autre. Ce qui fonctionne parfaitement avec une personne peut se retourner contre vous avec une autre. »

Pour Deborah Tannen, cette inflation de conseils n'est pas spécifique au langage, mais l'énigme manifestation de cette logique d'amélioration permanente de soi, si caractéristique de notre époque : « Tant d'articles expliquent ce que vous pouvez faire pour vous améliorer. Ce phénomène s'inscrit dans cette même tendance. Or, conclut-elle, si vous n'avez plus rien à dire aux gens sur ce qu'ils devraient faire ou ne pas faire, eh bien, pour certains, c'est peut-être leur métier qui disparaît. » *



En Ecosse, la Chippendale façonne les ébénistes

Chaque année, cette école internationale, spécialisée dans la fabrication et le design de mobilier, forme une trentaine d'artisans, qui brillent aux concours internationaux ●



Lieu a la beauté d'une carte postale. A quelques kilomètres d'Edimbourg, dans la campagne écossaise, une petite route bordée de champs et de prairies verdoyantes mène à la Chippendale International School of Furniture, spécialisée depuis 1985 dans la fabrication et le design de mobilier. Dès l'entrée, le décor ne trompe pas : une série de planches de bois, produites localement, sèchent à l'air libre, bientôt prêtes à être travaillées, taillées et modelées par les élèves de l'école. Ici, rien n'est laissé au hasard. Le directeur, Tom Fraser, accorde une importance toute particulière au choix et au respect des matériaux, ainsi qu'à la durabilité des meubles créés. « Il existe aujourd'hui des manières très rapides de fabriquer du mobilier en série, qui ne dure généralement pas dans le temps. Notre but est, au contraire, de réaliser des pièces uniques qui pourront se transmettre de génération en génération. Si une famille doit un jour se déchirer autour d'un héritage, autant que ce soit pour l'un de nos meubles ! », ajoute le trentenaire en riant.

TRENTE SEMAINES INTENSIVES

Affairés dans le vaste atelier aménagé dans un ancien bâtiment agricole du XIX^e siècle, entièrement retapé par le fondateur de l'école et père de Tom, Anselm Fraser, les élèves ont compris le message. Dans les odeurs enveloppantes de sciure et de bois, sifflement des perceuses en fond sonore, certains se concentrent sur les derniers détails d'un meuble réalisé à la main, qu'ils ont imaginé et sur lequel ils travaillent depuis près de deux mois. Tous sont inscrits au cursus de trente semaines qui a fait la réputation de l'école : dans ce laps de temps très court, ils se forment aux fondamentaux de la menuiserie, à l'utilisation des machines, aux différentes techniques de finition, tout en apprenant à réaliser une série de meubles imposés et à concevoir leurs propres pièces.



Céline Delbecque
Journaliste
société



Alumni

Kevin Tronel, fondateur de Wedge designs, lauréat du « Best chair award » au Young Furniture Makers Awards 2024

Ellen Baines, fondatrice de Verb Furniture, lauréate du « Bespoke Award » au New Furniture Makers Awards 2025

James Gascoigne, fondateur de The Cabinet Office, lauréat du « Empty Chair award » au New Furniture Makers Awards 2025

← Cette bâtisse du XIX^e siècle accueille des élèves depuis 1985.

« Le programme est très intensif, mais c'est ce que je cherchais. Je ne voulais pas faire à nouveau quatre ans d'études avant de me reconverter », confie Julien Rocheleau-Duplain en peaufinant les derniers détails de son meuble à whisky en chêne. Ce Canadien, qui suit avec 29 autres camarades le prestigieux enseignement de trente semaines – aussi appelé « cours professionnel » – songeait à intégrer la Chippendale International School of Furniture depuis plus de six ans et sa rencontre avec un ancien élève, lors d'un voyage dans l'Arctique. « Il m'a donné envie de faire quelque chose de mes mains, mais je ne voulais pas créer des cuisines et salles de bains en série. Ici, les professeurs favorisent la créativité, tout en nous initiant aux rudiments du business. »

Cet enseignement complémentaire a achevé de convaincre le jeune homme. A Chippendale, il a appris à se vendre sur les réseaux sociaux, à interagir avec les journalistes, à réfléchir aux expositions et salons internationaux auxquels il pourrait participer, à créer ses propres brochures, sites Internet ou cartes de visite... « Vous pouvez être le meilleur artisan du monde, mais si personne ne sait que vous existez, vous resterez un amateur. Et vous aurez alors intérêt à trouver une autre manière de gagner votre vie », insiste Tom Fraser, pour qui ces cours sont aussi importants que l'apprentissage de la technique pure.

UN TICKET D'ENTRÉE ÉLEVÉ

Après une première partie de carrière à Londres dans le secteur de l'énergie, le cadet de la famille Fraser a choisi de reprendre la direction de l'école il y a sept ans, à la suite de son père. Avec son épouse Sarah, qui a rejoint l'entreprise après le Covid, Tom Fraser a largement élargi la palette des cours au programme. Le couple propose des week-ends pour découvrir la sculpture ou le tournage sur bois (entre 250 et 450 livres, soit 290 à 530 euros), un stage d'enseignement des bases du métier en cinq

« MON PÈRE EST TRÈS DYSLEXIQUE : ON A TOUJOURS PRIVILÉGIÉ UNE APPROCHE FONDÉE SUR LA PRATIQUE. IL N'Y A AUCUN PRÉREQUIS ACADÉMIQUE »

jours (1 000 livres), un cursus d'un mois dit de « designer-créateur » (4 000 livres), et un cours de dix semaines pour les étudiants souhaitant approfondir la matière, sans pour autant vouloir en faire leur métier (9 000 livres). Pour suivre le cours professionnel – produits de base et matériaux compris – il faut déboursier 27 000 livres. Une fois diplômés, les étudiants ont la possibilité de rejoindre les ateliers d'incubation présents sur le site, afin de développer leur propre activité tout en bénéficiant de l'accompagnement de tuteurs.

Malgré ce ticket d'entrée élevé, Tom Fraser indique recevoir « deux à trois fois plus de candidatures que de places disponibles » au sein de l'école. Pour les départager, le directeur ne regarde ni les résultats scolaires, ni les diplômes, ni les CV. « Mon père est très dyslexique : on a toujours privilégié une approche fondée sur la pratique. Il n'y a aucun prérequis académique », explique-t-il, soulignant en revanche que Chippendale n'est pas une école de la seconde chance pour « des employés souhaitant prendre une année sabbatique » ou pour des « parents désespérés qui voudraient trouver une échappatoire pour leur enfant difficile ». « Nous recherchons des personnes passionnées, enthousiastes, qui veulent faire du travail du bois leur métier. C'est une matière très complète, très physique, que l'on ne peut pas imposer à quelqu'un », explique Tom Fraser, qui sélectionne les apprentis après un entretien en présentiel ou en visioconférence en fonction de leur pays d'origine – chaque année, environ la moitié des élèves sélectionnés pour le cours professionnel sont étrangers.

Des profils aussi différents qu'étonnants sont ainsi passés par les ateliers de Chippendale : des

jeunes tout juste sortis du lycée, des architectes ou designers graphiques en reconversion, mais aussi un ancien pilote de ligne, un dentiste, des enseignants, des médecins... « Dans ma promotion, il y avait un vétéran de l'armée américaine, un musicien professionnel et une jeune fille qui venait de fêter ses 18 ans ! », témoigne Kevin Tronel, élève de la promotion 2024. Cet ancien brocanteur gère désormais son propre atelier dans le centre d'Edimbourg.

ÉTOILES MONTANTES

Poussé par ses tuteurs à se présenter à différentes bourses ou concours à sa sortie d'école, ce Franco-Ecossais a notamment décroché le prix du meilleur fauteuil lors du Young Furniture Makers Awards 2024, organisé chaque année au Royaume-Uni pour mettre à l'honneur les étoiles montantes. Lors du même événement, un autre ancien élève de l'école, Michiel Vrenegoor, a également reçu une distinction pour la finesse du travail artisanal réalisé sur un bureau d'écriture en chêne massif. « Ce genre de concours nous apporte beaucoup de presse, ouvre quelques portes et enrichit notre réseau. Sans compter l'exposition directement apportée par l'école », témoigne Kevin Tronel.

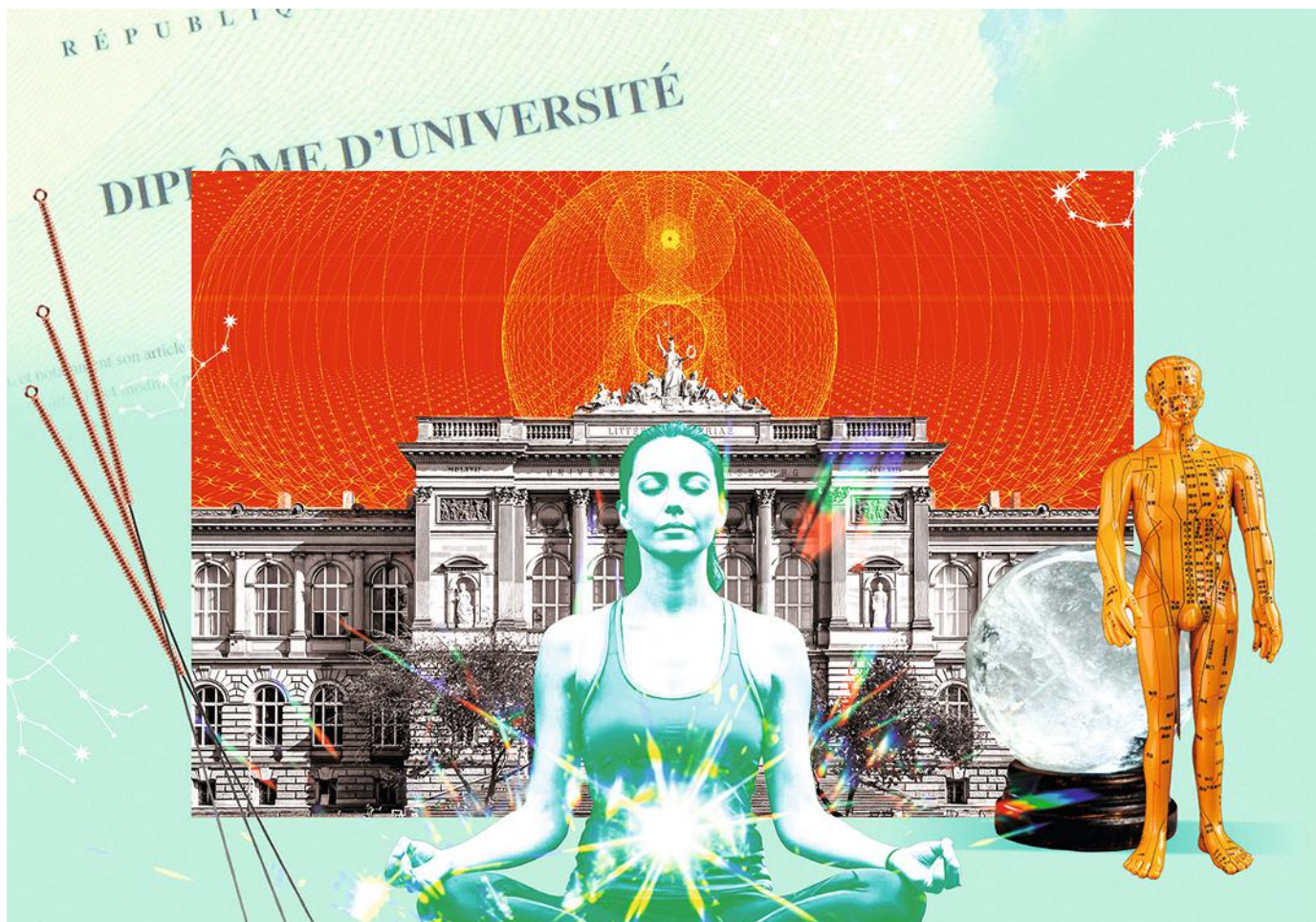
Chaque année, Chippendale expose le travail de ses étudiants – en 2025, plus de la moitié des pièces réalisées pendant la formation ont ainsi été vendues en l'espace de deux jours, et de nombreux élèves ont été repérés par de potentiels clients. Durant la dernière exposition, du 18 au 20 juin, Julien Rocheleau-Duplain a ainsi eu l'occasion de présenter son meuble à whisky – avant de repartir au Canada en vue d'y lancer un projet étonnant et ambitieux : un atelier d'ébénisterie itinérant, dans un bus reconditionné. ★

Ces diplômes universitaires adossés à la pseudoscience

Les facultés scientifiques, temples de la rationalité ?

L'Express a épluché les formations des 75 universités françaises, décelant des centaines d'enseignements sans fondement médical ●

Assis en tailleur, les yeux fermés, deux étudiants s'enlacent, et à côté, trois autres se tortillent, ils rampent, grimpent les uns sur les autres. Vêtue de vêtements amples, la maîtresse de séance veille, elle vérifie ça et là les postures, répète docement les principes de son cours, puis vite, les disciples du jour se mettent en boule, guidés par les sonorités vibrantes des bols tibétains et quelques envolées spirituelles à propos de la « conscience des cellules ». Raconté de la sorte dans une vidéo de présentation partagée en ligne, l'atelier du jour a des airs de cérémonie religieuse. Ces exercices semblables à des rites initiatiques font pourtant partie d'un « diplôme universitaire Pratique d'éducation somatique » proposé par la faculté des sciences de Lyon I, une formation académique certifiée par l'établissement





**Par Antoine
Beau**
Journaliste
sciences



**avec Stéphanie
Benz**
Rédactrice
en chef adjointe
sciences



et Asia Dayan
Journaliste
en formation

et censée aider les professionnels de santé à rester au niveau. En trente jours et pour quelques milliers d'euros, le cursus promet d'initier au « Body-Mind Centering » ou au « Mouvement authentique », des arts qui prétendent « guérir » par la seule force de « l'intuition » et dont les principes ne figurent dans aucun manuel de médecine.

Des apprentissages ésotériques, au cœur de l'université ? Ce module n'est pas le seul à invoquer l'au-delà en guise de thérapie. Ces derniers temps, nombreux sont les dispositifs de formation en santé à faire parler d'eux, véhiculant des concepts non éprouvés ou à risque de dérives sectaires. Mi-mars, L'Express révélait l'existence d'un congrès faisant l'apologie de la « danse cosmique » organisée à l'université de Clermont-Ferrand, et quelques semaines plus tard des étudiants de Dijon dénonçaient dans *Le Monde* des enseignements centrés sur le très curieux principe de « l'auto-guérison ».

BIENTÔT UN COMITÉ SPÉCIAL

Quelque peu embêté par ces incursions de la pensée magique dans les lieux de diffusion du savoir, et alors que l'association de lutte contre le phénomène sectaire GEPS multipliait les signalements, le ministre de l'Enseignement supérieur Philippe Baptiste a demandé début mai de créer un comité spécial. Le but : recenser les formations professionnelles dispensées à l'université, appelées « diplômes universitaires » (D.U.) et qui ne reposent pas suffisamment sur de la recherche scientifique. Un travail de longue haleine tant l'offre, laissée à l'appréciation des chefs d'établissement, semble s'être étoffée ces dernières années, portée par une forte demande de soins complémentaires dans la population. Selon nos informations,

l'instance devrait être présidée par le pédiatre Pierre Cochat, auparavant à l'évaluation des médicaments à la Haute autorité de Santé (HAS), pour un travail qui ne débuterait qu'en septembre.

En attendant, et alors que la saison des inscriptions universitaires se termine, à quelle formation se fier ? Qui sont les mauvais élèves ? Pendant plusieurs semaines, L'Express a passé en revue l'entièreté des catalogues disponibles en ligne, traquant à l'aide de la terminologie utilisée par le ministère les propositions « ni reconnues [...] ni enseignées au cours de la formation initiale » et pour lesquelles il était possible de s'inscrire en 2025, 2026 ou 2027. Au terme d'un minutieux travail d'enquête, nous avons identifié plus de 120 formations pouvant s'apparenter aux dérives décrites par le ministre, un chiffre que nous dévoilons en exclusivité. En plus d'inclure les pratiques « alternatives » ou « douces » explicitement dans le viseur du ministère, nous avons également retenu parmi les milliers de D.U. répertoriés, les enseignements sans rationnel scientifique clair, comme l'hypnose, ou l'EMDR, des interventions considérées comme « non conventionnelles » par les autorités sanitaires.

Médecine chinoise, aromathérapie, ostéopathie, musicothérapie, ou plus original, thérapie par le yoga, soin par le cheval, magnétisme, et même psychogénéalogie, L'Express a ainsi recensé plus d'une dizaine de types de pratiques différentes proposées par des facultés scientifiques. Des enseignements susceptibles de mettre les médecins en infraction – ces derniers étant tenus de ne proposer que des soins éprouvés – pourtant vendus plusieurs milliers d'euros aux participants. À l'année, les recettes dépasseraient les 2 millions d'euros, selon nos estimations. Une manne non négligeable pour les établissements en quête de financement.

Loin d'être de simples excentricités, ces modules permettent chaque année à plusieurs milliers

DES TECHNIQUES NON ÉPROUVÉES OU À RISQUE DE DÉRIVES SECTAIRES

de professionnels de repartir avec des certificats tamponnés, qu'ils peuvent ensuite arborer dans les cabinets ou sur les plaques professionnelles. Si L'Express n'a pas été en mesure de vérifier tous les contenus – la plupart inaccessibles – nous avons relevé de nombreuses pratiques enseignées sans recul critique, un état de fait témoignant d'une importante pénétration de l'ésotérisme au sein de l'université.

THÉORIES ALTERNATIVES

Il faut lire les intitulés pour se rendre compte ce qu'implique cette perméabilité. À Clermont-Ferrand, des cours abordent le pouvoir des bourgeons (gemmothérapie). À Grenoble, à Paris et à Strasbourg, des professionnels de santé peuvent s'initier au soin par les oreilles (auriculothérapie). À Montpellier, les étudiants découvrent l'art d'aider les femmes enceintes par les aiguilles (acupuncture obstétricale). À Dijon, un cursus entier est consacré aux tentatives de soigner par les huiles essentielles (aromathérapie)... Et jusqu'en 2021, il était possible d'apprendre « la transe auto-induite » à visée thérapeutique à Paris 8, une activité dénoncée par la Miviludes (Mission interministérielle de lutte contre les dérives sectaires).

En dehors des professeurs et des médecins adeptes des théories alternatives, de nombreux pseudo-thérapeutes sans connaissances médicales figurent sur les plaquettes pédagogiques. Des intervenants magnétiseurs, réflexologues, sophrologues, coachs de yoga ou de qi gong et même quelques noms associés à des mouvances faisant l'objet de signalements comme celui de Danis Bois, docteur en sciences de l'éducation et ancien disciple de la congrégation spirituelle népalaise Shri Ram Chandra Mission. ➡➡

**NOUS AVONS
IDENTIFIÉ PLUS DE
120 FORMATIONS
PROBLÉMATIQUES**

Ce praticien s'est vu confier le diplôme universitaire « Méditation et relation de soin » de l'université de La Réunion. Ce n'est d'autre qu'un des principaux tenants de la fasciathérapie, une discipline pseudo-scientifique qui tient comme responsable des maux du corps les fascias, ces tissus qui maintiennent nos organes. Sur son site Internet, l'intervenant explique notamment que les fascias stockent nos expériences, qu'ils ont une « dimension biographique » (sic). Les masser permettrait de libérer les « sensations gelées », « fossilisées, gélifiées » et aurait une « action curative », selon lui.

HÉRITAGES «PSYCHOLOGIQUES»

Un casting propice aux dérives : à l'université de Bordeaux, les intervenants du D. U. d'ostéopathie ont inscrit au programme le « traitement intra-rectal », une intervention qui consiste à masser le patient par l'anus, pratique tout bonnement illégale. Et que dire de cette formation à l'université de Toulouse, où les élèves s'exercent à reconstituer leur lignée familiale et à en déduire des héritages « psychologiques », une activité propice à la résurgence de traumatismes, susceptible de générer des situations de vulnérabilité et là encore, sans fondement thérapeutique.

Plusieurs universités semblent particulièrement perméables. Avec neuf D. U. correspondant à la terminologie du ministère, l'université de Strasbourg figure en tête du classement de L'Express, suivie par Montpellier ou encore Paris Cité et Sorbonne Université (anciennement Paris 6). Dans certains cas, une telle densité peut s'expliquer par l'influence d'un groupe d'universitaires complaisants. A lui seul, le centre Pierre-Janet à Metz gère huit diplômes de ce type pour le compte de l'université de Lorraine et les membres du Collège universitaire de médecine intégrative et complémentaire (Cumic), fondé par un proche de la mouvance anthroposophe Jacques Kopferschmitt, sont

**2
MILLIONS
D'EUROS**
Ce sont, selon
nos estimations
(fourchette
basse),
les recettes
annuelles
perçues pour
l'ensemble
des diplômes
universitaires
de pratiques
non éprouvées

↓ Le centre
Pierre-Janet,
à Metz, gère
à lui seul
huit cursus
controversés.

régulièrement reliés à des formations dans le viseur des autorités.

Si une recension à vocation exhaustive n'avait jamais été réalisée, ce n'est pas la première fois que des alertes émergent. En 2018, les conférences des doyens et présidents d'universités avaient déjà pratiqué un grand ménage, chassant la plupart des D. U. d'homéopathie. Un rapport sur la désinformation en santé mené par les pharmacologues et épidémiologistes Mathieu Molimard et Dominique Costagliola, remis au gouvernement en janvier, recommandait même de « bannir la labellisation académique de pratiques de soins non validées ».

La tâche s'annonce ardue. Les dirigeants des universités et les pouvoirs publics ont souvent du mal à intervenir, une fois les formations installées. « Toute la difficulté va être d'interroger les établissements sans percuter la liberté académique. On va pouvoir demander à quel point les équipes pédagogiques accordent de l'attention au niveau de preuve, vérifier la qualité des intervenants et la présence de chercheurs par exemple, mais il est clair qu'on n'imposera aucune liste de diplômes interdits », détaille Coralie Chevallier, présidente du Hcéres, l'autorité indépendante à qui le ministère a délégué l'organisation du comité d'évaluation.

«NOUS AURIONS TORT DE LAISSER DES GENS PEU SÉRIEUX PRATIQUER SANS CADRE »

Les représentants scientifiques n'ont de fait pas attendu les nouvelles directives. Chaque année, les Ordres tentent de freiner les techniques « insuffisamment éprouvées », en refusant de reconnaître les diplômes et en sanctionnant les médecins qui les pratiquent. En 2022, l'Ordre des kinés a ainsi refusé l'intérêt de la formation « Phytothérapie et aromathérapie clinique » de Grenoble-Alpes, au titre de l'année universitaire 2020-2021. Même chose pour le D. U. « Prise en charge diagnostique et thérapeutique des pathologies fonctionnelles périnéales » de Lyon 1, débouté en 2024.

Mais ces actions sporadiques se heurtent à une judiciarisation grandissante. Plusieurs fois, le Conseil d'Etat a pu donner gain de cause aux adeptes des méthodes controversées, prenant le parti de la liberté académique, surtout lorsque la pratique ne représentait qu'un faible pourcentage du temps de formation (plus ou moins 5 %). Ce fut le cas en 2021, au sujet d'un D. U. de l'université de Nice qui encourageait la pose de « ventouses

Nouveau

Diplôme Universitaire (D.U.)
Traiter les troubles psycho-émotionnels
par l'usage des plantes,
phyto-aromathérapie et psychothérapie




Présenté par
Dr. Jacques FLEURENTIN **Pr. Cyril TARQUINIO**





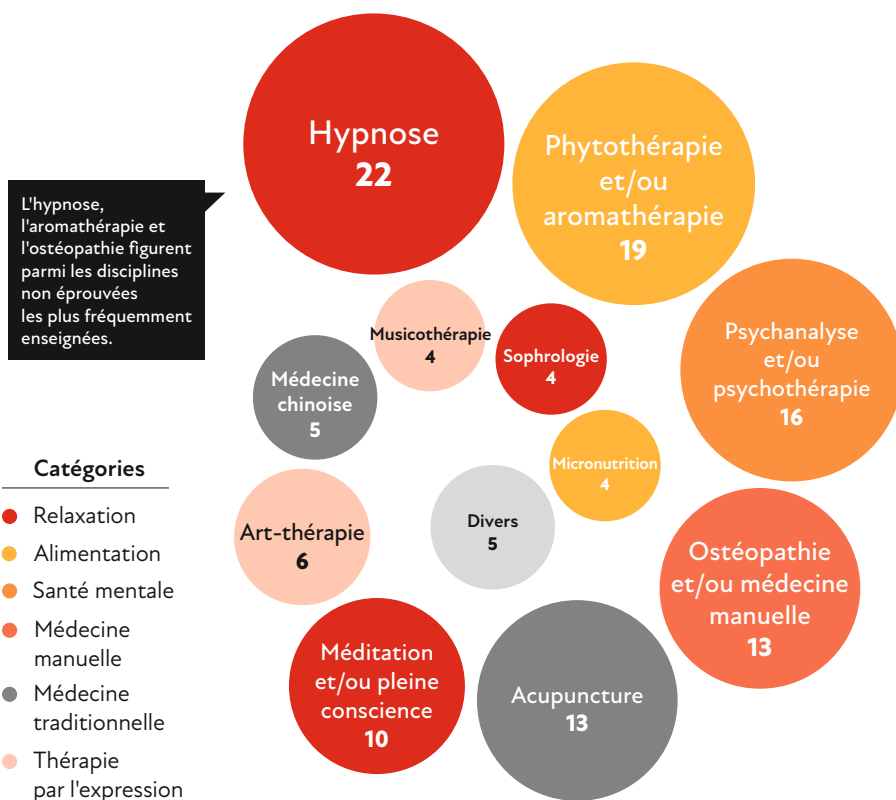
thérapeutiques» ou encore en 2019, pour une autre formation promouvant la «Tear thérapie» et le «kinésio-taping».

Parmi les diplômés recensés par L'Express, les formations associées à l'aromathérapie, le «soin» par les huiles essentielles se retrouvent régulièrement dans cette position. De nombreux enseignants proposent quelques heures sur le sujet tout au plus, un crochet nécessaire, selon certains universitaires : «L'aromathérapie n'a pas d'intérêt thérapeutique mais des tas de patients utilisent des huiles essentielles à tort et à travers et ça leur cause des intoxications. Nous aurions tort de laisser des gens peu sérieux pratiquer sans cadre», défend Marc Maynadié, le doyen de la faculté de science de l'université de Dijon. «Quand un enseignement n'a pas de fondement, il doit être arrêté. Associer la notion de thérapie à des concepts qui ne recouvrent que du bien-être me paraît inadapté, mais il n'en reste pas moins que ce sont des pratiques demandées, il va donc falloir trouver un moyen de continuer à se former sur les risques et à diffuser les bonnes pratiques», résume le président de la conférence des doyens de pharmacie, Vincent Lisowski. Sollicité par le ministère, le scientifique a récemment demandé que les références au «soin» soient retirées des diplômes du genre dans son université à Montpellier, un avant-goût de la bataille à venir.

Contactée par L'Express, l'université de Lille, trois D.U. potentiellement controversés, déclare s'adoser à la recherche et contrôler ses intervenants : «Toutes nos formations professionnelles s'appuient sur l'expertise des enseignants [...] et satisfont aux exigences réglementaires [...]. Elles font donc l'objet d'une évaluation par les usagers et

Les types d'enseignements controversés

Nombre de formations de médecines alternatives ou non validées proposées à l'université, en France



SOURCE : L'EXPRESS

un bilan des formations professionnelles est prévu [...] au moins tous les deux ans ». L'université de Lorraine assure que les données scientifiques légitiment les pratiques qu'elle propose, quand bien même celles-ci ne sont pas conventionnelles. « Il y a énormément de travaux qui attestent de la pertinence de certaines techniques d'hypnose et d'EMDR dans la prise en charge de certains troubles et notamment dans la douleur. L'enjeu est désormais de comprendre les mécanismes impliqués. Le ministre fait de la politique, et moi je fais de la science », entonne Cyril Tarquinio, fondateur du centre

Pierre-Janet, qui coordonne une série de diplômes pour l'établissement.

France Universités, organisme qui fédère les présidents d'université prend acte. « Parmi les plusieurs milliers de D.U. proposés, si certains posent question quant à leur légitimité scientifique, les universités concernées prendront les dispositions nécessaires », indique la structure, tout en pointant le risque de jeter le discrédit sur l'enseignement supérieur public si les formations du privé, autrement plus nombreuses, ne sont pas elle aussi répertoriées. Les établissements de Bordeaux, de Limoges, de Nantes, de Strasbourg, d'Aix-Marseille, de La Réunion, de Paris Sorbonne, de Paris Cité, de Grenoble, de Clermont-Ferrand, le Cumic et Danis Bois n'ont pas donné suite à nos sollicitations. ✱

« TOUTE LA DIFFICULTÉ VA ÊTRE D'INTERROGER LES ÉTABLISSEMENTS SANS PERCUTER LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE »

Controverse

A Béziers, le projet d'un énorme campus de médecine chinoise

Accompagné par Pékin, un promoteur-ostéopathe local entend bâtir le plus grand cluster européen de médecine alternative dans la cité biterroise.



Il n'y a pour le moment pas grand-chose sur ce terrain appartenant à la mairie de Béziers, coïncé entre les stades de football et l'un des principaux boulevards de la ville. Des pelouses et quelques feuillus bordent le Conservatoire, élégante bâtisse du XIX^e siècle aux balustrades en pierre de taille et au toit particulièrement pentu. Les quelques visiteurs du jour profitent des derniers moments de tranquillité dans les jardins, avant que, bientôt, une armée d'artisans ne vienne perforer le sol et faire vrombir leurs engins. Le 5 juin, la municipalité a

↑ **Le maire Robert Ménard, tout en doutant de l'efficacité des médecines alternatives, souligne les retombées potentielles, notamment pour l'emploi.**

donné son feu vert pour la vente de ce demi-hectare de terre à un ostéopathe et entrepreneur local, passionné de sciences occultes. Le praticien, Yves Le Gourrières, convaincu des bienfaits des « méthodes douces » et des « champs de vitalité », compte bien donner naissance en lisière de ville au tout

LES ÉTUDIANTS S'EXERCERONT À FAIRE CIRCULER LES « ÉNERGIES VITALES »

premier campus de « médecine traditionnelle chinoise » en Europe. Un très ambitieux projet de 22 000 mètres carrés d'amphithéâtres et de salles d'examens, décoré de petits lampions et agrémenté d'espaces dédiés à la pratique du taï-chi, cet art martial venu de Chine.

A en croire les prospectus, une école du supérieur (« EsMTC Med »), une maison de santé, un centre d'accueil pour le trouble du spectre de l'autisme et une maison de répit pour les seniors pourraient sortir de terre dès la rentrée 2027. Des établissements tout ou partie régis par les principes non reconnus de la médecine alternative asiatique. Les organisateurs prévoient plus de 500 élèves pour des cursus pouvant aller jusqu'à onze ans d'études, soit des milliers de personnes qui, après avoir été formées, pourront perpétuer à leur tour les préceptes de cette discipline ésotérique dans le viseur de la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires).

Le bac en poche, les étudiants inscrits s'exerceront à faire circuler les « énergies vitales » via les « méridiens », ces canaux invisibles jamais référencés dans la médecine scientifique. Puis ils se formeront à l'influence du « Yin » et du « Yang », à la « symbolique des organes », à leur couleur, leur saison, leur lien avec les cinq éléments, le bois, le feu, la terre, le métal, l'eau, avant de s'entraîner à lire les déséquilibres rénaux en examinant les « fissures de la langue ». Le campus prévoit toutes les commodités, y compris des logements pour les intervenants, comme dans un quartier universitaire conventionnel.

Malgré l'absence de fondement scientifique de ces techniques et le risque de dégrader l'état de santé des « patients » qui délaissent trop souvent les véritables soins pour ces miroirs aux alouettes, les élus de la ville n'ont, semble-t-il, rien trouvé à redire : la vente du terrain a été approuvée à l'unanimité en conseil municipal. Seule une voix s'est

abstenue, un élu de formations scientifiques un peu gêné que Béziers devienne la capitale européenne des sciences occultes. Le frondeur n'a pas pipé mot en public, mais, selon nos informations, il aurait tenté de dissuader le médiatique édile de la ville, Robert Ménard.

Comment se fait-il que la puissance publique soutienne un tel projet, alors qu'une fois formé, les étudiants ne pourront pas pratiquer, au risque de tomber dans l'exercice illégal de la médecine ? Au téléphone, Robert Ménard défend une initiative « sérieuse d'un point de vue médical et financier », et souligne les retombées potentielles : « Je trouve que c'est un projet formidable. Je ne suis pas médecin, je ne pense pas que la médecine alternative guérisse, et quand j'ai un problème de santé, je vais voir un médecin scientifique, mais tout autour de moi, beaucoup de monde consomme de façon complémentaire ces pratiques. Cela participe à développer de l'emploi, et à faire une présence d'étudiants dans la ville. »

AUCUN EFFET CURATIF

Le porteur de projet, Yves Le Gourières, mordu de médecine chinoise depuis un voyage dans le pays il y a vingt ans, kinésithérapeute et patron d'une entreprise de consulting, estime à 200 le nombre d'emplois supplémentaires créés à cette occasion. « C'est une médecine qui appartient au taoïsme et dont les écrits remontent au ^ve siècle avant Jésus-Christ », s'enthousiasme l'entrepreneur, convaincu du bien-fondé de ces rites qui n'ont pourtant pas d'effets curatifs. Contacté par L'Express, il explique avoir fait « valider » les cours avec une université chinoise, la Shanghai University of Traditional Chinese Medicine (université de médecine traditionnelle chinoise de Shanghai, ou université MTC), un des principaux diffuseurs de ces pratiques dans le monde. L'école de Béziers a été pensée comme une « antenne locale » de la structure chinoise, au même titre que les établissements existants en

QUELQUES CHIFFRES

500

élèves par an la première année

22 000

mètres carrés

Quatre établissements, une école, une maison de santé, un centre autisme et une résidence senior

«LE CONSEIL DE L'ORDRE A ÉTÉ SURPRIS DU SOUTIEN DE LA MUNICIPALITÉ. LES CONTOURS NOUS SEMBLANT SUSCEPTIBLES D'EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE »

République tchèque, au Maroc et à Malte.

Une copie conforme chargée de reproduire « à l'identique » les programmes chinois et placé sous la bénédiction du gouvernement de la première puissance asiatique. « Nous avons besoin de la validation de l'Etat », dit-il. En octobre 2024, une délégation s'est même rendue sur place, à Béziers, pour constater l'environnement étudiant local, achevant de convaincre l'édile. « Ceci pose les premiers jalons pour la coopération sino-française en matière d'enseignement de la médecine traditionnelle chinoise... » s'est réjoui, Ji Guang, le président de l'université MTC. « Depuis vingt ans, on accueille des élèves français venus suivre des cours de médecine traditionnelle chinoise », a abondé Han Chouping, la doyenne de l'université, visiblement satisfaite du paysage.

Une partie du cursus pourrait même se faire à Shanghai, dans un effort de « coopération académique internationale » promettent les petites fiches jointes au conseil municipal. Tout juste de retour du pays, où il a rencontré une nouvelle fois les représentants de ce courant et de l'Etat, Yves Le Gourières explique que ce n'est pas la Chine qui l'a aidé à réunir les 630 000 euros nécessaires pour acquérir le terrain et le reste à charge pour le faire construire. Sans révéler l'identité de ses financeurs. Qu'importe. De fait, l'initiative sera en partie gérée par les disciples asiatiques, nombreux à figurer au comité de direction.

Les autorités françaises acceptent-elles cette Internationale des sciences occultes ? Avec ce campus, Yves Le Gourières imagine proposer aux autistes et personnes âgées une véritable « prise en charge complémentaire » à la médecine. De quoi aider à réduire la consommation de médicament défend l'intéressé,

apparemment peu inquiet à l'idée que ne percolent des principes ésotériques et pseudo-thérapeutiques chez les bénéficiaires. L'entrepreneur a prévu de rencontrer les Ordres dans les semaines à venir, convaincu que son campus pourra voir le jour, en vertu de la liberté de formation qui règne dans l'Hexagone et permet d'enseigner à peu près tout, en ne condamnant que la pratique et non la diffusion de ses principes.

Contacté, Philippe Cathala, le président du conseil départemental de l'Ordre des médecins, ne cache pas son malaise : « Le conseil a été très surpris de voir le soutien de la municipalité. Les contours nous semblent susceptibles de dérives et d'exercice illégal de la médecine. Nous n'autoriserons pas les médecins à pratiquer dans ce cadre, et nous dénoncerons les thérapeutes revendiquant un quelconque apport thérapeutique. La médecine traditionnelle chinoise n'est reconnue ni par la médecine fondée par les preuves ni par l'Ordre, ni par la médecine chinoise scientifique », indique-t-il, inquiet de l'avènement d'une « usine de fabrication de médecines alternatives ».

Selon nos informations, une première alerte avait été envoyée par le conseil national de l'Ordre au ministère de l'Enseignement supérieur, en février 2025, avant de rester lettre morte. L'Agence régionale de santé a également été sollicitée par des médecins locaux, inquiets pour leur département. Et le conseil départemental de l'Ordre s'apprête à écrire directement à Robert Ménard, faute d'action politique pour le moment. De quoi faire changer d'avis le maire d'étiquette divers droite, un temps proche du Front national ? « Je ne vais pas vous faire de réponse à une lettre que je n'ai pas encore reçue », a simplement commenté l'édile. **A. B.**

Vers une possible redéfinition de l'autisme ?



UNE CHRONIQUE DE FRANCK RAMUS

Une nouvelle étude suggère qu'il serait pertinent de distinguer deux types d'autisme ayant des bases génétiques et des trajectoires développementales distinctes.

Dès 1926, l'autisme a été défini comme un trouble des interactions sociales se manifestant dès la petite enfance. Mais il est apparu plus tard que certaines personnes présentaient des symptômes autistiques similaires sans pour autant avoir eu un développement très perturbé, conduisant notamment à la définition du syndrome d'Asperger (forme d'autisme sans retard de langage ni déficience intellectuelle). Depuis 2013, les classifications médicales internationales ont défini le « trouble du spectre de l'autisme » en regroupant les catégories précédentes, et en élargissant les critères diagnostiques. Cela a naturellement conduit à une augmentation du nombre de diagnostics d'autisme, que certains ont interprété à tort comme une épidémie.

Dernièrement, plusieurs grandes figures de la recherche sur l'autisme, comme la psychologue germano-britannique Uta Frith et le psychiatre franco-canadien Laurent Mottron ont remis en question ces nouveaux critères diagnostiques et la notion de spectre de l'autisme, au motif qu'il regrouperait des personnes ayant des troubles et des niveaux de sévérité trop différents, rendant le diagnostic trop hétérogène. Une étude publiée l'année dernière dans la revue *Nature* semble leur donner raison, en suggérant que les cas d'autisme diagnostiqués précocement (avant 10 ans) et tardivement (après 10 ans) refléteraient deux sous-types distincts.

UN DIAGNOSTIC PARFOIS TARDIF

L'âge auquel l'autisme est diagnostiqué varie grandement d'un individu à l'autre, allant d'environ 18 mois jusqu'à l'âge adulte. Cela tient à différentes raisons. D'une part, l'environnement de l'enfant : selon qu'il grandit dans une famille attentive à son développement ou pas, selon que la famille a un accès facile au système de santé ou pas, et selon que les professionnels rencontrés ont des connaissances à jour sur l'autisme ou pas, la probabilité pour un enfant de recevoir un diagnostic ainsi qu'une prise en charge adaptée varie énormément (particulièrement en France). D'autre part, la sévérité des troubles : plus le trouble des interactions sociales est sévère, et plus il est accompagné d'un retard important du langage et de déficits cognitifs globaux, plus l'enfant sera repéré comme ayant un développement anormal et orienté vite vers le système de santé.

Mais ce que révèle l'étude publiée dans *Nature* va bien au-delà. En regroupant les données de 3 cohortes regroupant plus de 45 000 individus danois et américains, l'équipe menée par le chercheur de Cambridge Varun Warrier a trouvé que les cas de diagnostics précoces et tardifs se distinguent par des trajectoires développementales distinctes : alors que les cas précoces ont

des difficultés comportementales constantes au cours du développement, les cas tardifs ont des difficultés croissantes avec l'âge. De plus, les cas tardifs ont une prévalence plus élevée de certains troubles associés comme le TDAH (trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité) et la dépression. Enfin, les cas tardifs et précoces ont pour étiologie des facteurs génétiques en grande partie différents.

DÉCONCERTANT POUR LES FAMILLES

Ces nouveaux résultats pourraient bien transformer notre manière de considérer l'autisme. Il est fort possible que l'Association Américaine de Psychiatrie et l'Organisation Mondiale de la Santé, dont les experts travaillent sur la prochaine édition de leurs classifications, soient ainsi amenées à modifier leurs définitions et à scinder le trouble du spectre de l'autisme en deux, en fonction de l'âge au diagnostic et des profils cognitifs et psychiatriques associés. Une telle mesure serait certainement déconcertante à la fois pour les personnes concernées et leurs familles qui sont attachées aux diagnostics actuels, et pour les professionnels qui devraient alors modifier leurs pratiques diagnostiques. Mais il faut réaliser que les définitions des troubles et maladies n'ont pas d'existence objective : « Ce qu'est vraiment l'autisme », aussi réel que cela nous paraisse, n'est que ce que nous en avons défini. Les catégories diagnostiques sont des inventions humaines, qui doivent donc être définies de la manière qui reflète le mieux les connaissances scientifiques et dans le but d'aider au mieux les personnes concernées. Le fait que les classifications médicales doivent être périodiquement révisées en fonction de l'évolution des connaissances, et que certains critères diagnostiques soient parfois modifiés ne fait que nous rappeler les limites de nos connaissances actuelles. ✱

Franck Ramus, chercheur au CNRS et à l'Ecole normale supérieure (Paris).



1
2



1 L'AVENTURE AU SOMMET DE L'ÉLÉGANCE AVEC LA MONTRE HYDROCONQUEST DE LONGINES

En 2026, Longines présente une ligne HydroConquest intégralement réimaginée qui propose des modèles automatiques. Les boîtiers, en acier inoxydable de 39 mm et 42 mm de diamètre offrent des proportions contemporaines qui équilibrent présence et confort au porter, qui témoignent de l'engagement de Longines envers l'excellence horlogère.

À partir de 2150 euros
longines.com/fr

2 AMISTÀ, UNE INVITATION AU PARTAGE

Né de la rencontre entre les vins Edmond de Rothschild et le Château de l'Aumérade, Amistà est un rosé gastronomique produit en quantité limitée. Vendangé de nuit et élaboré à partir d'une sélection des meilleures parcelles, il exprime toute l'élégance de la Provence. Assemblage de grenache, syrah et cinsault, il séduit par sa fraîcheur, sa précision et sa générosité. Une cuvée exclusive pensée pour les plus belles tables et les moments de partage

Château de l'Aumérade
AOC Côtes de Provence PVC : 23 euros
lesvinsedmondderothschild.com

NOS ENVIES



3

3 LA MAISON DE JOAILLERIE GORALSKA

Corinne Evens, fondatrice de Goralska, « la femme qui prend son destin en main », transmet sa passion de la Joaillerie. Sa dernière Collection déclinée à partir du pendentif Chaos s'est développée avec des variétés de pierres de couleurs pour le Printemps et l'Été. L'ensemble des pierres explosent de manière chaotique, montées sur or blanc avec des saphirs, des émeraudes et des péridots et sur or rose avec des saphirs, des rhodolites et des citrines.

Goralska 20 rue de la Paix, 75002 Paris
01 42 61 25 71
goralska.com

4 MOULIN DE VALDONNE, LES NOUVELLES CITRONNADES À DILUER

Moulin de Valdonne lance une nouvelle gamme de citronnades concentrées à diluer, inspirée des saveurs du Sud. Déclinées en quatre recettes originales associant le citron de Sicile à la framboise, la pêche, l'orgeat ou encore au fruit de la passion, elles offrent une alternative gourmande et rafraîchissante aux boissons traditionnelles. Une invitation à personnaliser chaque verre selon ses envies, avec des recettes pensées pour accompagner les beaux jours.

PMC conseillé : 3,29 euros - Bouteille 70 cl
moulindevaldonne.com



4
5



5 THE ORIGINALS, BY RENAULT

Parce que vos compagnons à quatre pattes font aussi partie de l'aventure, Renault a pensé à eux ! De la gourde de voyage, à la couverture nomade, en passant par le sac de transport, découvrez une sélection d'accessoires spécialement conçus pour leur confort, leurs balades et tous vos trajets ensemble.

theoriginals-store.renault.com/fr

LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE L'EXPRESS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération
Pour votre santé, évitez de manger trop gras, trop sucré, trop salé.



Que faut-il attendre de la prochaine rentrée littéraire ?

Avec 461 romans à paraître et pas de star, ce cru s'annonce ouvert. Premier état des lieux subjectif avec une cinquantaine de titres, avant que l'automne ne livre son verdict ●

L'an dernier, il ne fallait pas être grand clerc : à pareille date, on avait compris que Nathacha Appanah, Emmanuel Carrère, Adélaïde de Clermont-Tonnerre et Laurent Mauvignier tireraient le gros lot. Cette fois-ci, même les cartomancienes les plus aguerries de Saint-Germain-des-Prés jouent la prudence. Difficile de dire qui va se détacher du gros peloton des 461 auteurs en course (décompte

établi par nos confrères de *Livres Hebdo*). En matière de plaisir de lecture pur, impossible de faire mieux que François-Henri Désérable et *Le Palais* (Gallimard), dont les droits ont déjà été vendus dans 15 pays avant même la sortie française. Ce roman poétique, inventif et incroyablement divertissant nous emmène sur une vingtaine d'années de l'Inde à New York en passant par la Bourgogne sur les traces d'un faussaire de génie qui

fait tourner en bourriques les plus grands spécialistes du vin. On pense tour à tour à Romain Gary, Alexandre Dumas, Patrick Süskind et Roald Dahl. Si on siégeait chez Drouant, on lui décernerait sans hésiter le prix Goncourt. Hélas, le talent et l'assurance de Désérable lui ont souvent valu des jalousies. Qu'en sera-t-il cette fois-ci ?

Dans la course au Goncourt, la maison Gallimard a deux autres pions sérieux : *JE* de Lilia Hassaine, remake de *La Prisonnière des Sargasses* de Jean Rhys ; *La Solitude des professeurs est infinie* de Yannick Haenel, qui devrait plaire aux enseignants abonnés à *Télérama*. Au sein du groupe Madrigall, n'oublions pas non plus Sylvain Prudhomme et Jean-Philippe Toussaint (*De l'autre côté du lac* et *La Hantise*, tous les deux chez Minuit), Véronique Ovaldé (*Vivre sans bonheur et n'en point dépérir*, Flammarion) et Philippe Jaenada en grande forme (*L'Inconnue du quai de Javel*, Flammarion). Pour les prix, attention

↑ En matière de plaisir de lecture pur, impossible de faire mieux que François-Henri Désérable, avec *Le Palais*.

aussi à Sonia Devillers (*Le Fabuleux Piano*, Robert Laffont), dont on entend beaucoup de bien. Aurélien Bellanger reviendra-t-il au premier plan avec *L'Architecte de Notre-Dame* (Actes Sud) ? Toujours chez Actes Sud, Anne Godard réussira-t-elle son come-back avec *Nous aussi ?* La rumeur est moins favorable pour Serge Joncour (*Une histoire d'amours*) qui, au sein d'Albin Michel, risque d'être éclipsé par l'éternelle Amélie Nothomb et son nouveau roman à l'ambiance hitchcockienne, *L'Adolescence du perroquet*. On se demande enfin ce qu'il adviendra d'Ananda Devi et de son ambitieuse *Chronique d'un royaume perdu* (Grasset), tant sa maison d'édition sera affaiblie en cette rentrée, suite au départ de son patron emblématique Olivier Nora...

LITTÉRATURE HISPANOPHONE

Sauf surprise, Grasset s'illustrera avant tout via un premier roman événement (pour lequel les enchères ont atteint 100 000 euros) : *C'était ça ou mourir* de Thélyson Orélien. Chez les débutants, on parle aussi beaucoup de David Djaïz (*La Méthode*, Stock) et de Maxim Schwartz (*Le Dernier présage de Victoria Woodhull*, Philippe Rey). Les mélomanes férus de musiques électroniques du monde s'intéresseront à *Abdallah superstar* (Actes Sud) d'Iman Ahmed quand les bons vivants se délecteront de *Mon ami Curnonsky* (Le Rocher) de Louis Michaud. Il y a une vie après les premiers romans. Au sein de la jeune génération, ils seront nombreux à espérer s'installer (voire décoller pour de bon) en cette rentrée : Pierre Adrian (*Le Pays des étés*, Gallimard), Pierrick Bailly (*Rouges-Truites*, P.O.L.), Boris Bergmann (*Minotaure*, Albin Michel), Cécile Chabaud (*Si nous n'étions captives*, L'Archipel), Luc Dagognet (*Le Château de la solitude*,



Louis-Henri de La Rochefoucauld
Rédacteur
en chef adjoint
livres

Do), Diaty Diallo (*Darya & Dounya*, Seuil), Pierre Ducrozet (*Eden*, Actes Sud), Victor Dumiot (*Lola va mourir*, Calmann-Lévy), David Frèche (*Les Souvenirs inachevés*, Le Rocher), François-Régis de Guenyveau (*Totem*, Fayard), Julia Kerninon (*La Dernière des Wilberforce*, L'Iconoclaste), David Lopez (*Demi-Lune au soleil*, Julliard), Jeanne Pham Tran (*Les Ombres de l'exil*, Mercure de France), Loulou Robert (*Chercher la bête*, L'Observatoire), Guillaume Sire (*Chante Méchante*, Calmann-Lévy), Esther Teillard (*Fuck Circus*, Grasset), Emilie de Turckheim (*Fanny à la folie*, JC Lattès)... Parce qu'ils sortent d'un succès critique ou public, on guettera les nouveaux Franck Courtès (*Le Petit Cosmonaute*, Julliard), Sabyl Ghoussoub (*Mon imam*, Stock), Clémentine Mélois (*Choses que je croyais perdues*, Gallimard) et Bérénice Pichat (*Un marché noir*, Les Avrils).

A titre personnel, on conseille déjà ces quelques livres d'auteurs confirmés, tous stylistes à leur manière : Jean-Luc Coatalem brosse le portrait émouvant d'un mystérieux oncle baroudeur dans *Tête brûlée* (Stock), son *Dictionnaire amoureux du bonheur* (Plon) permet à Jean-Paul Enthoven de cultiver son côté prince de Ligne, Patrice Jean propose un roman d'initiation provincial et rock'n'roll avec *Stay Free* (Le Cherche Midi), Jean-Pierre Montal signe un nouveau bijou de mélancolie élégante avec le road-trip *La Peau neuve* (Séguier), Jean-Noël Orengo réhabilite Pierre Drieu la Rochelle dans *La Rédemption* (Grasset) et Camille Pascal raconte avec sa verve habituelle le coup d'Etat de Louis XIV dans *Le Bal des foudroyés* (Robert Laffont). Qui des étrangers ? Laura Kasischke devrait être la plus en vue avec *Baignade non surveillée* (Gallimard). Les amateurs de littérature hispanophone seront gratifiés de deux gros morceaux : *Ligne de feu* (Gallimard) d'Arturo Pérez-Reverte et surtout *Les Lieux souterrains* (Christian Bourgois) de Gustavo Faverón Patriau. Les fans de Francis Scott Fitzgerald et Bret

Easton Ellis attendront eux le 11 septembre (sacrée date de sortie !) et la parution à L'Olivier de *Rendez-vous sur l'autre rive* de Jay McInerney, où l'on retrouvera ses personnages récurrents Corrine et Russell Calloway. Du côté des essais deux volumineuses biographies retiendront notre attention : celle de Vivant Denon par Emmanuel de Waresquiel (chez Tallandier) et celle de James Baldwin par Nicholas Boggs (au Seuil).

DES COUPS DE FOLIE

A l'heure où les dés ne sont pas encore jetés (même si ça s'active en coulisses depuis le printemps), une écrivaine doit être en train de passer un mauvais été : Anne Plantagenet. Au mois de juin, on recevait *En l'absence de corps* (Julliard), où elle fait le récit des quatre semaines du procès d'assises de Cédric Jubillar, auquel elle avait assisté. Sauf que les aveux du mari de Delphine Aussaguel (qui a reconnu être coupable et indiqué où chercher les restes de sa femme...) ont changé la donne – avant même sa publication, le texte est largement caduc.

Chaque rentrée livre ses coups de folie. En guise de conclusion, tirons notre chapeau à Arthur Dreyfus qui, avec *La Punition* (P.O.L.), offre une hallucinante auto-analyse de 1 200 pages, quelque part entre Serge Doubrovsky et Guillaume Dustan, où il revisite sa jeunesse, de son coming-out douloureux à ses délirantes soirées chemsex. Un récit autofictionnel brillant et bouleversant, appelé à faire date dans le champ de la littérature gay à la française, et auquel on prédit le prix Médicis – et même mieux. Toutes les expériences littéraires ne sont pas de ce calibre. Sous le pseudonyme d'Infernus Iohannes, Antoine Volodine sort simultanément... 11 livres chez 11 éditeurs différents, de La Volte à Rivages et de Verdier à La Fabrique. On souhaite bien du courage aux masochistes qui se lanceront dans cette épreuve de lecture quasi herculéenne... ✱

AU SEIN DE LA JEUNE GÉNÉRATION, ILS SERONT NOMBREUX À ESPÉRER S'INSTALLER, VOIRE DÉCOLLER

PALMARÈS

FICTIONS

N°	Titre	Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1 ▲	D'autres printemps	Virginie Grimaldi (Flammarion)	3	11
2 ▼	Une unique lueur	Fred Vargas (Flammarion)	1	15
3 ▼	L'Intruse	Freida McFadden (City)	2	11
4 ►	Swan (t. I)	Sarah Rivens (Hlab)	4	6
5 ►	Un jour sans femme	Laetitia Colombani (L'Iconoclaste)	5	11
6 ►	Le Crime du paradis	Guillaume Musso (Calmann-Lévy)	6	20
7 ►	L'Autre moi	Franck Thilliez (Fleuve éd.)	7	12
8 ►	Le Calamity Club	Kathryn Stockett (Robert Laffont)	8	8
9 ▲	La Locataire	Freida McFadden (City)	11	23
10 ►	Nous qui avons connu Solange	Marie Vareille (Flammarion)	10	18
11 ▲	Tu m'avais promis	Maud Ankaoua (Eyrolles)	13	19
12 ▼	Les Habitantes	Pauline Peyrade (Minuit)	9	7
13 ▲	La Maison vide	Laurent Mauvignier (Minuit)	15	41
14 ▼	Je suis drôle	David Foenkinos (Gallimard)	12	16
15 ▲	L'Arbre de fer	Michael Connelly (Calmann-Lévy)	19	6
16 ►	La Révolte de la reine	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	16	18
17 ▲	Le Boyfriend	Freida McFadden (City)	-	30
18 ▲	Celle qui sait	Riley Sager (Verso)	20	2
19 ▼	Les Fantômes de Shearwater	Charlotte McConaghly (Gaïa)	14	2
20 ▲	Une pension en Italie	Philippe Besson (Julliard)	-	14

ESSAIS-DOCUMENTS

1 ▲	Magnifique humanité	Léon XIV (Cerf/Bayard/Mame)	2	8
2 ▲	Ghost Stories	Siri Hustvedt (Gallimard)	3	9
3 ▲	Bienvenue en 2055. Dans un monde neutre en carbone	Magali Reghezza-Zitt (Seuil)	4	6
4 ▲	L'Odyssée de L'Odyssée	Christophe Ono-dit-Biot (Grasset)	12	3
5 ▼	Moonwalk	Michael Jackson (Michel Lafon)	1	2
6 ▼	La Légende	Boualem Sansal (Grasset)	5	7
7 ▼	Liberté, dignité, habitabilité	Baptiste Morizot et Laurent Neyret (Gallimard)	6	13
8 ►	Et la joie de vivre	Gisèle Pelicot (Flammarion)	8	22
9 ▼	Le Pain des anges	Patti Smith (Gallimard)	7	14
10 ▲	Bien dormir, c'est possible, même pour vous !	Fabien Olicard (First)	13	10
11 ▲	Assaut contre la frontière	Leïla Slimani (Gallimard)	14	18
12 ▼	La France à la carte	Jean-Claude Raspiengeas (Equateurs)	11	4
13 ▲	Bernard Arnault son univers impitoyable	Audrey Millet (La Tribu)	-	3
14 ▲	Un rien peut tout changer !	James Clear (Larousse)	-	10
15 ▼	La Vérité sur le système Epstein	Alain Bauer (First)	9	7
16 ▼	L'Age expérimental	Erri De Luca et Inès de la Fressange (Gallimard)	15	7
17 ▼	Magnifica Humanitas	Léon XIV (Artège)	10	6
18 ▲	Legend	Guillaume Pley (Hors Cadre)	-	2
19 ▼	Un été avec Romain Gary	Maria Pourchet (Equateurs/France Inter)	18	6
20 ▲	Antidote au culte de la performance	Olivier Hamant (Gallimard)	-	3

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com.
Réalisé par Edistat, du 13 au 19 juillet 2026, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



LE FIL DE MARIANNE

Voyages en littérature

Corfou, Hydra, Mykonos, Santorin, Spetsai, Amorgos, Skopelos... Difficile de départager les tenants de tel ou tel lieu hellénique, alors autant se jeter sur *Visitez la Grèce avec...* (Editions La Table Ronde), une passionnante anthologie naviguant des voyageurs classiques aux auteurs contemporains. Découpée par blocs géographiques (la Grèce centrale et septentrionale, le Péloponnèse, les Cyclades, et encore d'autres îles...), elle rappelle combien, du XIX^e siècle à nos jours, les écrivains ont arpenté la terre d'Homère – Nerval, Flaubert, Henri Miller, Lawrence Durrell, Virginia Woolf, Jacques Lacarrière, Constantin Cavafy, John Fowles, Jean Cocteau font ainsi partie des 52 auteurs cités. Un petit exemple ? A la rubrique Hydra, on (re)découvre quelques extraits du *Rendez-vous de Patmos*, de Michel Déon, du *Voyage en Orient*, d'Alphonse de Lamartine, ou encore d'*Une saison à Hydra*, d'Elizabeth Jane Howard. Pour les plus « pragmatiques », signalons quelques intermèdes thématiques, tels que Boire et manger, Chanter et danser, Nager et naviguer... Si vous préférez rester dans notre beau pays, plongez-vous dans

En France. Sur les pas des personnages de romans (Autrement). Ce voyage littéraire proposé par Ismaël Jude et cartographié par Gaëlle Sutton vous entraîne sur les traces de 90 héros, en compagnie de Balzac, Simenon, Fitzgerald, Sagan, Pagnol, Loti, Prévert, Mac Orlan... Comme l'écrit Erik Orsenna dans la préface de cet album : « Vous allez retrouver de vieux amis, en découvrir de nouveaux [...] Merci l'atlas ! » ★

MARIANNE PAYOT

VISITEZ LA GRÈCE AVEC...



Les séries qui ont fait l'Europe (4/5)

Sous le soleil, le rêve français qui a fâché le patronat russe

Feuilleton tricolore le plus exporté de l'histoire, le célèbre soap de TF1 a diffusé une certaine idée du paradis tropézien aux quatre coins du monde.



Le Bureau des Légendes, Versailles, Marseille... Le producteur Pascal Breton est à l'origine de plusieurs des séries françaises les plus emblématiques de ces dernières années. Pourtant, son plus grand succès reste une fiction à laquelle TF1 croyait peu au départ : *Sous le soleil*. Initialement intitulé *Saint-Tropez*, le projet suscite le scepticisme de la direction de TF1, qui estime alors que le sujet ne parlera qu'à quelques Parisiens un peu snobs. Mais le feu vert est donné, à la condition toutefois d'en changer le nom. Lorsque la série débute le 13 mars 1996, le succès est immédiat en France (elle réunit entre 3 et 4 millions de téléspectateurs) mais son rayonnement dépasse rapidement les frontières.

Narrant les aventures amoureuses et professionnelles de trois amies – Caroline (Adeline Blondieau), Laure (Bénédicte Delmas) et Jessica (Tonya Kinzinger) –, *Sous le soleil*, rebaptisée *Saint-Tropez* à l'international, est alors distribuée dans quelque

SÉRIE D'ÉTÉ

135 pays. Du jamais vu pour une fiction française. Son générique, signé Pascal Obispo, résonne des plages du Brésil aux côtes indonésiennes, en passant par l'Europe. Outre-Manche, explique Pascal Breton auprès de L'Express, la BBC ira même jusqu'à acquérir la série afin de l'utiliser comme support d'apprentissage du français. Mais c'est surtout en Russie et en Europe de l'Est que la série suscite l'engouement. Avec des conséquences parfois inattendues : « Une organisation patronale russe avait demandé à la chaîne qui la diffusait de repousser son horaire de programmation, car elle provoquait trop d'absentéisme dans les entreprises », se souvient le producteur.

Comment expliquer le succès mondial de ce soap à la française diffusé de 1996 à 2008, qui, a même dépassé *Dallas* (480 épisodes vs 357) ? D'abord, *Sous le soleil* s'inscrit dans un imaginaire célébrité : celui de Saint-Tropez et de Brigitte Bardot. Le bar tenu par le personnage de Jessica se trouve dans la baie

Première date de diffusion :
13 mars 1996

Nombre d'épisodes :
480 épisodes/
14 saisons

Diffusion à l'international :
135 pays

des Canoubiers, à proximité de la propriété de « BB ». C'est également dans les environs que Roger Vadim tourna en 1956 *Et Dieu... créa la femme*, qui révéla l'actrice au monde entier et contribua à la renommée de ce village de pêcheurs. Les parallèles entre les deux œuvres ne s'arrêtent pas au décor. Dans le film, Juliette, incarnée par Bardot, se retrouve au cœur d'un triangle amoureux entre deux frères. Dans *Sous le soleil*, Laure est elle aussi tiraillée entre son fiancé et son amour de jeunesse. Mais là où Vadim conduit Juliette vers le mariage, l'héroïne de TF1 plante son futur époux le jour de la cérémonie pour rejoindre son ex.

Avec son associé Olivier Brémont, Pascal Breton a bâti la série autour de cette idée d'un « paradis perdu ». Une France « un peu trop parfaite, trop belle », mais qui a marqué les imaginaires et séduit les téléspectateurs étrangers. Au-delà du décor, la série plaît aussi par ses intrigues où l'on parle avant tout d'amour et de problèmes de couple à une époque où la société « restait encore relativement pudique ». *Sous le soleil*, c'était la Côte d'Azur, la Californie française. La vraie vie racontée dans un décor extraordinaire. On se lève le matin pour prendre son petit-déjeuner au bord d'une piscine avec vue sur la mer alors qu'on est gérante d'un bar ou jeune interne en médecine. À l'international, cette vision correspondait aussi à une certaine image de la France, souligne Pascal Breton : « Le plus beau pays au monde, celui de l'amour, jouissant d'une très bonne qualité de vie. »

Trente ans après le lancement de *Sous le soleil*, d'anciens forums ukrainiens, allemands ou danois conservent encore les traces de discussions nostalgiques autour de la série. Des internautes saluent « la beauté de la côte méditerranéenne » et des intrigues prenantes sans « le côté excessivement mélodramatique » des productions américaines. En somme : « De belles personnes, avec de beaux problèmes. » ★

LAURENT BERBON



DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

Borgen
Episode 5/5
13 août

UN WEEK-END À...
VARSOVIE

→ *Arche de Noé*
par Leonora
Carrington,
vers 1938.



En lutte

Le surréalisme à l'épreuve du fascisme

Une exposition événement dans la capitale polonaise retrace le combat mené par des artistes européens qui firent de l'imagination une arme pour défier les dictateurs.

Au cœur même des changements : surréalisme et antifascisme
Musée d'art moderne de Varsovie (Pologne). Jusqu'au 10 janvier 2027.

On associe souvent le surréalisme à l'inconscient et aux images les plus déroutantes de l'histoire de l'art. Pourtant, derrière les univers fantastiques de Dali ou les énigmes visuelles de Magritte, se cachait un mouvement farouchement engagé. C'est cette dimension politique, souvent reléguée au second plan, que met en lumière l'exposition *Au cœur même des changements : surréalisme et antifascisme*, présentée au Musée d'art moderne de Varsovie, sous le commissariat de Dorota Jarecka et Magda Lipska. A travers plus de 200 cents œuvres et documents, elle raconte comment des artistes

ont fait de l'imagination une arme contre le fascisme, le colonialisme et toutes les formes d'oppression. Et nous confronte d'emblée à une idée forte : le groupe d'inébranlables entendait autant bouleverser les conventions artistiques que réformer la société, quand, pour André Breton et ses compagnons, libérer l'esprit revenait à combattre les systèmes politiques qui cherchaient à le contrôler. Une ambition qui a pris un relief particulier dans les années 1930, lorsque les régimes totalitaires se sont multipliés en Europe et que nombre de créateurs ont réagi à la menace.

Parmi les œuvres emblématiques, représentatives de cette période, surgit inévitablement le *Guernica* de Picasso, matérialisé ici par des esquisses et des archives, qui rappellent le statut de symbole universel de la lutte contre la barbarie de l'immense composition réalisée après le bombardement de la ville basque espagnole en 1937, la toile demeurant dans l'imaginaire collectif l'une des dénonciations les plus puissantes du fascisme. Le parcours fait également la part belle à Max Ernst, à *L'Ange du foyer* (*L'Ange du ménage*), notamment, pour son caractère visionnaire, la créature

monstrueuse, peinte la même année que *Guernica*, apparaissant aujourd'hui comme une incarnation des forces destructrices qui s'apprêtaient à engloutir le Vieux Continent. Cette angoisse politique de l'entre-deux-guerres hante aussi les tableaux de la Britannique Leonora Carrington, peuplés d'êtres hybrides et de métamorphoses étranges, où se dessine une réflexion sur l'émancipation, la liberté, le refus des normes imposées.

CARTOGRAPHIE INTERNATIONALE

Plutôt que de s'en tenir à un surréalisme traditionnellement centré sur Paris, où le courant se fit jour dans le sillage de la Grande Guerre avant d'être théorisé dans le fameux *Manifeste* de Breton en 1924, les commissaires en tracent une véritable cartographie internationale. Sur les cimes polonaises, Prague dialogue avec Mexico, Le Caire avec l'Espagne républicaine, Marseille avec la Martinique, tandis que Londres et New York deviennent des relais essentiels pour ceux qui fuient les persécutions. L'approche, géographique, permet de détailler les réseaux de solidarité qui se sont constitués par-delà les frontières face aux violences du ^{xx}e siècle, dont les œuvres de Victor Brauner, né en Roumanie puis installé en France, portent les stigmates.

L'exposition accorde d'ailleurs une place importante aux pays de l'Est, en documentant le rôle clé joué par les Polonais, les liens avec le groupe a.r. de Lodz ou encore les trajectoires d'artistes résistants, estampillés « dégénérés » par les nazis, pour offrir une réflexion approfondie sur les migrations forcées, la mémoire de l'Holocauste, longtemps restées périphériques dans les récits consacrés aux surréalistes.

Plus qu'une époque de fractures, Varsovie décrypte ainsi une aventure collective où l'acte de créer ne pouvait se concevoir sans une pensée affranchie. ✨

LETIZIA DANNERY



Sinfonia Varsovia entre en scène

Quand un ancien institut vétérinaire devient l'écrin de l'un des plus prestigieux orchestres d'Europe centrale.

A Varsovie, les bâtiments de brique rouge de la rue Grochowska changent de partition. Pendant plus d'un siècle, on y a étudié et soigné les animaux ; demain, ils vibreront au son des plus grands orchestres avec la métamorphose de cet ancien institut vétérinaire militaire en un campus musical de classe mondiale, Sinfonia Varsovia Centrum. C'est l'une des plus ambitieuses opérations culturelles actuellement menées en Europe centrale. L'histoire commence pourtant ailleurs. En 1984, Yehudi Menuhin est invité à diriger l'Orchestre de chambre de Pologne, renforcé pour l'occasion par des instrumentistes venus de tout le pays. Le succès est tel que la formation élargie, baptisée Sinfonia Varsovia, devient permanente et acquiert en quelques années une réputation internationale. D'abord hébergé au Palais de la

← Une salle symphonique de 1 877 places est attendue à l'horizon 2030.

culture et de la science, ce n'est qu'en 2010 qu'il s'installe rue Grochowska, dans l'ensemble de bâtiments de quatre hectares édifiés à la fin du ^{xix}e siècle, alors que la ville appartenait encore à l'Empire russe. Cette même année, la municipalité choisit de le restaurer et d'y adjoindre un projet architectural hors norme signé de l'agence autrichienne Atelier Thomas Pucher, qui propose de réhabiliter les édifices d'origine en les organisant autour d'un vaste parc public. Au cœur de Sinfonia Varsovia Centrum, prendra place une gigantesque salle symphonique de 1 877 places, dotée de balcons en forme de rubans flottants autour de la scène et complétée par une académie, des studios de répétition, des espaces d'enseignement. La réalisation a toutefois connu moult retards, liés autant à la complexité technique du chantier qu'à la hausse des coûts. Les travaux ont donc été divisés en deux étapes. La première, engagée en 2023, concerne la restauration des trois bâtiments historiques qui accueilleront, dès cet automne, les activités artistiques et pédagogiques de l'orchestre. La seconde verra la construction de la salle de concert, appelée à devenir la plus grande de Pologne. L'entrée du ministère polonais de la Culture parmi les cofinanceurs en 2026 a permis de sécuriser cette phase décisive, qui devrait s'achever à l'horizon 2030. Coût de la métamorphose : 110 millions d'euros. A terme, elle devrait égaler les plus prestigieuses institutions européennes tout en devenant un nouveau lieu de vie pour les Varsoviens. Aujourd'hui, l'ouverture progressive du site marque déjà le début d'une nouvelle ère du patrimoine culturel polonais. ✨ L. D.

Ces jeux de société qui racontent l'époque (2/4)

Ce que le Monopoly dit de Donald Trump

Le célèbre jeu de plateau, l'un des plus populaires au monde, permet d'éclairer l'ascension du président américain, du monde des affaires jusqu'au bureau Oval.

« I like it. What's next ? » Jeffrey Breslow, l'un des principaux concepteurs américains de jeux, ne finira pas sa phrase. Tant pis s'il vient à peine de franchir le seuil du 26^e étage de la Trump Tower (New York). Le maître des lieux, qui a publié il y a quelques mois *The Art of the Deal* (1987), a l'instinct pour ces choses-là – du moins aime-t-elle laisser croire. Et puis comment résister à l'idée d'un jeu à son nom inspiré du Monopoly ? Il faut dire qu'en plus d'être passé maître dans l'art de décliner sa marque tous azimuts, Donald Trump est aussi un fan absolu du célèbre jeu de société qui, dit-on à l'époque, imprime plus de billets chaque année que le gouvernement américain. Au point que près de vingt ans plus tard, le magnat envisage de lancer une émission de télé-réalité inspirée du Monopoly. D'après le magazine *Fortune*, celui-ci aurait même cherché en 2025 à mettre au point un jeu crypto calqué sur Monopoly Go !, sa déclinaison mobile. Pour Trump, celui-ci

SÉRIE D'ÉTÉ

n'est pas qu'une madeleine de Proust, c'est une philosophie, et peut-être bien l'un des ressorts de son ascension...

Tout joueur de Monopoly le sait : le premier enjeu consiste à acheter un maximum de titres pour occuper le terrain et ainsi récolter le plus de loyers possibles. A Atlantic City, ville qui a inspiré les noms de rues dans la version américaine, Trump a certes connu son lot de faillites dans les années 1990. Mais l'insatiable homme d'affaires n'a jamais cessé d'acquérir des biens. De quoi faire oublier le fiasco de ses débuts, et bâtir son empire.

CONSTITUER UN MONOPOLE

L'analogie ne s'arrête pas là. Si dans le jeu désormais commercialisé par Hasbro, engranger des terrains est un prérequis, constituer un monopole est une nécessité pour maximiser les bénéfices. Or pour construire sa tour de la Cinquième Avenue, le magnat s'est en effet appliqué à rassembler un certain nombre d'actifs contigus. De quoi décupler la valeur

de l'édifice, et faire un pied de nez aux origines du jeu créé par Lizzie Magie (alors connu sous le nom de *The Landlord's Game*), qui visait à dénoncer la concentration de richesses et les monopoles fonciers. Qui dit maximiser les gains dit aussi cibler les joueurs en difficulté, le Monopoly étant, comme le résume Pierre-François Periquet, directeur de la communication chez Hasbro, avant tout un « jeu de crasses ». Or c'est connu : l'une des armes les plus éprouvées du magnat consiste à négocier en exploitant les faiblesses de ses interlocuteurs. C'est que pour lui, l'art de la négociation est, comme au Monopoly, un jeu à somme nulle. Ce que confirme Michael D'Antonio, biographe de Trump, interrogé par *Foreign Policy*, selon qui « il ne s'intéresse pas aux accords "gagnant-gagnant", mais uniquement aux résultats où "je gagne" ».

Depuis son retour à la présidence, Klaus Dodds, géographe et professeur de géopolitique à l'université Royal Holloway de Londres n'en finit plus de voir en Trump un joueur de Monopoly. Après de *L'Express*, celui-ci prend l'exemple du Groenland, sur laquelle l'Américain a jeté son dévolu sans égard pour ses 57 000 habitants : « Le Monopoly consiste entièrement à accumuler des propriétés. C'est un jeu dépeuplé. Cela reflète bien l'approche de Trump, indifférente à toute logique centrée sur les populations, et impitoyablement orientée vers le foncier et l'immobilier. »

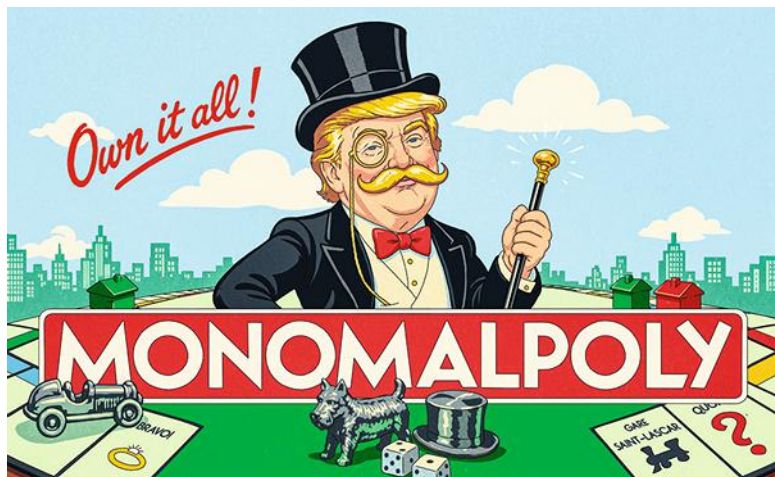
Mais l'accumulation n'est pas sans risques. Comme l'a théorisé l'historien britannique Paul Kennedy, les puissances dominantes, comme certains joueurs trop gourmands, étendent parfois leurs engagements au-delà de leur capacité économique et politique. De quoi mener au déclin. A trop vouloir dominer le monde, Donald Trump pourrait donc bien finir par s'en mordre les doigts. Au risque de n'être pas le seul perdant du jeu, et d'entraîner dans sa chute le leadership américain... *

ALIX L'HOSPITAL

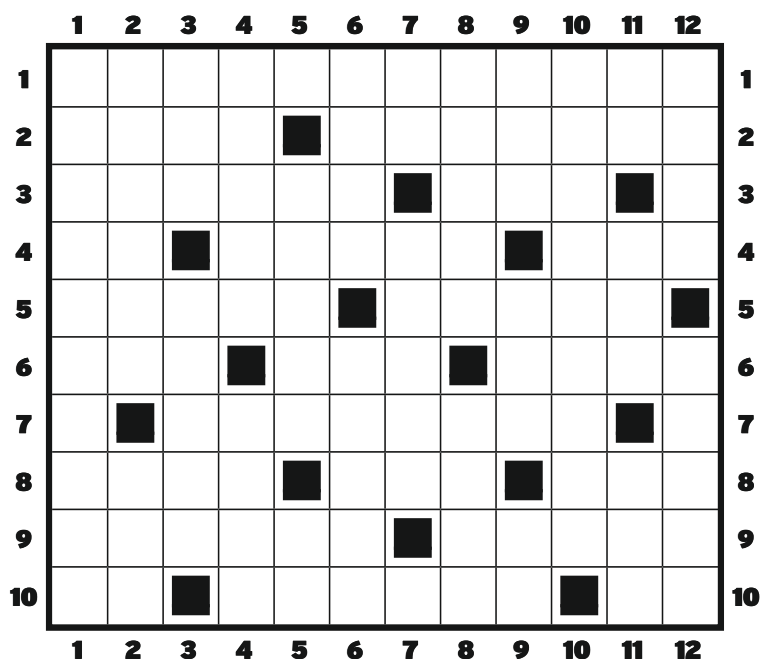


DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

Retrouvez dans *L'Express* du 13 août l'épisode 3 de la série « Jeux de société », consacré à Risk.



MOTS CROISÉS



Horizontalement

1. Les élans du cœur. **2.** N'incite guère à se « découvrir ». Plus longue aux Pays-Bas qu'à New York. **3.** Vide poches. Base d'anciens satellites. **4.** Agent de liaison. Buffets et canapés. Etang de l'Hérault. **5.** Son vin n'est pas millésimé. Sortent de coffres. **6.** Palindrome royal. Lettre d'Athènes. Comportent de nombreux étages. **7.** Chaud latin. **8.** Espèce de brut. Amateur de fruits. Courant à Strasbourg. **9.** Cité sur la Loire. Sans signe de reconnaissance. **10.** Un terme cher au rêveur. Dû à l'air du temps. Variation de son.

Verticalement

1. Auxiliaires affectés à la circulation. **2.** Peuvent devenir camées. Baba ou soufflé. **3.** Des fleurs pour une couronne. Dit des gros mots. **4.** Voudraient bien échapper à tout ce qui est rasoir. Vit au bord de l'eau. **5.** Elles ne sont pas canalisables. On y voit des Nippons bien nippés. **6.** Finit souvent en miettes. Cru du Midi. **7.** Se perd du côté de Gravelines. Boîte à cigare. **8.** Fit ce qu'il fallait. Met ajours ? **9.** Colère un peu oubliée. Troyat à la naissance. A la mode autrefois. **10.** L'essence y donne de l'huile. **11.** Aire de vent. Accueille bien des pèlerins. Endroits où haler. **12.** Un strict minimum. Air des Caraïbes.

TOURISTIQUES	7	2	4	1	5	6	9	8	3	2	3	2	4	1
AURIOL BISOU	6	5	3	2	8	9	7	4	1	1	4	6	3	5
PRÉS-ALEUNE	1	9	8	7	4	3	6	2	5	2	3	1	2	4
IL-EMMURER-T	8	3	9	4	1	7	2	5	6	4	5	4	3	1
SEME-TIRET	5	4	1	6	9	2	3	7	8	1	2	1	5	2
STE-LAIES-AS	2	7	6	5	3	8	4	1	9	4	3	4	3	1
I-GROIN-ETNA	9	6	5	8	2	4	1	3	7	1	5	1	2	4
EMOI-MSE-AGI	3	1	2	9	7	5	8	6	4	3	2	4	5	3
RATELE-ARGUS	4	8	7	3	6	1	5	9	2	5	3	2	1	2
ET-NARINE-AI														

Solutions du n° 3916
paru le 23 juillet 2026

SUDOKU

				6							
					8	2					
				4	5		1	2			
2	8				9		7			1	
6				1							5
9	4										
5							3	7			
			3			5	6				
			6		1		5			4	

Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

TECTONIC®

		4							
2									
1			3						
		1							
		1						1	
2			3					3	

Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).



Christophe Donner

Du flop au must, le Général arrive toujours à s'en sortir

S'il y a un film que j'ai toujours envie de voir, c'est un film sur le général de Gaulle. Dès qu'il en sort un, je me précipite pour le voir. Pourtant, au vu de la bande-annonce de *La Bataille de Gaulle*, s'il y a un film que j'étais certain d'éviter, c'est bien celui-là. J'admets qu'on critique le Général, qu'on le ridiculise, même, mais pas comme ça, dans le pompeux, le grotesque, le ringard. Et que dire de l'affiche du film, ce calligramme en croix de Lorraine, portant le nom de tous les malheureux ayant participé à ce naufrage, générique macabre, en lettres grises sur fond noir, comme si, pour finir de les enterrer on avait pris soin de les rendre illisibles, cette affiche aussi alléchante que la porte de l'enfer, elle clouait le cercueil.

Aussi, n'ai-je pas été surpris d'apprendre, une semaine après sa sortie en salle, que ce de Gaulle était un flop. Pas surpris et (vous allez voir comme c'est bête) plutôt rassuré : les gens ne sont pas aussi stupides, me suis-je dit, ils ont compris comme moi, au vu de la bande-annonce, que malgré les millions d'euros annoncés pour sa fabrication, c'était un complet ratage.

Le premier à me parler du film après être allé le voir malgré la bande-annonce, c'est mon oncle Joël : lui, l'ancien coco, l'avait beaucoup aimé. Et Claudine son épouse, royaliste bon teint, encore plus. Ils se seront laissé bercer par le confort de la clim sous la canicule,

j'ai pensé. C'est aussi la vague de chaleur qui expliquait à mes yeux cet absurde taux de satisfaction des spectateurs (4,4/5). Le cinéma en péril sera-t-il sauvé par le réchauffement climatique ?

Quelques jours plus tard, Dora, qui rencontre beaucoup de monde, me dit avoir entendu beaucoup de bien du film d'Antonin Baudry. Elle n'avait pas regardé la bande-annonce, et me demandait comme ça, incidemment, si je comptais aller voir ce film, parce que, dans ce cas-là, elle irait bien avec moi. C'est qu'en collant son nez sur l'affiche et en plissant les yeux, elle avait cru reconnaître le nom de Benoît Magimel qu'elle adore. Moi aussi j'adore cet acteur, mais bon...

Là où j'ai commencé à douter, c'est quand Margaux m'a dit qu'elle avait trouvé le film formidable. Margaux est une intellectuelle, elle a écrit des livres, fait de longues études et en plus elle est jeune et belle... et malgré tout ça, elle avait trouvé le film « formidable ». Mes certitudes vacillaient.

Le coup de grâce me fut porté par Sara, ma nièce, qui fait du cinéma underground : « C'est un film génial. Enfin, il ne parle pas beaucoup de la résistance. Pas assez, à mon goût. Mais il y a plein de trucs super. Vraiment, vas-y ! » A partir de là, plus moyen d'y couper. Dimanche dernier, à neuf heures du matin, on a quitté la maison, pour nous rendre à pied aux Halles, on a traversé les rues désertes de Paris comme on les aime, et la chouette ambiance du Palais-Royal, et on a vu la première partie, *L'Âge de fer*. J'ai pleuré plein de fois, on a rigolé quand de Gaulle indique à son chauffeur où aller : « Dans la direction de mon bras. » (emprunt à la BD de Jean-Yves Ferri ?).

On a tellement aimé ce film qu'en en sortant on a pris nos billets pour le suivant et, le temps de s'enfiler un hot-dog pas folichon en face de l'église Saint-Eustache, on a repiqué au truc.

**J'AI PLEURÉ PLEIN DE FOIS,
ON A RIGOLÉ QUAND DE GAULLE
INDIQUE À SON CHAUFFEUR OÙ ALLER :
« DANS LA DIRECTION DE MON BRAS »**

On a adoré pareil, bien que Magimel nous ait manqué en général Koenig. Mais l'assassinat de Darlan, vraiment, c'est bien fait pour sa tronche, à celui-là. Si on avait fait ça à Hitler, en 33...

Chacun son de Gaulle. C'est ça qui est réjouissant

dans ce film, et qui fait son succès, à mon avis. Baudry a pris toutes les libertés pour réaliser son de Gaulle à lui. Légendaire, épique, chevaleresque. Un de Gaulle qui gagnerait cependant à être précisé, avec un troisième film sur le de Gaulle secrétaire de Pétain. Ça manque au portrait psychologique du bonhomme, et répondrait à la question de l'opiniâtreté du Général : d'où vient-elle, sinon de cette passion filiale réciproquement trahie. ★

Christophe Donner, écrivain.

POUR DÉPASSER VOS HORIZONS, RELEVEZ LA TÊTE.



Un moyen
de transport
écologique.

Une industrie
où 25% des
innovations
viennent
de start-ups.

Un des
événements
sportifs les plus
suivis dans le
monde.

Un symbole
de liberté.

Multiplier les points
de vue et percevoir
le monde autrement,
c'est le meilleur moyen
de se préparer
à l'imprévu. À l'ESSEC
Business School,
nous formons des
intelligences hybrides
et des esprits ouverts,
pour créer
un leadership éclairé.

Enlighten. Lead. Change.*

*Éclairer. Impulser. Transformer.



ESSEC
BUSINESS SCHOOL

Venez avec des questions, repartez avec une stratégie



**Profitez de l'accompagnement d'un conseiller expert, non
commissionné, pour faire grandir et préserver votre patrimoine.**

- ✓ Des solutions d'épargne pour accompagner vos projets, valoriser et diversifier votre patrimoine, protéger vos proches...
- ✓ Des supports financiers rigoureusement sélectionnés

Il existe un risque de perte en capital sur les supports en unités de compte*

En savoir plus



Ensemble, prenons soin de demain

macsf.fr

3233

Service gratuit
+ prix appel

PUBLICITÉ

* L'assureur ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur. Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. La description et le fonctionnement des supports en unités de compte sont détaillés dans les Documents d'Informations Clés (DIC) ou la Note d'Information, disponibles sur la page Supports financiers du site macsf.fr.

MACSF assurances - SIREN n° 775 665 631 - SAM - Entreprise régie par le Code des assurances - MACSF épargne retraite - Société Anonyme d'Assurances sur la Vie régie par le Code des assurances, au capital social de 58 737 408 €, entièrement libéré - Enregistrée au RCS de Nanterre sous le n° 403 071 095 - Siège social : Cours du Triangle - 10 rue de Valmy - 92800 PUTEAUX - Adresse postale : 10 cours du Triangle de l'Arche - TSA 60300 - 92919 LA DÉFENSE CEDEX.